

UN CAS D'ECOLE DE GUERRE DE L'INFORMATION PAR LE CONTENU

**Analyse de la confrontation
informationnelle au Venezuela
(1998 – 2019)**

Véronique Avril, Vincent Cassard, Jean-Rémy Dubois,
Lucile Federeci, Mathieu Meyer

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	4
2. Guerres de l'information ?	6
2.1. Mutation des guerres	6
2.2. Lutte non violente : l'exemple des révolutions de couleurs	7
2.3. <i>Win hearts and minds</i> : l'opinion au cœur des démocraties	9
2.4. Guerre de l'information.....	10
2.5. La guerre de l'information vue des États-Unis d'Amérique, de Chine et de Russie	13
2.5.1. États-Unis d'Amérique	13
2.5.2. Chine	13
2.5.3. Russie	14
3. Contexte historique et considérations liminaires	15
3.1. Le Venezuela entre richesse et révolution	15
3.2. Quelques considérations sur la crise et les enjeux actuels	18
3.2.1. Pourquoi le Venezuela est-il important pour les États-Unis et pourquoi les ingérences	18
3.2.2. Intérêts Chinois au Venezuela	20
3.2.3. Intérêts russes au Venezuela.....	20
3.2.4. La place de Cuba.....	21
4. Période 1998 – 2002 : Le commencement	22
4.1. Le contexte : stupeur et tremblement aux Amériques	22
4.2. 2002 - La tentative de coup d'État	26
4.2.1. Traitement pro-chaviste.....	28
4.2.2. Traitement par l'opposition	29
4.3. Analyse de la période	33
5. Période 2002 – 2013 : Renversement du rapport de force.....	37
5.1. Le contexte : ouverture d'une période de radicalisation	37
5.2. 2002 - 2004 – Grève générale et référendum révocatoire.....	41
5.2.1. Traitement pro-chaviste.....	43
5.2.2. Traitement par l'opposition.....	43
5.3. 2004 - 2010 – Le changement du rapport de force médiatique	46
5.3.1. Traitement pro-chaviste.....	46
5.3.2. Traitement par l'opposition.....	48
5.4. 2013 – Le décès de CHAVEZ.....	51
5.4.1. Traitement pro-chaviste.....	51
5.4.2. Traitement par l'opposition.....	52

5.5.	Analyse.....	53
6.	Période 2013 – 2018 : L’enlissement.....	55
6.1.	Contexte : autres éléments de conflits	55
6.1.1.	Situation économique.....	55
6.1.2.	2013-2014 : Arrivée au pouvoir de N. MADURO et manifestations de « La Salida »	56
6.1.3.	2015-2016 : Victoire de l’opposition aux élections législatives et procédure révocatoire	57
6.1.4.	Le Tribunal Suprême de Justice s’arroge les pouvoirs de l’Assemblée Nationale en mars et une Assemblée Constituante est élue en juillet	58
6.1.5.	Bouleversement du paysage médiatique	59
6.2.	La guerre de l’information du gouvernement.....	63
6.2.1.	Mise en cause systématique de l’opposition, qualifiée de projet impérialiste	63
6.2.2.	Le développement des outils d’une prise de contrôle des médias	63
6.2.3.	Prise de contrôle des médias et censure	65
6.2.4.	Le carnet de la patrie ou instrument de contrôle social.....	67
6.3.	La guerre de l’information de l’opposition.....	68
6.4.	Analyse.....	71
7.	2019 : L’opposition accélère les attaques et la désinformation, sans succès.....	75
7.1.	Contexte et autres éléments du conflit.....	75
7.2.	Gouvernement.....	81
7.2.1.	La consolidation du contrôle des médias.....	81
7.2.2.	Démenti systématique des attaques de l’opposition	83
7.3.	Opposition.....	85
7.4.	Analyse.....	89
8.	Vers une (R)évolution des mécanismes de guerre de l’information ?	92
9.	Annexes	101
10.	Références bibliographiques et publications	105
11.	Autres sources	108

1. INTRODUCTION

La crise politico-économique que connaît le Venezuela depuis maintenant plus d'une décennie, avec sa composante de « guerre de l'information » largement internationalisée, mérite une attention particulière pour au moins une raison singulière : une longévité et une intensité inédites. Cette étude vise à porter un regard analytique sur cette guerre de l'information par le contenu entre ceux qui sont arrivés au pouvoir en 1998, avec le virage socialiste engagé par le Président CHAVEZ, et ceux qui cherchent depuis en vain à le reprendre. Malgré la mise en œuvre de mécanismes subversifs puissants ayant connu des succès dans d'autres endroits du monde, force est de constater leur relative inefficacité au Venezuela, où ils n'ont toujours pas abouti à la chute du pouvoir en place.

Quelles causes pourraient expliquer l'échec de cette guerre informationnelle à produire les effets escomptés ? Quelles conclusions tirer de sa caractéristique de longévité et d'intensité ? Le choix récent d'un narratif hypothétique, ici celui du « jour d'après », dénué de faits et de cause légitime, est-il propre à une infoguerre durable, qui s'épuise, ou s'agit-il une simple modification de tactique ? Le traitement de ces questions se fera dans ce document au travers d'une analyse croisée des événements majeurs ayant marqué la crise vénézuélienne. La période traitée s'étend de l'élection de H. CHAVEZ (1998) jusqu'à aujourd'hui, en se structurant autour de quatre grandes phases, dont les événements charnières sont (1) la tentative de coup d'État de 2002 (2) le décès de H. CHAVEZ et la succession de N. MADURO (2013) et (3) sa réélection en 2016.

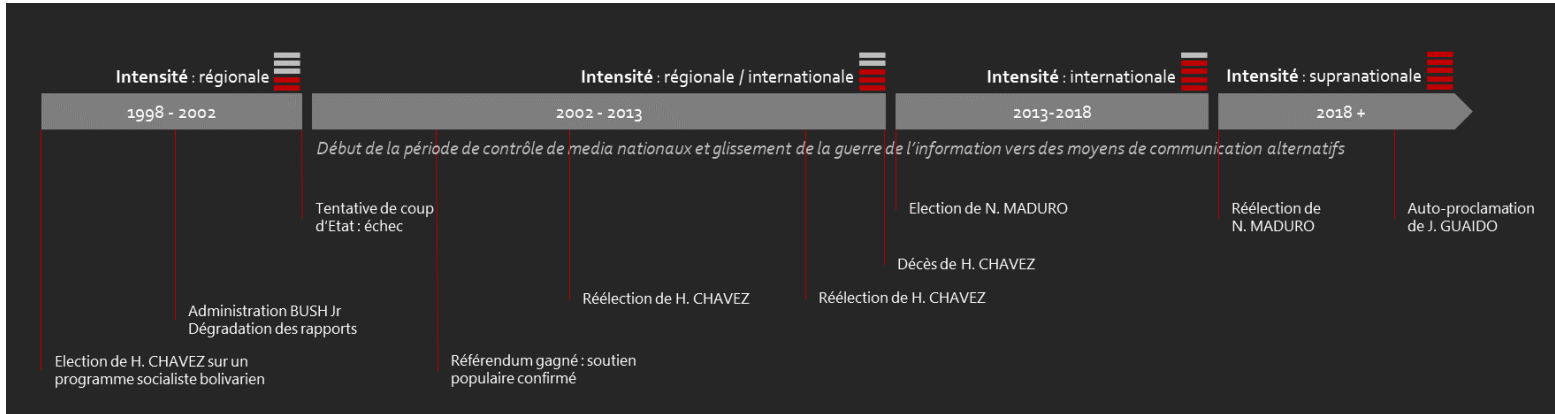
Ce rapport s'attèle dans une première partie à rappeler la place de la guerre de l'information dans les rapports conflictuels actuels, sa définition et ses stratégies, selon les acteurs pouvant y recourir. Par ailleurs, l'émergence fréquente de luttes non violentes comme mode de contestation et l'utilisation accrue de l'information comme arme de déstabilisation ne sont pas anodines. Ce lien est abordé en décrivant les sources du pouvoir démocratique et l'influence que permet le contrôle de l'information.

L'identification des parties prenantes au cas vénézuélien et des enjeux de leurs implications est décrite dans la deuxième partie du rapport. Une description du contexte politique, économique et historique du pays et de ses relations internationales doit permettre de comprendre le cadre de l'étude et les dynamiques sous-jacentes ayant influencé le déroulement des événements connus.

L'analyse des méthodes et des effets de la guerre de l'information se déroulant autour du Venezuela est chronologique, avec une analyse comparée du traitement des faits marquants de chaque période par les acteurs progouvernementaux et antigouvernementaux. Cette troisième partie du rapport cherche à mettre en avant les différences dans les stratégies et les réactions des principales parties prenantes.

Les caractéristiques récentes de ce cas d'infoguerre interrogent nos conceptions classiques, avec un régime annoncé régulièrement comme étant sur le point de tomber, et qui, pourtant, de crise en crise, parvient à rester en place. Ce rapport tente dans sa dernière partie de tirer les conclusions des observations et des analyses produites, introduisant la probable nécessité de

faire évoluer les mécanismes de guerre informationnelle et ses liens avec les finalités défendues. Cela laisse à penser qu'il n'est finalement plus si évident que « *ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire* »¹.



Analyse par approche chronologique sur quatre périodes

¹ Citation célèbre de J. ARQUILLA et D. RUNDFELDT, Rand Corporation

2. GUERRES DE L'INFORMATION PAR LE CONTENU

Guerre commerciale, guerre économique, guerre technologique, guerre humanitaire, guerre psychologique, cyberguerre, guerre de l'information, etc. : la diversité de ses champs d'application indique que « la définition canonique de la guerre, conflit collectif, organisé, durable, se déroulant sur un territoire et entraînant mort d'homme est obsolète »². La guerre se pense aujourd'hui dans le monde occidental comme le moyen d'accomplissement d'une stratégie plus grande que celle des militaires, destinée classiquement à défendre ou conquérir un territoire géographique, au prix de pertes humaines militaires et civiles.

La guerre est plutôt le prolongement d'une volonté de réaliser un objectif, souvent caché, mais bien réel, motivant un acte conflictuel qui ne se traduit pas forcément par l'usage des armes conventionnelles. Par ailleurs, cette définition sous-entend aussi que la guerre n'est plus réservée à un État ou son armée, mais se pratique par tout acteur motivé par des intérêts qui diffèrent de ceux de ses opposants.

2.1. Mutation des guerres

Depuis la fin de la guerre froide, on constate que les grandes guerres entre États ont disparu. Cela ne signifie pas pour autant la fin des guerres conventionnelles, puisqu'aujourd'hui on compte dans le monde 50 conflits infraétatiques, dont 18 sont interétatisés, avec cependant un usage de la force plus réduit (conflits de basse intensité). Par ailleurs, une partie croissante de ces nouvelles guerres est déléguée à des acteurs privés et à leurs mercenaires³.

Cette mutation des guerres entraîne l'utilisation de méthodes d'affrontement moins lourdes en pertes humaines par les parties en conflit, avec la volonté cependant identique d'imposer sa force à ses adversaires, et de contrôler ses ressources. Le spectre des actions possibles dans ce cadre est vaste et offre des choix variés pour les acteurs y ayant recours, pouvant aller de simples actions d'influence à des opérations violentes ciblées. Il n'est pas un hasard si, comme le souligne le général américain David H. PETRAEUS, les travaux de David GALULA sur la contre-insurrection sont considérés comme « ayant cette influence sur la doctrine [américaine] et ayant été érigé en lecture obligatoire au *Command and General Staff College* [...] »⁴ : l'approche vise précisément à lutter contre ces formes de guerres non conventionnelles, telles que la subversion ou l'insurrection (p. ex. guérilla ou révolution).

Ces modes de conflits ont une caractéristique bien particulière : le soutien de la population comme vecteur essentiel de réussite. Ainsi, la subversion se rapporte à l'usage de tous les moyens disponibles par une partie de la population pour renverser le pouvoir en place ou, tout au moins, pour le contraindre à faire des actions qui ne voulait pas, sans avoir recours aux forces armées. On peut recourir à la pression politique, économique, sociale, à des modes de

² HUYGHE François-Bernard, « *L'Ennemi à l'ère numérique : Chaos, Information, Domination* », Introduction au livre publié au Presses Universitaires de France, 2001.

³ ROCHE Jean-Jacques, directeur de la formation, des études et de la recherche de l'IHEDN, sur France Culture « *Entendez-vous l'écho ?* » le 19 novembre 2019.

⁴ GALULA David, « *Contre-insurrection, Théorie et pratique* », Edition Economica, 2008, préface XII.

lutte non violente, de propagande, voire des actions sporadiquement violentes en vue d'obtenir par la force un support auprès des populations visées. L'insurrection, quant à elle, se rapporte à l'usage de forces armées par une partie de la population contre ses opposants ou le pouvoir en place pour défendre ses objectifs⁵. Trois principes de F. KITSON indiquent, dès 1971, un glissement vers ce type de conflits, dits de basse intensité, tels que l'utilisation de la subversion et l'insurrection⁶ :

- La relation au pouvoir des individus, dans un contexte de lutte sociale ou identitaire ;
- Les moyens technologiques facilitant l'émergence de canaux de communication subversifs (p. ex. radio, journal, tract, ou aujourd'hui, utilisation d'Internet, espace informationnel autonome) et facilitant la diffusion des messages via les médias de masse ;
- L'équilibre des forces avec arme de dissuasion nucléaire, qui empêche le recours aux conflits conventionnels, car les conséquences seraient trop destructives pour toutes les parties engagées.

Association du développement des actions subversives, des moyens technologiques de diffusion de l'information et de modes de conflits basés sur le besoin du soutien de la population sont autant de composantes d'une guerre d'influence s'appuyant sur des actions civiles et l'engagement des populations pour la réalisation d'objectifs politiques. Dans ce sens, la célèbre citation de CLAUSEWITZ « La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens », garde toute sa pertinence⁷.

2.2. Lutte non violente : l'exemple des révolutions de couleurs

Ce glissement vers les conflits de basse intensité s'exprime notamment avec le développement d'actions subversives, pouvant devenir insurrectionnelles, comme cela a été le cas dans les années 2000 en Europe avec les « *révolutions de couleurs*⁸ ».

La diffusion rapide et la similarité des mécanismes de ces mouvements contestataires laissent penser qu'ils ont des méthodes d'inspiration commune, voire des financements, dont la source se trouve probablement dans les actions menées par le mouvement serbe « *Otpor !* », qui a conduit en octobre 2000 à la démission du Président serbe Slobodan MILOSEVIC. Né en 1998, ce mouvement étudiant a des soutiens extérieurs, principalement américains, qui lui permettent d'étendre son influence dans le pays et surtout de structurer sa doctrine autour des théories de lutte non violente décrite par Gene SHARP et le colonel Robert L. HELVEY⁹. Ce dernier, travaillant pour l'Albert Einstein Institute, est d'ailleurs mandaté en mars 2000 par l'*International Republican Institute* (IRI) pour former les membres d'*Otpor* lors d'un séminaire à

⁵ KITSON Frank, "Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping", Faber Finds, p.3.

⁶ KITSON Frank, "Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping", Faber Finds, p.16.

⁷ VON CLAUSEWITZ Karl, « *De la Guerre* », Editions Payot & Rivages, 2014, p.43.

⁸ Désigne au moins 5 soulèvements populaires ayant lieu entre 2003 et 2005 : révolution des Roses en Géorgie (2003), révolution orange en Ukraine (2004), révolution des Tulipes au Kirghizistan (2005), révolution en jean en Biélorussie (2005) ou révolution du Cèdre au Liban (2005.)

⁹ POPOVIC Srdja, MILIVOJEVIC, Andrej, DJINOVIC, Slobodan, « *La lutte non violente en 50 points* », CANVAS, 2006, p. 184.

Budapest¹⁰. Forts du succès serbe, les principes utilisés lors de cette révolution sont formalisés plus tard par deux des fondateurs du mouvement « *Otpor!* », Srdja POPOVIC et Slobodan DJINOVIC, avec l'appui du CANVAS (*Center for Applied Non Violent Action and Strategies*) dans la publication au nom équivoque « *La lutte non violente en 50 points* »¹¹.

Cet ouvrage, véritable guide pratique, explique clairement les prérequis et leviers à mettre en œuvre dans le cas d'action subversive non violente, au fondement desquels se trouve un objectif primordial : prendre le pouvoir, ou tout au moins, limiter les détenteurs actuels dans leur exercice du pouvoir. Cela passe tout d'abord par la compréhension de la nature même du pouvoir et de ses sources. Robert L. HELVEY distingue six sources de pouvoir¹² : l'autorité, les ressources humaines, le savoir et la connaissance, les ressources matérielles, la capacité à sanctionner et d'autres éléments intangibles (p.ex. religion, culture, traditions, identité). Ces sources de pouvoir sont elles-mêmes basées sur des fondements structurants sans lesquels l'exercice du pouvoir ne pourrait se faire. Robert L. HELVEY identifie ainsi neuf « piliers du pouvoir¹³ », qui sont repris par les théoriciens d'*Otpor* :

- La police, force de maintien de l'ordre et représentant visible de l'ordre public ;
- L'armée, force de défense, pouvant être utilisée contre la population dans les régimes autoritaires ;
- L'administration et les mouvements de service civil, faisant fonctionner le système politique en place ;
- Les médias, vecteur de communication et d'influence ;
- Le monde des affaires, les institutions professionnelles et commerciales, sources du fonctionnement de l'économie nationale ;
- La jeunesse, dont l'engagement peut donner du poids aux causes défendues ;
- La population active et leurs représentants (p. ex. syndicat, corporation), dont la mobilisation influence le fonctionnement de l'économie ;
- Les religions institutionnalisées et le système traditionnel respecté, bénéficiant de réseaux et d'influence importants ;
- Les organisations non gouvernementales, dont l'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique peut s'avérer être un avantage.

La compréhension des mécanismes de ce modèle montre que le pouvoir n'existe pas en tant que tel : il est conféré par une population à une autorité qu'elle considère légitime pour l'exercer. Le dirigeant doit disposer du consentement et de la coopération de la population pour disposer légitimement du pouvoir. Si ce consentement est perdu, le pouvoir devient illégitime, et des mesures autoritaires, répressives ou d'influence peuvent être prises pour compenser la perte des piliers détenus grâce au soutien de la population.

Ainsi, les fins politiques défendues par la guerre passent par l'accapuration du pouvoir, sous toutes ses formes. L'usage de méthodes subversives a cependant une particularité : son succès s'appuie sur sa capacité à contrôler la population, sa capacité à gagner son adhésion et à soustraire le soutien de cette population aux groupes ayant des intérêts contraires. La formule

¹⁰ [Stratégies d'influence d'Otpor.](#)

¹¹ Disponible [ici](#).

¹² HELVEY Robert L., "On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking about the Fundamentals", The Albert Einstein Institute, 2004, p. 3.

¹³ HELVEY Robert L., "On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking about the Fundamentals", The Albert Einstein Institute, 2004, p. 9.

« *Win hearts and minds* » pourrait être représentative de la doctrine américaine de contre-insurrection, développée par D.H. PETRAEUS, et faisant actuellement autorité dans le monde occidental.

2.3. *Win hearts and minds* : l'opinion au cœur des démocraties

Le contrôle de la population peut sembler simple sous un pouvoir autoritaire ou totalitaire, où l'usage de la force et de la répression peuvent plus facilement contraindre les individus à ne pas se révolter, sous peine de conséquences lourdes et immédiates pour eux-mêmes et leurs proches. Cependant, cette approche répressive n'est pas une option dans un contexte de démocratie libérale, laissant par définition le pouvoir de choisir ceux qui les gouvernent au peuple. L'accaparement de l'opinion publique est dans cette situation un prérequis pour l'orienter vers les choix à faire, influencer ses positions et gagner son soutien : l'usage de la propagande et, plus largement, du contrôle de l'information, est inhérente à la société démocratique, pour qui cherche à gagner ou conserver le pouvoir¹⁴.

Rappelons que la propagande est avant tout un moyen de propagation des idées, quelles qu'elles soient. Son association aux régimes totalitaires, en tant qu'outil de renforcement du culte du pouvoir (p. ex. stalinisme, nazisme), est une vision incomplète de ses champs d'application. Ainsi, c'est aux États-Unis qu'Edward BARNEYS développe les principes de propagande moderne. Son approche, appliquée en politique et en économie, se base sur des mécanismes de psychologie des foules pour réussir à influencer les pensées et les comportements. L'efficacité redoutable de ses actions¹⁵ provient de sa capacité à remplir un objectif pleinement assumé : façonner l'opinion publique.

E. BARNEYS a compris l'intérêt majeur de l'utilisation de l'émotion et des symboles dans la communication. Pour persuader, il ne suffit pas d'apporter des arguments rationnels et logiques ; au contraire, il s'agit de toucher les émotions, qui sont du domaine de l'irrationnel et qui ouvrent la porte au subconscient. Cette approche, appliquée au politique, consiste à remplacer le débat rationnel et argumenté par le débat émotionnel et passionné. Les méthodes utilisées par la commission CREEL en 1917, alors en charge de persuader l'opinion américaine plutôt pacifique du besoin d'entrer en guerre, peuvent toujours être opérants : communication de masse, appel aux sentiments, utilisation des leaders d'opinion, création de groupes citoyens relayant le message, arguments d'autorité, etc.

Dans un système basé sur la liberté du choix, tel que la démocratie, la « fabrique du consentement¹⁶ » tient aussi de la fabrique de la pensée dominante par les médias de masse. Le modèle de propagande décrit par N. CHOMSKY sous-entend que les médias influencent et surtout maintiennent l'opinion publique dans un cadre idéologique déterminé (l'un des cinq filtres déterminants dans le processus de production de l'information) en présentant les idées

¹⁴ CHOMSKY Noam, McCHESNEY Robert, « *Propagande, médias et démocratie* », Ecosociété, 2004, p.26

¹⁵ Se référer aux actions de la Commission CREEL et aux actions au service des industriels américains (e.g. American Tobacco Corporation, General Motors, United Fruits)

¹⁶ CHOMSKY Noam, HERMAN Edward, « *La Fabrique du Consentement, De la propagande médiatique en démocratie* », Agone, 2008

et les enjeux de manière à alimenter cette idéologie, évitant ainsi le risque du questionnement et permettant de conserver l'adhésion de la population. Pour être approuvée, l'information délivrée doit donc contenir une légitimité cohérente avec l'idéologie défendue, ce qui la rend crédible et acceptable. Le contrôle des chaînes de télévision, ajouté plus récemment à l'utilisation massive des réseaux sociaux pour faire passer les messages, sont dans ce cadre absolument nécessaires au maintien au pouvoir.

Win the hearts and minds, c'est-à-dire gagner le consentement des populations par l'adhésion aux idées est un principe central dans la capacité à consolider le pouvoir. Dans un contexte de lutte non violente ou de *soft power*, le contrôle et la diffusion de l'information deviennent donc les moyens d'une guerre entre des parties ayant des intérêts divergents, mais recherchant à atteindre un but commun : obtenir ou conserver le soutien des populations en diffusant un message apparaissant légitime, car appuyant la défense d'une cause acceptable par ces mêmes populations.

2.4. Guerre de l'information

Une des difficultés de ce travail est de bien cerner, dans ce contexte de mutation contemporaine des guerres, ce que nous entendons par « guerre de l'information ».

Selon plusieurs sources, la première utilisation connue de l'expression « guerre de l'information » serait l'œuvre d'un Américain, Tom LONA, en 1976. Il la définit simplement et clairement comme « une lutte entre systèmes de décision »¹⁷.

Il serait cependant erroné de penser que l'utilisation de cette expression coïncide avec l'apparition d'un fait totalement nouveau. En effet, comme le souligne Dominique David de l'IFRI, « Les manœuvres de manipulation et d'influence sont aussi vieilles que le monde, mais elles prennent désormais une ampleur inédite. Et encore, nous n'en sommes qu'au début d'un nouveau cycle. »¹⁸, ce qu'il justifie en notant que « Via la cyberguerre, on peut s'attaquer au hard, aux systèmes, ce qui obsède – à juste titre – administrations et entreprises. Mais on peut aussi s'attaquer au soft, c'est-à-dire aux contenus, donc aux informations. Or, compte tenu de la masse d'informations disponibles et de la multiplicité des canaux d'acheminement de ces informations, les stratégies de désinformation et de manipulation sont désormais massives. En outre, c'est la quasi-totalité de la société qui est désormais récepteur de ces flux d'informations. [...] D'où la possibilité d'effectuer un véritable modelage idéologique ».

Une des définitions de « la guerre de l'information » la plus reprise en France et la plus complète est celle de F.B. HUYGUE, qui, après avoir constaté que les mots « guerre » et « information » sont sujets en eux-mêmes à de multiples interprétations, définit ainsi cette expression « valise » : « *Le concept de guerre de l'information (GI) est un concept très vaste qui englobe indistinctement toutes les actions humaines, techniques, technologiques (opérations*

¹⁷ DEARTH Douglas, « *Implications, Characteristics and Impact of Information Warfare* », U.S Military Intelligence Magazine, janvier-mars 1997, cité notamment dans l'ouvrage « *La Cyberdéfense* » de Stéphane TAILLAT, Amaël CATTARUZZA, Didier DANET, éditions Armand COLLIN 2018.

¹⁸ DAVID Dominique - CLES - Les entretiens géopolitiques mensuels du directeur - HS n°69 - octobre 2017 à propos de l'édition 2018 du RAMSES « *La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?* »

d'information) permettant de détruire, de modifier, de corrompre, de dénaturer ou de pirater (mais la liste des actions n'est pas exhaustive) l'information, les flux d'informations ou les données d'un tiers (pays, états, entité administrative, économique, politique ou militaire) en vue de brouiller, d'altérer sa capacité de perception, de réception, de traitement, d'analyse et de stockage de la connaissance. »

La guerre de l'information est donc inhérente à tout type de conflit et a pour vocation à déterminer la place de l'information en son sein, avec une double approche : technologique d'une part (la guerre dans le cyberspace) et d'influence par les idées d'autre part (guerre des idées dans la société de l'information).

En termes de méthodologie, nous pourrions utilement reprendre la typologie proposée par l'équipe d'Intelco/DCI dans l'étude « La guerre de l'information »¹⁹, celle du « par », « pour » ou « contre » l'information :

- « Par » : l'information que l'on diffuse ;
- « Pour » : celle que l'on cherche à acquérir ;
- « Contre » : celle qui est désorganisatrice, déstabilisatrice, fausse ou calomnieuse dont il faut se protéger, qu'elle se présente sous forme d'un virus informatique ou d'un article fielleux.

Dans le cas présent, le champ de cette étude s'est limité à celui de la guerre de l'information ayant pour objet un message visible (« par le contenu ») au sein de la société de l'information vénézuélienne (médias, réseaux sociaux...), car aucune source crédible n'a été trouvée concernant des attaques cyber utilisées par une ou l'autre des parties.

Enfin, afin de compléter et mieux appréhender ce que nous entendons par guerre de l'information dans le contexte vénézuélien, nous allons dégager la vision qu'en ont les principaux acteurs internationaux intervenant dans ce conflit : États-Unis, Chine et Russie.

¹⁹ Etude Stratco/Intelco *La guerre de l'information* commanditée par la Délégation Générale à l'Armement en 1996.

Points de repère

Quelles stratégies d'influence ?

Stratégie positive/constructive : propose un narratif cohérent, soit au niveau de la société entière ou d'un groupe spécifique. S'appuie sur des idées / une doctrine déjà acceptée et intégrée

Stratégie négative/de rupture : consiste à empêcher l'émergence d'un narratif cohérent ou d'affaiblir/détruire un narratif existant, soit au niveau de la société entière ou d'un groupe spécifique. S'appuie sur des sujets spécifiques de contestation, lesquels ne sont pas forcément instrumentalisés de manière cohérente.

Stratégie oblique : constitue à attirer l'attention pour réorienter le débat et l'éloigner des sujets clés. Stratégie de distraction à travers la dilution, la saturation ou la diffusion d'informations manipulées.

Quelles techniques d'influence ?

Propagande blanche : actions affichant ouvertement ses objectifs, portant un message exact, citant ses sources

Propagande grise : actions partiellement transparentes, laissant une ambiguïté sur ses sources et ses objectifs

Propagande noire : actions dont l'objectif est de tromper son public, par un message trompeur et des sources fausses

« Point & shriek » : attaque indirecte jouant de la sensibilité extrême de certains sujets pour dénoncer des « injustices » faites par certains groupes par résonance sur les médias sociaux. Le sujet, souvent basé sur une manipulation de l'information, est intensément relayé sur les médias sociaux pour maximiser l'impact. L'implication de figures d'autorité / publiques donne une légitimité à l'accès à l'information. Ces décideurs excluent la cible de l'organisation visée.

Lessivage d'information (« Information laundering ») : consiste à décontextualiser une information pour l'utiliser dans une campagne de manipulation de l'information

Saturation informationnelle (« flooding ») : consiste à créer de la confusion, et donc de l'inaction, auprès de l'audience en occupant intensément l'espace informationnel avec des informations vérifiées ou non (p. ex. actions de trolls). La grande quantité d'informations déversée en un temps court surcharge les capacités de la cible à identifier le vrai du faux.

Meneur informationnel (« cheerleading ») : consiste à dérouter le débat vers un autre sujet avant qu'il ne prenne trop d'ampleur. Des groupes spécifiques peuvent être à l'œuvre pour surveiller l'espace public et identifier les signaux faibles de débat contestataire

Raid informationnel (« Raiding ») : consiste en une action rapide, courte, avec impact fort pour surprendre et déstabiliser l'adversaire

Polarisation informationnelle (« Polarization ») : consiste à alimenter les deux positions extrêmes d'un débat pour cristalliser l'opinion dans l'une de ces vues extrêmes. Les auteurs de la campagne maîtrisent les deux positions en même temps.

« Hack, mix, release » : consiste à voler de l'information réelle (« hack ») pour la diluer (« mix ») dans des contenus trompeurs qui seront utilisés dans une campagne de désinformation plus large (« release »)

Source: "Countering Information Influence Activities", MSB, Swedish Civil Contingencies Agency. Traduction libre par les auteurs du rapport.

2.5. La guerre de l'Information vue des États-Unis d'Amérique, de Chine et de Russie

2.5.1. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La guerre de l'information (en anglais : *information warfare* ou *infowar*) a fait l'objet de longs débats aux États-Unis depuis la fin de la guerre froide, dans les cercles militaires aussi bien que civils. Nous en avons montré des applications concrètes dans les paragraphes précédents.²⁰

Aujourd'hui, la Joint Vision 2020 du *Department of Defense* américain a abouti à une forme de consensus à Washington : « La domination totale du spectre [des menaces] implique que les forces américaines soient capables de conduire des actions rapides, soutenues et synchronisées [...], en s'assurant de l'accès et de la liberté d'opérer dans tous les domaines : espace, mer, terre, air et information ». Elle se caractérise également par l'inclusion au sein du Pentagone des « *Information Operations* », héritage de la lutte contre le bloc soviétique. Elles sont définies comme suit : « actions visant à affecter l'information et les systèmes d'information adverses tout en défendant les nôtres. Les opérations d'informations comprennent également les actions menées dans des conditions de paix, voire de crise (...) pour influencer des cibles informationnelles ou des systèmes d'information ».

2.5.2. CHINE

*La Guerre hors limites*²¹ est un document unique sur la réflexion stratégique chinoise actuelle. Les auteurs, deux colonels de l'armée de l'air chinoise, nous éclairent sur la perception chinoise des guerres contemporaines. Ils tirent l'essentiel de leurs déductions des opérations menées pendant la guerre du Golfe (1991). Ils nous signifient également que loin d'être tournée vers le seul contrôle de son propre territoire et de sa population, la Chine a depuis longtemps une visée globale. La tradition militaire chinoise issue de SUN TZU va à l'encontre de celle de CLAUSEWITZ : elle élève en effet la « duperie », c'est-à-dire la guerre totale du mensonge, au plus haut sommet de la stratégie militaire. « Ainsi ceux qui sont experts dans l'art de la guerre soumettent l'armée ennemie sans combat. Ils prennent les villes sans donner l'assaut et renversent un État sans opérations prolongées. », explique SUN TZU.²²

MAO TSE TUNG en fervent disciple de SUN TZU écrivait : « Il faut dérouter ceux qui conduisent l'ennemi, les égarer, si possible leur faire perdre la raison ». Ses successeurs jusqu'à nos jours sont dans cette même ligne.

La « guerre informationnelle » vue de Chine est ainsi une dimension à part entière de sa stratégie d'influence matérialisée entre autres par son projet de développement économique dit des « routes de la soie ». Elle monte en puissance, prenant modèle sur la Russie et s'alliant souvent avec ce pays pour contrer l'influence et les valeurs libérales et démocratiques de l'occident en général, et des États-Unis en particulier. Elle vise le monde entier, même si certains

²⁰ Pour un historique complet, voir E. *Le cas des États-Unis* pp.227-231 dans JEANGENE VILMER J.-B., ESCORIA A., GUILLAUME M., HERRERA J., « *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties* », rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

²¹ QIAO Liang, WANG Xiangsui, « *La Guerre hors limites* », édition poche 8 mars 2006.

²² Par SUN TZU, [Vème siècle av. J.-C.](#)

pays sont particulièrement ciblés comme l'Australie²³, et peut mobiliser tous les moyens adaptés à leur cible (mise en place et contrôle des médias²⁴, utilisation des services de renseignement, etc.). Elle porte un nom qui lui est propre, les « trois guerres » (*sanzhan*)²⁵ : la guerre de l'opinion publique, la guerre psychologique et la guerre juridique. Cette triple approche a pour vocation à contrôler le discours dominant et à influencer les opinions internationales au profit des ambitions chinoises, tout en réduisant la capacité adverse à y répondre.

2.5.3. RUSSIE

Depuis la chute du mur, la Russie tend à se poser en champion des valeurs conservatrices face aux valeurs libérales et démocratiques portées par les États-Unis. La guerre de l'information russe s'appuie sur des pratiques déjà éprouvées de « technologie politique » et les met en œuvre contre les pays occidentaux.²⁶

Le général chef d'état-major des armées russes GUERASSIMOV, a exprimé dans l'un de ses articles, publié en 2013 dans un hebdomadaire militaire, ce qui peut être considéré comme la doctrine russe actuelle en matière de guerre de l'information : « On observe au XXI^e siècle une tendance à l'effacement des distinctions entre l'état de guerre et l'état de paix. [...] Les moyens non militaires ont vu leur rôle s'accroître pour atteindre des objectifs stratégiques et politiques, et, dans de nombreux cas, dépassent de loin par leur efficacité la force des armes. Les méthodes de lutte utilisées mettent désormais l'accent sur une large [gamme] de moyens politiques, économiques, informationnels, humanitaires, ainsi que d'autres moyens non militaires, réalisés par l'implication du potentiel de protestation de la population. Tout ceci est complété par des moyens militaires dissimulés, y compris par la mise en œuvre de manifestations d'opposition [dans la sphère] de l'information et d'actions des forces spéciales d'intervention. »²⁷

Pour les Russes, la guerre de l'information ne se limite donc pas à des situations particulières de conflit, elle est une guerre permanente en réaction, selon eux, à la domination américaine sur le monde, la cyberguerre n'étant qu'une composante parmi d'autres.

En Ukraine en 2014, selon les auteurs de l'étude « Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties », la Russie « reproduit ce qu'elle pense que les Occidentaux ont fait au

²³ GARNAUT John, « *How China interferes in Australia. And How Democracies Can Push Back* », Foreign Affairs, 9 mars 2018; Clive Hamilton, « *Silent Invasion: China's Influence in Australia* », Hardie Grant, 2018.

²⁴ La Chine contrôlait en 2013 plus de 3 000 chaînes de télévision publique, plus de 150 chaînes de télévision payantes, autour de 2 500 stations de radio, environ 2 000 journaux et 10 000 magazines. Les Instituts Confucius et le China Global Television Network, relaient les informations de l'agence de presse étatique Xinhua, concurrente des grandes agences internationales (Reuters, AFP...). Source: SHAMBAUGH David, « *China goes Global. The Partial Power* », Oxford University Press, 2013, p. 227-228.

²⁵ KANIA Elsa B., « *The PLA's Latest Strategic Thinking on the Three Warfares* », China Brief, XVI:13, août 2016, p. 10-14.

²⁶ Dr. SCHMITT Olivier, « *La guerre de l'information dans la grande stratégie russe* », Associate Professor of International Relations, Université du Danemark du Sud, Center for War Studies

²⁷ GUERASSIMOV Valery, « *La valeur de la science de la prédiction* », Voenno-promyshlennyj kur'er (Le Courrier militaro-industriel), 8 : 476, 27 février-5 mars 2013, traduit par MARANGE Céline, dans MARANGE Céline, « *Les Stratégies et les pratiques d'influence de la Russie* », op. cit., p. 21.

cours des révolutions de couleur, des printemps arabes et du Maïdan ukrainien ».²⁸ Elle rend aux Occidentaux la monnaie de leur pièce et utilise pour cela tous les outils à sa disposition, médias (RT, Spoutnik...), réseaux sociaux (y compris en les manipulant).

Inspiration notamment pour les Chinois grâce à son efficacité, cette stratégie russe ne doit pas faire oublier, toujours selon les auteurs de l'étude précédemment citée, que les capacités russes sont trop souvent surestimées (RT a par exemple une audience très inférieure à la BBC, CNN ou Al-Jazeera), qu'elle est « plus réactive qu'active », et qu'elle consiste avant tout à exploiter les vulnérabilités occidentales liées à la crise de confiance qui traverse nos démocraties libérales.

3. CONTEXTE HISTORIQUE ET CONSIDERATIONS LIMINAIRES

3.1. Le Venezuela entre richesse et révolution

Le Venezuela, patrie de Simon Bolivar, est le pays où se concentrent les plus grosses réserves de pétrole au monde. Cette richesse est source d'enjeux forts, tant pour les oligarchies nationales que pour les plus grandes puissances mondiales, dont les États-Unis. Les bénéfices de cette richesse, mal redistribués, sont un des facteurs ayant conduit le pays dans la situation qu'on lui connaît aujourd'hui : pauvreté, chômage, défaillance des infrastructures étatiques, affrontements du gouvernement en place et de ses opposants. La révolution bolivarienne amorcée par H. CHAVEZ en 1999 n'aura pas su inverser significativement la tendance.



Avant de devenir un État pétrolier, l'économie du Venezuela était agricole, avec des exportations principalement de cacao durant l'époque coloniale, puis de café au XIXe siècle et jusqu'au début du XXe siècle. Le pouvoir était alors détenu par les grands propriétaires fonciers, suivi de la bourgeoisie marchande qui finançait d'une part les productions agricoles et jouait d'autre part le rôle d'intermédiaire entre l'économie nationale et les exports à l'international.

²⁸ JEANGENE VILMER J.-B., ESCORCIA A., GUILLUME M., HERRERA J., « *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties* », rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

Sous la dictature de Juan Vincente GOMEZ (1908-1935), le pays devient un état pétrolier dont la production de pétrole est contrôlée par l'Europe du Nord (Shell) et les États-Unis (Exxon et Chevron) dans un premier temps ; avant que les majors américaines ne détiennent le monopole de l'exploitation grâce à des investissements massifs encouragés par l'État vénézuélien.

Durant cette période, l'explosion de la part des exportations de pétrole (passant de 13% en 1920 à 85% en 1935) pénalise la compétitivité des industries non pétrolières du fait de la hausse du taux de change et accélère la chute du secteur agricole. Les activités tertiaires liées au commerce, la finance et la construction se développent, car elles sont nécessaires à la production pétrolière et à son transport.

À partir des années 1940, la participation de l'Etat dans les bénéfices pétroliers augmente. Cela est rendu possible par le gouvernement américain dont la priorité est l'approvisionnement en pétrole en temps de guerre. Il joue donc l'intermédiaire entre l'État vénézuélien et les *majors* américaines. En échange de la renégociation de la participation, des accords commerciaux sont signés.

Alors que le but américain est de développer et contrôler l'industrie locale et fournir les biens intermédiaires, les biens capitaux, les technologies, les brevets (créant ainsi une relation de dépendance), l'État vénézuélien au moyen de la rente pétrolière étend son pouvoir sur le secteur économique (planification, régulation, mais aussi production directe de marchandises et prestation de services jugés stratégiques) et atténue les dissensions entre les classes sociales par le financement des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation, de la lutte contre le chômage et de l'augmentation des salaires.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la croissance de l'activité industrielle est générale et la production de pétrole qui en est le moteur croît également. Cependant, le Venezuela devient le 4e exportateur de pétrole à partir des années 1950 (il était le 2e entre 1920 et 1948) du fait de l'exploitation de nouveaux gisements au Moyen-Orient. L'État vénézuélien est de plus en plus présent dans le secteur économique du pays : production d'hydroélectricité, de produits pétrochimiques et sidérurgiques, développement des télécommunications. D'un point de vue social et politique, la démocratie représentative se met en place. L'État souhaite ainsi s'assurer la confiance de la population dont les revendications pourront être ainsi satisfaites (grâce à la rente pétrolière qui est redistribuée en fonction de la dureté des conflits sociaux).

À cette époque naissent les quatre partis politiques majeurs du pays : Action Démocratique (social-démocrate), Parti Communiste Vénézuélien, COPEI (Comité d'organisation politique électorale indépendante - démocrate-chrétien) et Union Républicaine Démocratique (Gauche non-communiste). La politique de développement des secteurs agricoles et industriels menés par l'État depuis les années 1930 et la politique de redistribution des ressources et d'expansion de la dépense sociale, ainsi que l'imposition des entreprises du secteur privé font entrer le pays dans un cercle vertueux : hausse des salaires, amélioration des conditions de vie de la majorité de la population, expansion du marché local et de l'industrialisation.

À la fin des années 1970, une crise structurelle touche les grosses économies. L'objectif n'est plus le plein emploi, mais la maîtrise de l'inflation, avec notamment la hausse des taux directeurs aux États-Unis. Cela entraînera une crise de la dette dans les pays d'Amérique latine

qui d'une part ne pourront plus emprunter et d'autre part seront en grande difficulté pour rembourser les dettes en cours du fait de la hausse des taux d'intérêt. Les économies occidentales proposeront d'amoindrir la dette de ces pays en échange de la privatisation de certains secteurs, de l'ouverture des marchés, de plans d'austérité ...

À cela s'ajoute la baisse du prix du pétrole liée à la surproduction et à l'utilisation d'énergies de substitution (mise en place en réponse aux chocs pétroliers). Au Venezuela, cela se traduit par une baisse de 56% de la valeur des exportations, et donc des revenus de l'État. Cette baisse de revenus et l'endettement du pays l'entraînent dans une crise économique profonde et de longue durée. L'incapacité de l'État d'assurer les besoins des secteurs sociaux et la baisse des salaires aggravent les conflits interclasses. La population s'appauvrissant (le taux de pauvreté est de 17% en 1980 et atteint 48% en 1987) perd confiance en l'État et des manifestations violentes éclatent (*Caracazo* 27-29 février 1989).

Les émeutes seront violemment réprimées ; ce qui divisera les forces armées. En 1992, H. CHAVEZ mène le coup d'État contre le gouvernement dirigé par Carlos Andres PEREZ favorable aux Américains. L'échec de ce coup d'État n'est qu'un prélude à l'arrivée au pouvoir d'H. CHAVEZ en 1998 et à la guerre de l'information qui se joue entre ce dernier et les États-Unis depuis maintenant plus de 20 ans.



La Révolution bolivarienne, défendue par H. CHAVEZ et soutenue par les populations les moins favorisées a comme pilier central le pétrole. Elle s'articule autour de ces axes :

- Une redistribution équitable des revenus du pétrole et la politique sociale : tout Vénézuélien a droit à des soins médicaux gratuits et une éducation gratuite²⁹, la création de missions bolivariennes répondant à des nécessités telles que la lutte contre l'extrême pauvreté, l'analphabétisme, la santé, l'accès au logement, etc.
- La mise en place d'une démocratie participative en remplacement de la démocratie représentative et le « socialisme du XXI^e siècle³⁰ » : une nouvelle constitution dont chaque état sera validé par un vote populaire³¹ est adoptée le 20 décembre 1999 ;

²⁹ [Articles 83, 102 et 103](#) de la Constitution de 1999.

³⁰ Le « Socialisme du XXI^e siècle » affirme que le capitalisme industriel de marché libre et le socialisme du XX^e siècle n'ont pas permis de résoudre les problèmes urgents d'humanité tels que la pauvreté, la faim, l'exploitation, l'oppression économique, l'esclavage moderne, le sexisme, le racisme, la destruction des ressources naturelles non renouvelables et l'absence d'une vraie démocratie participative.

³¹ VILLE Sébastien, « [La révolution bolivarienne du Venezuela](#) », *Actuel Marx*, 2007/2 (n° 42), p. 71-83.

- L'indépendance économique du pays et la souveraineté de l'État sur l'industrie pétrolière³² ;
- La prise de contrôle de PDVSA³³ aux mains des dirigeants de l'entreprise publique et empêcher sa privatisation. H. CHAVEZ consent à la création d'entreprises mixtes et à l'octroi de concessions aux entreprises internationales ;
- L'augmentation des revenus fiscaux liés à l'entreprise et aux concessions octroyées aux sociétés étrangères ;
- Le renforcement des liens entre les différents membres de l'OPEP de manière à établir un prix du baril suffisant pour lui permettre de mener sa politique sociale ;
- L'éradication de la corruption.

3.2. Quelques considérations sur la crise et les enjeux actuels

3.2.1. POURQUOI LE VENEZUELA EST-IL IMPORTANT POUR LES ÉTATS-UNIS ET POURQUOI LES INGERENCES³⁴

Après l'élection de H. CHAVEZ, les relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis n'ont cessé de se dégrader.

\\ Relations historiques

Le Venezuela dispose des plus grosses réserves pétrolières au monde. Au XXe siècle, le pays est le principal fournisseur de pétrole pour les États-Unis. Beaucoup de concessions ont été accordées aux compagnies américaines. Lorsque H. CHAVEZ est élu en 1999, un changement brutal s'opère : H. CHAVEZ, en augmentant les taxes d'exploitation du pétrole, compte utiliser une partie des revenus ainsi collectés pour des investissements sociaux. D'où sa popularité auprès des classes modestes. Outre l'augmentation des taxes, H. CHAVEZ, via l'OPEP, parvient à faire augmenter le prix du baril.

\\ La Doctrine Monroe

En décembre 1823, le président américain James MONROE explique la ligne directrice de la politique étrangère US du XIXe et XXe siècle :

- D'une part, il faut mettre fin aux politiques de colonisation des Amériques par les puissances étrangères : l'interventionnisme européen dans les Amériques sera considéré comme une menace pour la sécurité et la paix ;
- D'autre part, en contrepartie, les États-Unis assurent qu'ils n'interviendront pas dans les affaires européennes.

La position américaine a été confirmée par [John BOLTON](#) le 3 mars 2019, spécifiquement à l'encontre du Venezuela.

Cette doctrine est renforcée par le corollaire ROOSEVELT, qui fait référence à un discours du président américain Theodore ROOSEVELT en 1904. Il remplace la neutralité de la doctrine

³² [Articles 302 et 303](#) de la Constitution de 1999, et LÉVÊQUE Frédéric, « [Venezuela : la réforme pétrolière nationaliste de Chavez](#) », Barril.info, 29 mai 2004.

³³ Petróleos de Venezuela SA, société pétrolière vénézuélienne.

³⁴ « [Venezuela : pourquoi Trump veut tant le départ de Maduro](#) ».

Monroe par une volonté interventionniste (Les États-Unis ne tolèrent plus l'opposition à leur intérêt).

« Chronic wrongdoing, or an impotence which results in a general loosening of the ties of civilized society, may in America, as elsewhere, ultimately require intervention by some civilized nation, and in the Western Hemisphere the adherence of the United States to the Monroe Doctrine may force the United States, however reluctantly, in flagrant cases of such wrongdoing or impotence, to the exercise of an international police power. »

Extrait du message de POTUS prononcé lors de la 3e session du 38e Congrès, Theodore ROOSEVELT, 6 décembre 1904.

La doctrine³⁵ WOLFOWITZ confirme cet objectif, via le PNAC³⁶

- Les États-Unis ne doivent tolérer aucun rival ;
- Ils ont un objectif d'affaiblissement de l'Europe, de la Russie et de la Chine ;
- L'armée américaine doit assurer sa suprématie et être capable de mener plusieurs fronts simultanément ;
- Les budgets militaires doivent être adaptés à ces objectifs.

\\ Levier électoral pour le gouvernement des États-Unis

L'intensification de la crise économique dans leur pays a poussé des millions de Vénézuéliens à émigrer vers d'autres pays du continent, dont la Colombie, le Brésil et les États-Unis. La Floride est le principal État accueillant ces migrants. Or la Floride représente un État clé dans les élections US, car souvent indéterminée entre Républicains et Démocrates : la destitution de MADURO devient une arme politique pour séduire les électeurs vénézuéliens de Floride.

Un rapprochement du Venezuela avec des pays « ennemis » des États-Unis se fait sentir, se traduisant par :

- La mise en place d'un partenariat commercial avec Cuba ;
- Dans les cadres des réunions de l'OPEP, des entretiens avec Saddam HUSSEIN au moment de la guerre en Irak ;
- Depuis les années 2000, des investissements russes et chinois.

Le Venezuela est aujourd'hui pour les États-Unis un enjeu important de la démonstration de leur puissance dans une zone géographique délaissée par les Européens, située littéralement à leur porte, constituant donc en proximité à la fois une menace réelle et une opportunité économique. Il n'est à cet égard pas anecdotique que la deuxième saison de la série phare « Jack Ryan », produite et diffusée par Amazon, ait pour objet le Venezuela. Dans la scène introductive, Jack Ryan analyste de la CIA, fait une présentation devant un amphithéâtre des menaces sur le monde en général et les États-Unis en particulier. Il surprend son auditoire en disant que l'ennemi le plus dangereux à ce jour pour son pays ce ne sont pas la Syrie, l'Afghanistan, la Russie, la Chine, la Corée du Nord, ou l'Iran, mais bien le Venezuela. À la fin de la saison, le rêve américain devient réalité : le dictateur « socialiste » est renversé par une

³⁵ GOLINGER Eva, « Code Chavez », 2006.

³⁶ Project for a New American Century.

femme courageuse qui gagne les élections grâce au soutien fidèle de la CIA, avec pour enjeu le contrôle des ressources naturelles dont le Venezuela est riche.

3.2.2. INTERETS CHINOIS AU VENEZUELA

Le Venezuela a souscrit ses premiers prêts auprès de la Chine en 2007. Aujourd'hui la Chine a déjà prêté plus de 50 milliards \$ pour des investissements liés aux ressources naturelles (pétrole, gaz, or), l'éducation ou les télécommunications. Par ailleurs, la dette du Venezuela envers la Chine s'élève à 20 milliards \$.

Cette politique de prêts chinois s'inscrit dans le cadre du programme « One Belt, One Road » (*ndlr* « nouvelles routes de la Soie ») qui viserait entre autres à utiliser la dette pour contraindre des pays considérés comme vulnérables.³⁷

La dégradation du climat politique et économique au Venezuela depuis la mort de H. CHAVEZ en 2013 entraîne des craintes pour la Chine qui a des incertitudes quant au recouvrement de la dette. Le pétrole vénézuélien a permis au pays de s'acquitter des 30 premiers milliards de dette, assurant au passage un approvisionnement constant de la Chine. Cependant, la diminution de la production de brut pourrait être un frein au règlement du solde.³⁸ Par ailleurs, un nouveau régime pourrait ne pas honorer les dettes contractées par le gouvernement sortant.³⁹ J. GUAIDO aurait eu des réunions avec des représentants chinois en octobre 2019⁴⁰. Selon lui les deux puissants alliés de N. MADURO pourraient s'avérer être un élément clé de la solution à la crise vénézuélienne.

3.2.3. INTERETS RUSSES AU VENEZUELA

La Russie a investi au Venezuela dans le domaine des hydrocarbures et des armes. Ce pays est le premier fournisseur d'armes du pays, avec 10 milliards \$ de vente en 12 ans. Comme pour la Chine, le Venezuela s'acquitte de ses dettes au moyen de son pétrole⁴¹. La relation commerciale établie en 2008 par Igor SETCHINE a permis à ROSNEFT de prendre le contrôle d'une partie du secteur énergétique au Venezuela. Par ailleurs, si le Venezuela ne parvenait pas à rembourser certains prêts accordés par la Russie, le gouvernement céderait 49 % du groupe CITGO⁴² à la Russie.

Depuis 2006, la Russie a consenti 17 milliards \$ de prêts au Venezuela. Comme pour la Chine, un changement de régime pourrait remettre en question le remboursement des 6 milliards

³⁷ PHILIPP Joshua, « [Avec l'argent chinois, le Venezuela pourrait se trouver dans une situation encore pire](#) », Epoch Times, 13 juillet 2019.

³⁸ [Depuis 2015](#), la production de barils de brut a considérablement chuté ; passant de 2,590 Millions de barils par jour à 1,542 en 2018. US Energy Information Administration.

³⁹ SEIBT Sébastien, « [De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro ne sont pas éternels](#) », France24, 8 février 2019.

⁴⁰ AFP, « [Venezuela : GUAIDO en contact avec Moscou et Pékin](#) », Le Figaro, 21 octobre 2019.

⁴¹ LCI, « [Crise au Venezuela : quel est l'objet de la présence de militaires russes, contestée par TRUMP et GUAIDO ?](#) », LCI, 28 mars 2019.

⁴² Filiale nord-américaine de PDVSA

restants.⁴³ Ces prêts et les divers investissements auprès de PDVSA sont un moyen pour la Russie de s'implanter en Amérique latine ; d'une part pour augmenter son emprise en tant que puissance énergétique et d'autre part, pour soutenir un régime "anticapitaliste"⁴⁴.

La stratégie russe peut être résumée en trois points ⁴⁵

- Alliances et relations avec tout pays rencontrant des dissensions avec les États-Unis. En ce sens, le gouvernement MADURO du Venezuela dans son refus de l'impérialisme américain est un allié de choix ;
- Commerce et investissements : la Russie pourrait profiter des sanctions américaines imposées par les États-Unis au Venezuela pour développer plus encore ses relations commerciales avec le pays ;
- Envoi de personnel militaire sur le sol vénézuélien.

3.2.4. LA PLACE DE CUBA

Points de repère

*Le soutien de Cuba au gouvernement vénézuélien relève d'un intérêt national commun tant le destin des deux pays est lié depuis l'arrivée au pouvoir de H. CHAVEZ. Il est basé sur un ensemble d'intérêts économiques, de visions politiques convergentes et du lien particulier entre les leaders des deux pays au cours des vingt dernières années. H. CHAVEZ aurait déclaré en 2007 que Cuba et le Venezuela forment « une seule nation ».*⁴⁶

La lutte commune contre « l'impérialisme américain » crée des liens politiques forts entre deux pays « socialistes »

La complicité entre les dirigeants des deux pays démarre avec l'élection de H. CHAVEZ en 1999 et durera jusqu'à son décès en 2013. Selon Michael SHIFTER, président du groupe de réflexion Dialogue interaméricain à Washington, H. CHAVEZ « admirait Fidel Castro, c'était presque comme une relation père-fils. L'engagement de Cuba au Venezuela a alors commencé, de manière très forte »⁴⁷. Ce lien privilégié se poursuit avec l'arrivée au pouvoir de N. MADURO : c'est au Venezuela que le président cubain Miguel DIAZ-CANEL fait son premier voyage à l'étranger après avoir succédé à Raul Castro en avril 2018. Cuba est aussi un parmi les premiers à apporter son soutien à N. MADURO le 23 janvier 2019, ne reconnaissant pas J. GUAIDO comme président par intérim. C'est Cuba qui aurait aussi accueilli N. MADURO si J. GUAIDO avait réussi à le renverser en mai 2019.

L'enjeu du pétrole

Le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de l'île dans les années 2000. Malgré la chute des échanges liés à la crise économique que subit le Venezuela, les échanges commerciaux restent importants. Il s'agit essentiellement de l'approvisionnement en hydrocarbures de Cuba en échange de services professionnels. Les professionnels cubains envoyés au Venezuela représentent par ailleurs une source de devises pour l'île. Un grand nombre d'entre eux sont médecins, mais d'autres professions sont concernées, y compris du personnel, des entraîneurs sportifs, des conseillers militaires et des services de sécurité.

⁴³ SEIBT Sébastien, « [De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro ne sont pas éternels](#) », France24, 8 février 2019.

⁴⁴ LACROIX Alexis, « [À soutenir Maduro, les Russes prennent un risque](#) », L'Express Entreprise, 7 février 2019.

⁴⁵ GURGANUS Julia, « [Russia: Playing a Geopolitical Game in Latin America](#), Carnegie Endowment for International Peace », 3 mai 2018.

⁴⁶ BERMUDEZ Ángel (@angelbermudez), « [Maduro vs Guaidó : qué se juega Cuba en la crisis política de Venezuela](#) », BBC News Mundo, 13/02/2019.

⁴⁷ Cité dans [Le Point](#). (même source pour les citations suivantes dans l'encadré).

Paul WEBSTER HARE, ancien ambassadeur britannique ayant vécu dans les deux pays et désormais professeur à l'université de Boston estime que « Cuba a bien plus gagné dans cette alliance que le Venezuela ». ⁴⁸ Il déclare « Je ne pense pas qu'il y ait deux autres pays dans le monde avec des gouvernements aussi imbriqués que ceux de Cuba et du Venezuela. Il y a des rapports selon lesquels N. MADURO reçoit des briefings quotidiens des services secrets cubains ! »

L'enjeu du soutien militaire

Le rôle central de Cuba dans le contrôle politique des forces armées et des services de sécurité est décrit dans une analyse publiée par Reuters en août 2019⁴⁹, notamment au travers d'accords signés en 2008 qui ont organisé une surveillance stricte des troupes vénézuéliennes par l'intermédiaire d'un service de renseignement, désormais connu sous le nom de direction générale du contre-espionnage militaire (DGCIM). Sur le conseil de l'armée cubaine, le Venezuela a restructuré l'unité de renseignement en un service qui espionne ses propres forces armées, instillant la peur et la paranoïa et réprimant la dissidence.

D'autres sources vont dans le même sens. Pour Rocio SAN MIGUEL, avocate vénézuélienne spécialiste des questions militaires, « l'entrée [de Cuba] dans l'appareil d'État [du Venezuela] commence très clairement à partir de 2005, et probablement dès 2004. Et ce sont cinq domaines sensibles pour la sécurité nationale qui ont été peu à peu contrôlés par Cuba : les registres notariaux, l'émission de papiers d'identité, les services de renseignement, les forces armées et la police nationale ».

Les observateurs de la vie politique vénézuélienne confirment le rôle d'officiers cubains dans le contrôle politique des forces armées⁵⁰.

Dans un documentaire diffusé sur [ARTE](#), on voit une interview de John BOLTON, alors conseiller spécial à la Sécurité nationale américaine, déclarant que si les 20 à 25 000 militaires cubains présents au Venezuela quittaient le pays, le gouvernement de N. MADURO tomberait « avant minuit ».

Cuba nie cette implication et réfute toute ingérence de sa part au Venezuela. Sur Twitter, plusieurs hauts responsables du ministère des Affaires étrangères cubain ont traité John Bolton de « menteur » quand il a évoqué une mainmise cubaine sur l'armée vénézuélienne, comparant ce « mensonge » à celui sur les armes de destruction massive que l'Irak de Saddam Hussein était supposé cacher, mais qui n'ont jamais été trouvées. Des membres des services américains reconnaissent également qu'il n'y a pas de preuves à ce stade de cette présence massive⁵¹.

4. PÉRIODE 1998 – 2002 : LE COMMENCEMENT

4.1. Le contexte : stupeur et tremblement aux Amériques

\\ Traumatisme néo-libéral et virage socialiste

L'année 1998 voit l'arrivée de H. CHAVEZ au pouvoir, remportant l'élection avec 56,20 % des voix exprimées. Cet événement marque un virage dans la vie politique vénézuélienne pour au moins deux raisons : engagement vers un programme socialiste et la défaite sans appel des partis traditionnels, que sont « *Accion Democratica* » (AD) et COPEI. Les politiques néo-libérales menées par AD et COPEI, plus particulièrement dans les années 1990, ont marqué le pays par un appauvrissement de la population, une hausse des inégalités, de la pauvreté et de la malnutrition, malgré l'un des taux de croissance économique des plus forts en Amérique latine.

Cette situation paradoxale et difficile est notamment le terreau d'épisodes de révolte. En 1989, pourtant élu sur un programme social-démocrate, le Président C.A. PEREZ annonce

⁴⁸ AFP, « *Le soutien de Cuba au Venezuela dans le collimateur de Washington* », 5 février 2019.

⁴⁹ BERWICK Angus, « *Represión importada: Cómo Cuba enseñó a Venezuela a sofocar el disenso militar* », 22/08/2019, Reuters.

⁵⁰ Entretien avec Mme Michela Bertani Jequier, Coordinatrice Opérationnelle pour l'Amérique Latine, Comité International de la Croix Rouge, Genève, le 15 Octobre 2019.

⁵¹ MAIN Alexander, « *Géopolitique de la crise vénézuélienne* », Le Monde Diplomatique, juillet 2019.

l'application de mesures néo-libérales dictées par le FMI, conduisant à une libéralisation des marchés de bien de première consommation, de l'énergie et des transports notamment, dans le but de maîtriser le déficit budgétaire. L'explosion des prix qui s'en suit et le sentiment de trahison des électeurs déclenchent à Caracas le « Caracazo » en 1989, révolte populaire contre ces mesures d'austérité inattendues, et qui est suivi par deux tentatives de coup d'État de H. CHAVEZ, en 1992, alors encore lieutenant-colonel dans l'armée. Les émeutes du « Caracazo » sont considérées comme les plus meurtrières de l'histoire contemporaine du pays et restent ancrées dans les mémoires.

Fort de son succès électoral, H. CHAVEZ, porteur de l'idéologie et de l'idéal bolivarien, entend bien mettre en œuvre le « socialisme du XXI^e siècle »⁵². Pour tenir ses promesses de campagnes, il prend rapidement des actions économiques et sociales radicales : restructuration de la PVDSA, compagnie nationale de pétrole, et révision de la Constitution, qui a été approuvée par référendum par près de 70 % des électeurs en 1999. De nouvelles élections présidentielles se tiennent alors en 1999, en respect avec la nouvelle Constitution. H. CHAVEZ est largement réélu avec près de 60 % des voix, car il bénéficie d'un cadre législatif favorable et du soutien populaire. Les bénéfices de la PVDSA sont aussi réorientés pour financer le programme social proposé par H. CHAVEZ.

« CHAVEZ n'a pas été élu pour diriger le pays pendant cinq ans, mais pour changer le cours de l'Histoire. Au Venezuela, il y avait cette idée que ce sont les militaires qui écrivent l'Histoire et non les civils. D'une certaine façon, CHAVEZ a redonné vie à ce rêve. Il était l'homme fort, à cheval, en uniforme, qui venait mettre de l'ordre et nous redonner les richesses que l'on nous avait volées. »⁵³ » TYSZKA Alberto Barrera

\\ La dégradation des relations

Si les relations avec les États-Unis sont relativement neutres jusqu'en 2001, la situation se dégrade rapidement avec l'arrivée de l'administration BUSH Jr au pouvoir. Plusieurs raisons peuvent être évoquées pour expliquer ce changement :

- Le Venezuela, plus grande réserve pétrolière mondiale située à seulement trois jours de bateau des États-Unis, est dirigé par un gouvernement ouvertement proche de Cuba ;
- H. CHAVEZ réactive l'OPEP, alors organisation au pouvoir affaibli, pour rétablir le rapport de force des pays producteurs de pétrole dans les négociations internationales ;
- Dans ce cadre, il réalise des visites officielles en Libye, Irak et Iran, tous membres OPEP ;
- Le régime focalise ses efforts sur des politiques de réduction de la pauvreté et de développement de la démocratie participative, rejetant les politiques libérales prônées par les États-Unis et le FMI ;
- Ces politiques sociales ne sont pas en faveur de l'élite économique du Venezuela, laquelle est proche des élites politiques et du monde des affaires américains.

En 2001, quelques événements précipitent les relations entre le Venezuela et les États-Unis vers une dégradation certaine : l'opposition de H. CHAVEZ, en accord avec Cuba, au Traité de Libre Échange des Amériques (FTAA), la fin de l'accord bilatéral de coopération militaire entre les

⁵² Expression attribuée au sociologue allemand DIETRICH Heinz, 1996. Il sera notamment prôné par H. CHAVEZ.

⁵³ TYSZKA Alberto Barrera, écrivain biographe de CHAVEZ. Extrait de « [Venezuela, l'ombre de CHAVEZ](#) », ARTE.

deux pays et surtout l'opposition ouverte de H. CHAVEZ aux opérations militaires américaines en Afghanistan. Pour Washington, il devient clairement que la vision du pouvoir vénézuélien diverge de celle attendue par la politique étrangère américaine.

La même année, la NED⁵⁴, fondation à but non lucratif dépendant financièrement du Département d'État américain⁵⁵, voit ses financements multipliés par quatre (voir Annexe 1).

\\ Médias et sources d'influence

La variété des médias traditionnels tend à indiquer que le pluralisme externe, c'est-à-dire la diversité des positionnements et des opinions entre les médias, est respecté. Le pluralisme interne, exprimé par des opinions différentes au sein d'une chaîne ou d'un journal, semble l'être moins. En effet, la polarisation du débat et des médias distribue le spectre des opinions vers les extrêmes, soit vers les soutiens au régime soit vers ses opposants, dont la voix est largement portée par les médias privés. Les médias d'opposition sont généralement moins organisés et plus hétérogènes sur les lignes éditoriales, au contraire des médias progouvernementaux, plus structurés et consensuels sur leur positionnement.

Enfin, jusqu'en 2004, le pays observe une liberté d'expression suffisante permettant aux médias de diffuser leurs contenus sans réel contrôle ou censure de l'Etat à cette époque. Depuis, un ensemble de lois ont redistribué le paysage médiatique, dont l'application a conduit à favoriser le développement des médias communautaires au détriment des médias privés.

Une multiplication des incidents contre les journalistes et les médias est dénoncée. Le 7 janvier 2002, des manifestations devant le journal *El Nacional* voient les participants scander « Dites la vérité ! »⁵⁶.

Il est à noter qu'à cette période, jusqu'à la tentative de coup d'État de 2002, la liberté de la presse est un principe respecté. Aucun journaliste n'a été emprisonné ni aucun moyen de communication n'a été fermé ou contrôlé dans le paysage informationnel du pays.

Dans la lignée de la Constitution de 1999, le droit à la communication est considéré comme pilier de la démocratie participative (art.98). Le développement des médias communautaires entend faire valoir ce droit et donner à la population la possibilité de s'exprimer, hors du cadre traditionnel.

Cette source d'information est produite par la communauté locale, pour la communauté locale. L'initiative est soutenue par l'État, qui encourage leur développement dans le paysage audiovisuel – les opérateurs de services payants (câble/satellite) ont pour obligation de diffuser gratuitement jusqu'à 15 % de programmes issus des médias communautaires. Cette démarche rompt les codes des médias privés traditionnels et majoritaires, n'affichant plus un « *journaliste*

⁵⁴ Créée en 1983 dans le but annoncé de promouvoir les principes démocratiques, ses liens avec la CIA et son historique laisse comprendre des objectifs de déstabilisation des gouvernements non-amis par financement des forces d'opposition.

⁵⁵ OSPINA Hernando Calvo, « [Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA](#) », Le Monde Diplomatique, juillet 2007.

⁵⁶ <https://rsf.org/fr/rapports/entre-autoritarisme-du-president-et-intolerance-des-mediass>

professionnel, homme, blanc, aisé, qui impose sa théorie »⁵⁷, mais des formats et des contenus en adéquation avec l'identité et les besoins des communautés.

La télévision d'Etat Vive TV se place en représentante des médias TV collectifs, faisant place à leur discours au niveau national et se plaçant comme porte-parole et garant de leur existence.

La Milice nationale bolivarienne est un réseau de volontaires civils composé d'hommes et de femmes, de tout âge. Elle a été créée en 2007 par décret par H. CHAVEZ. Fidèles à l'idéal bolivarien du « peuple en armes », elles considèrent H. CHAVEZ comme Chef Suprême de la Milice, au-dessus du Chef des Armées, N. MADURO.

Cette milice n'a pas qu'un rôle d'organe de défense des institutions. Elles font partie de vecteurs de cohésion sociale, surtout auprès des classes populaires, qui y voient un moyen de poursuivre l'ambition de démocratie participative et de développement de communautés soutenue par H. CHAVEZ. Elles sont représentantes du chavisme dans les zones où elles sont présentes, se faisant relais local du pouvoir et de l'idéologie chavisme.

L'adhésion aux « Milices Bolivariennes » présente d'autres avantages non négligeables en cette période de crise. Les membres reçoivent en effet des bénéfices, tels que des repas gratuits et un accès prioritaire aux aides de l'État.

« Chavez vit, la patrie aussi. Indépendance et patrie socialiste. Nous vivrons et nous vaincrons », slogan des milices bolivariennes.

En parallèle, les *Tupamaros* et autres groupes armés d'extrême gauche composés de « guérilleros » ayant contribué à l'accession de H. CHAVEZ au pouvoir, acquièrent de plus en plus d'influence au sein de l'appareil sécuritaire et politique, disposant même à partir de 2006 du titre de « colectivos »⁵⁸, leur permettant ainsi de recevoir des subventions publiques et des postes élevés dans l'administration de l'État⁵⁹.

\\ Hugo CHAVEZ : l'ogre médiatique

H. CHAVEZ accède à la présidence le 6 décembre 1988 en récoltant 56,2 % des voix. Ce scrutin avait la particularité d'être l'un des premiers conduit avec un système de vote électronique. Le déroulement du vote avait été supervisé par l'Organisation des États américains, l'Union européenne, la Fondation Carter, l'International Republican Institute (IRI) et n'a souffert d'aucune contestation⁶⁰. H. CHAVEZ prête serment le 2 février 1999 sur une constitution qu'il juge mourante et qu'il promet de réformer.

⁵⁷ LAMBERT Renaud, « Médias contre médias », Le Monde Diplomatique, juin 2005, <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/LAMBERT/12520>

⁵⁸ Ces groupes sont issus des mouvements de guérilla urbaine des années 1960 et 1970. Ils se sont auto-proclamés défenseurs de la révolution sous la présidence d'Hugo CHAVEZ puis sous celle de Nicolas MADURO. Ils désignent les groupes progouvernementaux de civils armés défenseurs du chavisme exerçant une fonction de contrôle social dans l'espace politique et social vénézuélien.

⁵⁹ Pour avoir l'historique et une vision de l'intérieur du fonctionnement de ces groupes, voir <https://www.arte.tv/fr/videos/088696-000-A/le-venezuela-sous-l-emprise-des-guerillas/> (sept ans passés avec les « Tupamaros » et leur leader Alberto "Chino" Carías)

⁶⁰ JOFFRES Adeline, « *Democratia participativa y medios de comunicacion : juegos de influencia en Venezuela* »

La campagne a été marquée par une communication anti-impérialiste et des promesses visant les couches populaires du pays. H. CHAVEZ s'était présenté comme « le fléau de l'oligarchie et le héros des pauvres » dans un pays comptant alors 18 % de chômage et où 42,8 % de la population pauvre vivait avec moins de 1,90 \$⁶¹ par jour. H. CHAVEZ va cultiver dans les médias l'image de l'homme providentiel, le « *Libertador* » (surnom de Simon Bolivar), de celui qui vient du peuple et se veut proche du peuple. Omniprésent dans la sphère informationnelle, il anime tous les dimanches son émission « *Alo Presidente* » dans laquelle il répond directement aux questions des citoyens. Une fois installée au Palais de Miraflores, le président peine à faire passer ses réformes au parlement et renvoie les Vénézuéliens aux urnes le 25 avril 1999 pour un référendum afin de former une nouvelle assemblée constituante, de programmer des élections pour l'assemblée et une nouvelle présidentielle en 2000. Les citoyens exprimaient alors 92 % de « oui » avec une participation de 40 % avant de valider pour 72 % des participants le référendum constitutionnel du 19 décembre 1999. Le Venezuela devient alors la « République bolivarienne du Venezuela », le Sénat disparaît pour laisser sa place à un système monocaméral. Les élections générales promises par H. CHAVEZ ont lieu le 30 juillet 2000 où il récolte 59,3 % des voix. Son parti (MVR) obtient 93 sièges sur 165 à l'Assemblée nationale. Le président est alors au sommet de sa légitimité, mais ses réformes (agraire, pétrole) et la saisie de terrains côtiers déclenche une vive contestation de l'opposition.

Le régime utilise la seule chaîne publique – Canal 8 – pour faire entendre sa voix. H. CHAVEZ, bon communicant, multiplie les déplacements dans le pays auprès des populations et une émission hebdomadaire est organisée durant laquelle il répond directement aux demandes des auditeurs. Il encourage également les membres de sa famille politique à communiquer plus régulièrement sur les médias locaux (radio et télévisions) afin d'expliquer la révolution bolivarienne et de contrecarrer les chaînes de télévision privées qui critiquent le gouvernement⁶².

La réponse des membres du gouvernement est souvent muette, malgré les attaques franches. Le Président CHAVEZ profite ponctuellement de l'émission « *Alo presidente !* » sur la chaîne publique pour répondre à ces propos.

4.2. 2002 - La tentative de coup d'État

Les divergences d'intérêts entre le programme de H. CHAVEZ et l'élite économique du pays conduisent au développement d'actions de contestations visibles ou subversives. L'utilisation des médias, contrôlés par des membres de cette élite, est un élément central dans les campagnes de dénonciation et de déstabilisation du pouvoir.

Les médias sous contrôle de l'élite économique participent à une forte campagne d'infoguerre : les principales chaînes de TV privées (*Venevision*, *Radio Caracas Television (RCTV)*, *Globovision*, *Telegen* et *CMT*) et neuf des dix grands journaux nationaux (dont *El Universal*, *El Nacional*, *Tal Cual*, *El Impulso*, *El Nuevo Pais*, *El Mundo*) diffusent des messages largement orientés en faveur de l'opposition, aux dépens des déclarations gouvernementales ou d'émissions présentant la

⁶¹ donnees.banquemondiale.org

⁶² K. BARTLEY, D. O'BRIAIN, « *The revolution will not be televised* », Power Pictures, 2003

majorité au pouvoir. L'objectif consiste à décrédibiliser le pouvoir, le délégitimer et détruire son appui des populations.

L'opposition tente aussi de s'organiser et de constituer un front uni. En mars 2002 les représentants de la CTV, de la Fedecamaras et de l'Église catholique un Pacte national de gouvernabilité en vue d'un renversement par voie démocratique du pouvoir. Cette opposition, à laquelle s'ajoutent certaines élites du pays, s'autoproclame « société civile », pour se donner un poids symbolique face à la majorité chaviste bien qu'aucun programme ou projet politique clair n'émerge réellement.

À cette situation de guerre médiatique s'ajoutent des difficultés économiques. La nomination de G. PARRA en mars 2002 à la tête de la société nationale d'exploitation pétrolière PDVSA, dans le but d'aligner sa gestion avec la politique chaviste de redistribution des revenus, tente plus encore l'opposition, dénonçant l'autorité du Président. À la suite de cette décision, les médias privés appellent la population à manifester en suggérant qu'il s'agit ici d'une attaque contre la prospérité.

Points de repère

Le coup d'État d'avril 2002

La chronologie est essentiellement reconstituée à partir du documentaire « *The Revolution will not be televised* » paru en 2003⁶³. Les événements relatés sont cependant confirmés par d'autres sources d'information.

10 avril 2002 - La montée des tensions

Un général de l'armée dissident⁶⁴ fait une déclaration sur une télévision privée avec un message à l'attention du Président CHAVEZ exprimant qu'il « [est] la cause de cette situation et vous devez donc abandonner le pouvoir ». Le commentaire du journaliste mentionne que la déclaration du général confirme que le président CHAVEZ est un agent de Fidel CASTRO.

P. CARMONA appelle à une marche contre la prise de contrôle de l'industrie pétrolière devant le siège de la compagnie pétrolière le 11 avril. L'appel est diffusé sur une télévision privée.

11 avril 2002 – Les affrontements

Au matin, une marche de protestation de 300 000 personnes se dirige vers le siège de la compagnie pétrolière. Parallèlement, une manifestation de soutien se rassemble aux abords du palais présidentiel.

*À 13 h, les leaders de l'opposition, C. ORTEGA en tête, encouragent la marche de protestation à se rediriger vers le palais présidentiel. **Ce changement d'itinéraire n'était pas prévu.** Les autorités demandent, via la télévision d'État (Canal 8), de stopper cette marche afin d'éviter une confrontation avec la manifestation de soutien proche de la présidence.*

En milieu de journée, la confrontation semblait imminente à l'approche de la manifestation du palais présidentiel entre l'opposition et les Cercles boliviariens.

Vers 14 heures, les forces de sécurité tentent de faire tampon entre les deux groupes. Des tirs se font alors entendre et les premières victimes tombent. Des mouvements de foule se créent. Le symbole de cette confrontation se passe sur le pont Llaguno, où des échanges de tirs se font entre les deux camps. Les médias sont présents pour couvrir cette confrontation.

Les images sont diffusées par les médias du pays pour dénoncer la violence entre manifestants. La propagande faite par les images est renforcée par l'opposition par un appel à une transition non violente du pouvoir. Le chef de la marine déclare qu'il retire son soutien au gouvernement.

⁶³ « *The revolution will not be televised* », Power Pictures, 2003

⁶⁴ La dissidence dans l'armée est notamment portée par le colonel Pedro Soto, le contre-amiral Carlos Molina, le capitaine Pedro Flores et le commandant Hugo Sánchez

À 21 h 20, à la suite d'un long silence de la télévision d'Etat Canal 8, le conseil des ministres s'exprime pour dénoncer un coup d'État. À 21 h 30 le signal est coupé et ne reprendra plus. Les télévisions privées annoncent que le pays est sous contrôle par les nouvelles autorités hormis un petit groupe de ministres au palais présidentiel. Vers 22 h des membres du haut commandement militaire entrent dans le palais présidentiel pour demander la démission d'H. CHAVEZ. Il refuse de démissionner et les dissidents de l'armée menacent de bombarder le palais.

12 avril 2002- La prise de pouvoir

Vers 3 h 30, H. CHAVEZ décide de se rendre, mais il refuse de signer sa démission.

Vers 4 h 30, P. CARMONA annonce sur une chaîne privée la constitution d'un gouvernement de transition et de l'arrestation de H. CHAVEZ. Il est emprisonné sur l'île de Orchelia.

P. CARMONA dissout les institutions démocratiques vénézuéliennes et nomme 395 représentants du pouvoir législatif. Ces derniers acceptent le décret donnant à P. CARMONA les pleins pouvoirs.

Les États-Unis déclarent leur soutien au pouvoir de P. CARMONA et ne reconnaissent pas la violence des événements.

À 16 h 30, P. CARMONA prête serment comme nouveau président. Parallèlement, les soutiens chavistes s'organisent malgré le silence des médias traditionnels. Des manifestations pro-CHAVEZ sont repoussées par les forces de sécurité.

13 avril 2002- Une opposition contestée

Au matin, des manifestants chavistes, largement composés de populations des quartiers défavorisés et des Cercles bolivariens, convergent vers le palais présidentiel autour du slogan « Il n'a pas démissionné ».

Dans l'après-midi, le palais présidentiel est repris par la Garde Présidentielle, restée fidèle à H. CHAVEZ et P. CARMONA est évincé. Les ministres du gouvernement CHAVEZ sont de retour.

Les médias privés refusent d'annoncer la nouvelle et diffusent des émissions de divertissement.

En fin d'après-midi, P. CARMONA est interviewé sur CNN et confirme que le pays est calme et que son gouvernement a un « contrôle total » de la situation.

À 20 h, la chaîne TV d'Etat Canal 8 émet à nouveau. Le chef de la Garde Présidentielle y diffuse un appel aux forces armées pour soutenir le retour du gouvernement CHAVEZ. Des réponses positives sont émises par plusieurs de garnisons à travers le pays.

À 22 h, le vice-président est intronisé comme président par intérim. L'armée annonce son respect de la Constitution.

14 avril 2002 - L'échec du coup d'État

H. CHAVEZ est ramené au palais par hélicoptère durant la nuit, acclamé par la foule.

Malgré une déclaration contraire à l'arrivée de P. CARMONA au pouvoir, les États-Unis doivent reconnaître publiquement le retour de H. CHAVEZ et revenir sur leur soutien à l'éphémère gouvernement d'opposition.

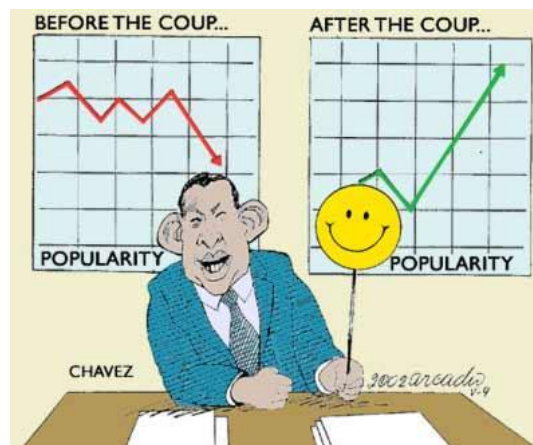
4.2.1. TRAITEMENT PRO-CHAVISTE

Le licenciement des cadres dirigeants de la compagnie pétrolière PDVSA, annoncé en direct à la télévision par le président le 7 avril 2002, engendre une intensification des manifestations de l'opposition, et les syndicats Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et Fedecamaras déclenchent une grève générale. L'opposition parvient, grâce à la diffusion massive de l'appel à marcher par les chaînes de télévision privées, à rassembler 200 000 manifestants à Caracas. Le 11 avril 2002, cette marche sur Miraflores a été marquée par des violences meurtrières. Dans ce chaos, le traitement médiatique a donné lieu à une scène de manipulation. Avant que le ministre de la Défense, le général Rincon Romero, annonce la fin du régime chaviste, des images de la chaîne Venevision tournaient en boucle. La scène présentait un groupe de partisans chavistes tirant au pistolet depuis le pont Laguno. Selon la voix off, les pro-chavistes tiraient sur des manifestants, mais les chaînes de télévision n'avaient pas diffusé la même scène filmée d'un autre angle où l'on peut voir que la rue visée par ces tirs

était déserte⁶⁵. Cette manipulation médiatique présentait H. CHAVEZ comme le responsable de la mort des manifestants à Caracas.

\\ Réactions au black-out médiatique

Après que les manifestants aient encerclé Miraflores, H. CHAVEZ est transféré à la base militaire de Forte Tiuna puis à l'île La Orchilla. Selon le journaliste John DIGES⁶⁶, le directeur de production de l'émission El Observador de RCTV, Andrés Izarra a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il avait reçu l'ordre de ne pas diffuser d'informations sur CHAVEZ les jours suivant le coup. RCTV n'a donc pas diffusé les images des manifestations pro-CHAVEZ ou de la reprise de Miraflores par les pro-chavistes. Les autres principales chaînes ont également cessé de couvrir les événements et les principaux journaux (El Nacional et El Universal) ont annulé leurs publications du dimanche. Cette censure a même conduit les chaînes vénézuéliennes à ne pas diffuser le communiqué des officiers de l'armée annonçant la fin du coup, message finalement diffusé sur CNN. Dans la nuit du 11 avril, les partisans d'H. CHAVEZ étaient parvenus à s'emparer de la chaîne Venezolana de Television pour diffuser en direct leur message. À la suite de cet appel, un bataillon basé à Maracay avait lancé une opération le matin du 14 avril pour libérer CHAVEZ.



*Bonne affaire pour CHAVEZ,
Dessin d'Arcadio, mai 2002*

4.2.2. TRAITEMENT PAR L'OPPOSITION

Durant cette période, la stratégie de l'opposition pour peser dans le rapport de force se fait par deux vecteurs principaux :

- La constitution d'une force politique d'opposition, soutenue par les États-Unis notamment ;
- La mise en œuvre d'une campagne offensive de guerre informationnelle par les médias traditionnels, à résonance nationale et internationale.

\\ Financement de l'opposition

⁶⁵ K. BARTLEY, D. O'BRIAIN, « *The revolution will not be televised* », Power Pictures, 2003

⁶⁶ « Soul Search » Columbia Journalism Review, Vol 44 n°2, juillet-août 2005, p. 52-58

Les liens entre l'opposition et les autorités américaines se renforcent de manière visible. Les figures de l'opposition, telles que A. PENA, maire opposant de Caracas, P. CARMONA, M. COVA rencontrent à plusieurs reprises, aux États-Unis, les représentants de l'administration BUSH, et les financements d'ONG américaines faisant « promotion de la démocratie », USAID et NED en tête, ont doublé depuis 2001. Leurs missions consistent notamment à former l'opposition aux techniques de lutte politique. Ces visites bilatérales sont l'occasion d'asseoir la position de l'opposition : lorsque le chef de la CIA (G. TENET) exprime publiquement son inquiétude sur la situation du Venezuela, cette inquiétude est immédiatement reprise dans les médias privés et soutenue par certains officiers de l'armée vénézuélienne.

Le camp de l'opposition s'organise ainsi en réunissant les représentants nationaux des intérêts privés ou des forces politiques hostiles à l'administration CHAVEZ. L'intervention des États-Unis, à peine dissimulée, se fait par de larges financements via des ONG dont la réputation d'organisme de promotion de la politique étrangère américaine s'est construite sur des actions similaires dans le passé : USAID, la NED et ses branches⁶⁷. L'union entre des représentants de syndicats patronaux, des intérêts privés, des médias privés et quelques représentants du haut commandement militaire profite des formations données par ces ONG pour perfectionner leurs techniques d'influence et se constituer comme entité capable de gouverner après prise du pouvoir.

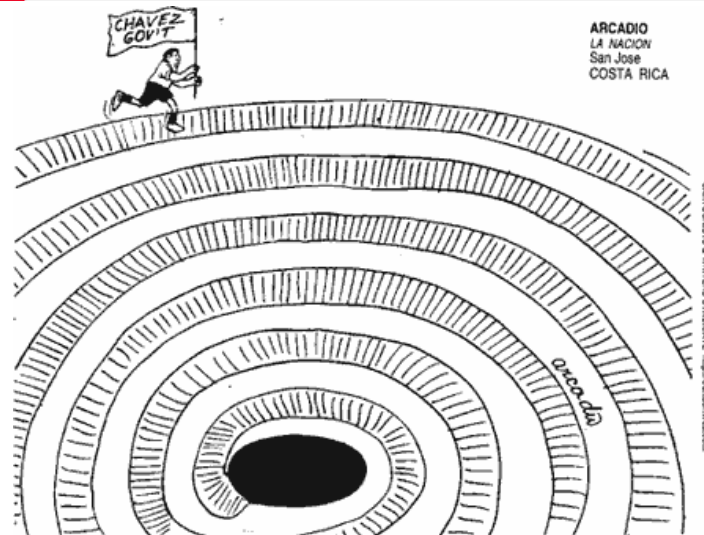
\\ Guerre informationnelle

Le vice-amiral dissident Victor Ramirez PEREZ déclare à la journaliste Ibeyise PACHECO, sur la chaîne privée Venevision : « On a eu une arme capitale : les médias. Et puisque l'occasion se présente, je tiens à vous en féliciter ». À la même heure, Patricia POLEO, journaliste vedette au Venezuela, est interrogée depuis Madrid et déclare à la chaîne de TV espagnole TVE qu'elle « croit que le prochain président sera M. Pedro CARMONA ». Or, ces événements se passent le 11 avril 2002, avant minuit. Le coup d'État n'a pas encore été annoncé et CHAVEZ n'a toujours pas démissionné. Le mouvement insurrectionnel est censé avoir été spontané.

Cette guerre de l'information, permise par la liberté d'expression et par la domination informationnelle, consiste en deux opérations soutenant leur stratégie :

- Un « bombardement » de messages critiques à l'égard des politiques chavistes et des soutiens au pouvoir. Les quartiers populaires sont par exemple nommés « zones rouges », peuplées d'« ignorants » ou de « délinquants » ; les leaders populaires sont absents de ces médias ;
- Une propagande en faveur des acteurs d'influence d'opposition, comme l'organisation syndicale Fedecamaras, dirigée par Pedro CARMONA, la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), dirigée par Carlos ORTEGA, les dissidents de l'armée ou certains cadres de la PDVSA.

⁶⁷ À savoir l'ACILS, le CIPE, l'IRI et le NDI



Venezuela : mauvaise pente

Dessin de Arcadio, mars 2002

Cette campagne de guerre de l'information débute dès 2001 et vise à diaboliser la nouvelle administration vénézuélienne. Les arguments se basent rapidement sur le rapprochement du Venezuela avec Cuba, le danger de propagation de régimes communistes en Amérique Latine et également sur des accusations de soutien au narcoterrorisme. Des accusations sont faites sur de potentiels accords avec des organisations activistes ou terroristes et d'être une terre d'accueil pour les combattants. La communication de l'opposition met en œuvre des campagnes de désinformation, dont les contenus peuvent paraître déformés, voire assez douteux.

« Des sources des services de renseignement ont mis au jour des accords passés avec des éléments liés au Hezbollah de [l'île vénézuélienne de] Margarita, qui sont contrôlés par l'ambassade d'Iran. On se souvient que, du temps de la campagne de Chávez, un dénommé Moukhdad aurait été très généreux avec le président actuel. Cela mérite remerciement et maintenant l'Iran veut faire du Venezuela une base d'opérations, en échange de l'entraînement de Vénézuéliens dans les organisations iraniennes de défense de la révolution islamique. Le terrorisme est parmi nous. »⁶⁸

La décrédibilisation de H. CHAVEZ se poursuit en utilisant un champ lexical dégradant à son égard, par des comparaisons à des figures connotées, voire franchement insultantes, telles que Hitler ou Mussolini, ou en le qualifiant de fasciste, dictateur, tyran ou comme été associé à des narcotrafiquants. Les partisans du régime sont souvent identifiés dans la presse comme des « talibans », des « hordes » ou des « scélérats ».

Cette campagne de décrédibilisation est utilisée de manière intensive et ne cherche pas forcément à s'appuyer sur un argumentaire vérifié. Tout évènement simplement crédible peut alimenter cette dénonciation. Ainsi, le 3 mars 2003, El Nacional publie une interview de Ignacio RAMONET, alors rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*. L'article rapporte que ce dernier aurait ouvertement critiqué la politique vénézuélienne en disant notamment que « Le président

⁶⁸ *Entrelíneas*, El Nacional, 15 mars 2002

H. CHAVEZ manque d'un corpus intellectuel respectable, ce qui fait que son navire dérive en permanence.

Quand il a gagné les élections, il m'a semblé que se profilait quelque chose de réellement important. Mais (...) le populisme l'a vaincu, comme il arrive si souvent dans ce cas. (...) J'ai vu des vidéos où il chante des boléros santiagueros en expliquant son programme économique, si tant est qu'il en ait un. Je crois que ces faits, vrais et vérifiables, m'épargneront de donner mon avis sur un tel personnage ».

Ces propos sont initialement publiés sur le site Analitica par le prétendu chercheur les ayant recueillis, un certain Emiliano Payares GUZMAN, chercheur mexicain à Princeton. Surpris par ces propos, Ignacio RAMONET dément cette publication et réfute les avoir tenus. Le chercheur mexicain avoue avoir falsifié l'information, dans un but de prouver la non-vérification systématique des sources⁶⁹.

Les médias privés, possédés par une élite économique, jouent un rôle central dans la manipulation de l'information lors de la préparation et lors du déroulement des événements politiques (p. ex. décisions gouvernementales) ou contestataires (e.g. manifestations), pour tromper l'opinion nationale et internationale. Ils encouragent ouvertement au renversement de H. CHAVEZ. [L'épisode du pont Llaguno](#) est significatif de cette campagne de désinformation.

Le silence est une autre tactique adoptée dans cette guerre informationnelle. Lorsque H. CHAVEZ est de retour, à la suite du coup d'État raté, les chaînes de TV privées ne relatent pas cet événement, ni même la présence autour du palais présidentiel d'une foule de partisans venue l'accueillir et le soutenir. Au contraire, elles préfèrent diffuser des divertissements durant toute la journée, reléguant cette information aux abîmes de l'oubli.

Les liens entre certains médias nationaux et les États-Unis s'affichent ouvertement. Ainsi, le 19 mars 2002, alors que l'agence de presse Venpres accuse de « narcojournalistes » I. PACHENO (directrice d'*Asi es la noticia*, membre de *El Nacional*), P. POLEO et JD. BLANCO (*Globovision*), ces derniers feront une contre-attaque médiatique au ton de persécution depuis l'ambassade des États-Unis, avant de s'envoler pour Washington. Il est à noter que les propos tenus par Venpres ne sont pas soutenus par H. CHAVEZ et conduisent au renvoi du directeur de Venpres. Cette action n'empêche pas la poursuite de la campagne d'accusations de contrôle de l'information.

Les actions de manipulation de l'information provoquent des prophéties autoréalisatrices. Par exemple, à la longue de crier à la répression des libertés d'expression, les réactions ou contre-attaques du gouvernement peuvent vite être réutilisées comme preuve de cette répression, alors qu'elles en sont plus la conséquence. De même, par le lancement d'actions d'amplification de la crise, comme le 5 avril 2001, à la veille de la grève des stations-service, des médias privés incitent à se procurer du carburant très vite, avant épuisement, ce qui provoque un chaos dans un contexte où la participation à la grève n'était pas si conséquente et amplifie donc la situation.

⁶⁹ Évènement corroboré par plusieurs sources (p. ex. *Le Monde Diplomatique*, *RSF*)

Points de repère

Les manipulations autour de l'incident du pont Llaguno

Le 11 avril 2002, les manifestants chavistes sont présents aux abords du palais présidentiel Miraflores. Ils arrivent notamment par pont Llaguno. À ce moment-là, des coups de feu retentissent. En réponse, des manifestants pro-CHAVEZ ripostent⁷⁰.

Filmé depuis un angle excluant les manifestants de l'opposition (voir photo ci-dessous), cet épisode donne l'impression d'une attaque violente des partisans contre la foule. Les images de ces tirs sont utilisées pour accuser le camp pro-CHAVEZ d'être responsable des victimes. Cette position de diabolisation est immédiatement reprise par les principaux médias privés.

Les chaînes privées diffusent des images montrant les partisans tirant depuis un pont. Selon les commentaires, on les voit tirer, on suppose qu'ils tirent vers les manifestants, mais on voit également qu'ils se protègent de tirs, dont l'origine n'est pas montrée. Ces images utilisées pour accuser les chavistes, qui seraient coupables de tirer sur des manifestants non armés.

Or, vue d'un angle différent, la scène montre en fait des partisans pris pour cible par des tireurs de l'autre côté de la rue, en aval du pont ; les manifestants partisans se mettant à l'abri. Ces prises de vue illustrent le fait les images utilisées pour accuser le camp pro CHAVEZ ont été interprétées mensongèrement interprétée, les tirs étaient dirigés contre les quelques forces de l'ordre ou snipers, mais qu'il n'y avait pas de manifestants en face⁷¹.

Des témoignages convergents indiquent plus tard que les premiers tirs ont été déclenchés par des forces de police de Caracas en présence, et des snipers en embuscade dans les immeubles environnants. Il est à noter que les forces de l'ordre municipales sont sous commandement du maire de la ville, A. PENA, farouche opposant au chavisme.

Ce mensonge pèse dans le choix du haut commandement de l'armée à se rallier aux chavistes. On estime que cet incident a provoqué 15 morts et 350 blessés, dont 157 par arme à feu.

4.3. Analyse de la période

La réussite du coup d'État – pendant 48 heures – indique que les stratégies mises en œuvre ont été efficaces sur au moins un point : le renversement du pouvoir en place par une force d'opposition. Il faut constater que les méthodes utilisées à cette période pour y arriver rappellent fortement celles à l'œuvre pendant les « Révolutions de Couleurs ». L'intervention au Venezuela est aussi très similaire à celles au Chili (années 1970), Nicaragua (années 1980) ou Haïti (années 1990 et 2004). L'objectif est de réussir à remplacer, par un conflit de basse intensité, des actions subversives et de l'ingérence, un président démocratiquement élu soit par :

- Coup d'État (Chili, Haïti) ;
- Processus électoral sous influence (Nicaragua) ;
- Sabotage de l'économie (Cuba).

Les tactiques utilisées dans ces autres pays se retrouvent au Venezuela, où le nom de H. CHAVEZ est simplement à remplacer par celui de la cible à atteindre :

- Isoler H. CHAVEZ de la scène internationale ;
- Exploiter les tensions internes entre le gouvernement et l'opposition ;

⁷⁰ « The revolution will not be televised », Power Pictures, 2003

⁷¹ Grado 33 Globovisión, « Video del puente llaguno », <https://www.youtube.com/watch?v=QD4EYU8b0JI>

- Exploiter les problèmes connus par la population et le pays pour blâmer les politiques de H. CHAVEZ ;
- Apporter le soutien à l'opposition pour construire un mouvement anti-CHAVEZ fort ;
- Financer et encourager les partis d'opposition ;
- Recourir à une guerre de l'information pour décrédibiliser H. CHAVEZ et soutenir l'opposition ;
- Manipuler les médias pour créer un climat d'insécurité, à travers la focalisation et l'exagération des conflits ;
- Accuser H. CHAVEZ et son gouvernement de non-respect des droits de l'Homme et porter ces accusations sur la scène internationale ;
- Associer H. CHAVEZ à des groupes terroristes ;
- Discréditer l'image publique ;
- Menacer le pouvoir en place d'une possible intervention plus directe par les États-Unis.

Les actions menées jusqu'au coup d'État convergent bien vers ces points : campagne de décrédibilisation du pouvoir au niveau national et international, financement des partis d'opposition, etc.

\\ Un rapport de force favorable à l'opposition par contrôle des médias privés

Cette période est par ailleurs marquée par une liberté d'expression forte, un paysage médiatique ouvert et surtout, pour les médias traditionnels, sous contrôle de l'opposition. Ces conditions favorables sont clairement des facilitateurs pour l'opposition pour mettre en œuvre une stratégie d'influence de rupture :

- Faire entendre sa voix et diffuser ses opinions ;
- Contrôler et manipuler l'information à son bénéfice ;
- Dénigrer et discréditer les actions du gouvernement et ses soutiens ;
- Censurer le message des chavistes.

À l'inverse, le pouvoir ne dispose que d'un canal télévisuel pour s'exprimer, Canal 8, dont les parts d'audience restent relativement faibles en comparaison avec la puissance des chaînes privées. L'émission phare « *Alo presidente !* » sert à CHAVEZ de tribune pour s'exprimer et réagir, mais l'impact est modéré.

Le coup illustre le rôle central des médias à chaque étape pour les deux camps. Notamment, il montre la manipulation des images par les médias qui soutiennent le coup et qui permettent d'attribuer la responsabilité des victimes de la journée de manifestation au camp chaviste alors que des snipers des forces de sécurité seraient responsables. Cet épisode illustre également l'importance et le rôle des médias américains (CNN) et des autorités américaines (déclaration du porte-parole de la maison blanche et du directeur de la CIA) qui donnent une résonance internationale à une situation nationale.

L'ingérence US ne se limite par ailleurs pas aux relais médiatiques. L'utilisation du NED et de USAID dans la stratégie de déstabilisation et d'intervention, au nom de la démocratie, est tout aussi déterminante, donnant à l'opposition de nouveaux moyens et une opportunité d'organisation. Ces institutions ont largement financé les groupes et les partis d'opposition, et ont financé des formations politiques de ces groupes, leur permettant de gagner en visibilité et d'améliorer leur communication.

\\ Un échec par insuffisance d'analyse et de cohérence

Il est légitime de se poser la question des raisons de l'incapacité de l'opposition à se maintenir au pouvoir après avoir réussi à s'en emparer. Ce constat trouve ses racines dans au moins deux raisons :

- Un manque de compréhension de la situation ;
- Une inaptitude à prouver sa légitimité.

En voulant appliquer de manière doctrinale des méthodes éprouvées dans d'autres pays pour renverser le gouvernement, l'opposition et ses alliés ont fait un défaut d'analyse du contexte et des parties prenantes qui les a conduits à une compréhension biaisée et partielle des forces en présence.

« L'ombre du Chili planerait sur le Venezuela si un facteur majeur ne l'en différenciait : l'armée, que le président CHAVEZ prétend connaître comme la paume de sa main et contrôler à travers ses camarades de la promotion Simón Bolívar (1975). Pourtant, rumeurs et remous en font parfois douter. Le général en chef du commandement sud de l'armée des États-Unis (le Southcom) ne vient-il pas de déclarer : « Le Venezuela est le pays qui a le plus d'officiers étudiant dans nos académies du Nord et, pour cette raison, nous sommes sûrs de ce pays. » »⁷²

Le rôle de l'armée est déterminant dans la capacité de H. CHAVEZ et de ses équipes à se maintenir au pouvoir. Il est vrai que les États-Unis ont su, à une époque, créer des vecteurs favorables à leur influence dans cette institution : formation de nombreux membres du haut commandement militaire vénézuélien dans les écoles militaires américaines, présence de bureaux US dans la caserne principale de Fort Tiuna, accords bilatéraux de coopération, etc. Cependant, sauf quelques rares dissidents, H. CHAVEZ a su conserver son influence sur l'armée. En effet, il s'agit tout d'abord d'un homme du sérail : H. CHAVEZ est lieutenant-colonel dans un corps de parachutiste et a conservé des liens forts avec les camarades de sa promotion. Il connaît l'armée de l'intérieur, connaît ses cadres et s'assure d'en satisfaire les besoins. Ensuite, il a pris des mesures, dès son arrivée au pouvoir en 1998, pour réduire l'influence US sur cette institution en rompant avec les vieilles traditions citées précédemment.

Par ailleurs, H. CHAVEZ a été élu par une population issue de classe défavorisée, voire moyenne, qui représente à l'époque une écrasante majorité. Ses politiques sociales et économiques bénéficient à cet électorat, qui le soutient dans son action. Le cas du Venezuela diffère bien de celui du Chili par exemple, car « c'est donc sur deux piliers que M. CHAVEZ doit s'appuyer pour contourner les structures qui lui demeurent hostiles : l'armée, dont il est issu, colonne vertébrale de l'Etat, et la population non organisée qui l'a porté au pouvoir. »⁷³

Dans cette configuration, la guerre informationnelle menée par l'opposition, qui s'exprime notamment par une dénonciation des politiques chavistes, une diabolisation de H. CHAVEZ et un mépris de ses soutiens, ne peut pas être efficace. Elle limite sa portée aux populations

⁷² LEMOINE Maurice, « Hugo Chavez sauvé par le peuple », Le Monde Diplomatique, mai 2002, <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/05/LEMOINE/8838>

⁷³ LEMOINE Maurice, « Hugo Chavez sauvé par le peuple », Le Monde Diplomatique, mai 2002, <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/05/LEMOINE/8838>

réceptives à ce message, c'est-à-dire les élites ou quelques classes moyennes, donc un groupe certes riche, mais minoritaire.

L'opposition souffre par ailleurs d'une incapacité à assurer sa légitimité, en tant que force d'opposition crédible et représentative. L'opposition est composée de classes dirigeantes qui, en raison des inégalités inhérentes à la société vénézuélienne, sont fondamentalement éloignées des populations soutenant le pouvoir. Ces deux groupes ne se côtoient pas, ne se fréquentent pas, ne partagent pas les mêmes préoccupations. Face à une majorité défavorisée, le discours libéral et dénonciateur des méfaits du chavisme n'est pas adapté.

De plus, bien que cette opposition ait bénéficié des formations à la gestion politique et de financements importants pour créer un groupe uni, sa désorganisation reste visible. Les groupes d'opposition se multiplient et aucune figure forte, charismatique et respectée de tous ne réussit à cristalliser leurs ambitions. Aucun véritable programme politique ou projet de société n'émerge non plus. Ce manque de compétence politique se retrouve lors de la prise de pouvoir : les décisions sont trop rapides et trop brutales (p. ex. dissolution de l'Assemblée nationale, pleins pouvoirs à P. CARMONA) ce qui crée une vive résistance dans le camp des partisans chavistes.

Le succès de l'infoguerre n'a donc pas empêché la chute des dissidents, et ce pour ces raisons :

- La population chaviste a su s'organiser, faire passer les messages de révolte et de résistance malgré le silence des médias traditionnels ;
- Le soutien de l'armée, majoritairement proche de H. CHAVEZ et réagissant face aux mensonges médiatiques de l'opposition ;
- Une opposition non organisée, non crédible, non soutenue, non légitime et trop autoritaire.



Chávez contre vents et marées

Dessin publié par Courier International, juillet 2002

5. PERIODE 2002 – 2013 : RENVERSEMENT DU RAPPORT DE FORCE

5.1. Le contexte : ouverture d'une période de radicalisation

\\ Les conséquences du coup d'État sur le paysage médiatique

Dans la foulée de la tentative de coup d'État contre le régime du Président Hugo CHAVEZ, des actions contre les médias et les organisations non gouvernementales ont été conduites. Ces dernières se sont traduites par des mesures de censure et de limitations à l'accès de l'information de nature publique. Dans la sphère des médias audiovisuels, les chaînes privées ont été nationalisées et les médias communautaires (Catia TV, Avila TV) ont fleuri. Des chaînes dédiées aux avancées de la Révolution (Vive TV, TVes) sont également apparues. Ces modifications du paysage informationnel concernent également la presse écrite avec l'avènement des journaux communautaires dont la distribution gratuite est orchestrée par le gouvernement chaviste. Le journal progouvernemental *Diario Vea* est créé alors que l'opposition répond par le lancement en 2001 de *Tal Cual*. De plus, un vaste réseau d'influence a été bâti via des associations (Cercles boliviariens), des organismes (CIM), mouvements (Manos fuera de Venezuela), mais également via Internet (blogs, sites, agence de presse en ligne comme ABN). Le gouvernement favorise le développement de l'information par Internet en lançant des campagnes d'« infoalphabétisation ou la création d'« infocentres »⁷⁴. Les médias alternatifs comme Catia TV ont reçu un soutien appuyé du président CHAVEZ afin d'obtenir un statut légal, des locaux et matériels. Ce nouveau type de média a permis au régime chaviste de développer sa propagande d'idéal socialiste et de démocratie participative. Pour le gouvernement, ces médias alternatifs sont censés éliminer les médias privés affiliés au « capitalisme ».

Les médias et les journalistes sont vus « comme des ennemis de la révolution et en tant qu'acteurs politiques qu'il faut combattre ». Les déclarations du président Hugo CHAVEZ étaient claires, il disait alors : **"la bataille se déroule dans les médias"**.

- La *ley orgánica de telecomunicaciones* (LOTEL) est adoptée en 2000 et modifiée en 2011 dans un sens restrictif. Elle a permis la fermeture de plusieurs médias et elle donne à la CONATEL (Commission Nationale des Télécommunications)⁷⁵ le pouvoir de contrôler l'application de l'ensemble des lois relatives au secteur⁷⁶ ;
- La *Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión* (RESORTE) adoptée en 2004 a pour but la promotion de la responsabilité sociale de tous les professionnels des médias. Elle prévoit notamment l'obligation de diffusion des messages du

⁷⁴ VEGA Morelis Gonzalo, www.infoamerica.org/articulose/textospropios/gonzalo_vega1.html/

⁷⁵ Commission Nacional de Telecomunicaciones : autorité de réglementation et de délivrance de licences du secteur des Télécommunications

⁷⁶ URRIBARRÍ, Raisa ; DÍAZ HERNÁNDEZ, Marianne. "Políticas públicas para el acceso a Internet en Venezuela". Juillet 2018, https://www.derechosdigitales.org/wp-content/uploads/CPI_venezuela.pdf.

gouvernement. Initialement destinée à la radio et à la télévision, elle s'applique à l'ensemble des médias sociaux et digitaux depuis 2010 ;

En conséquence, les procédures judiciaires contre les médias et journalistes se sont accélérées et se sont matérialisées par la fermeture du média d'opposition Radio Caracas Televisión (RCTV) en 2007 et d'autres médias (radio ou télévision). Les chaînes nationales de radio et de télévision sont cadenassées et la censure et l'autocensure s'imposent. Les journalistes subissent des intimidations et leurs employeurs craignent la fermeture.

\\ Le rôle central de l'armée en soutien au régime

L'armée reste un acteur central de ce conflit politique, en effet, depuis l'échec du coup d'État de 2002, les autorités ont porté une attention particulière à nommer des cadres fidèles au régime et à leur assurer des revenus substantiels et un accès privilégié aux postes clés de l'économie. L'appel lancé le 30 avril 2019 par le leader de l'opposition J. GUIDO enjoignant les forces armées à le rejoindre a échoué⁷⁷.

Les forces armées et les forces de sécurité sont un pilier fondamental du régime. À la suite de la tentative de coup d'État de 2002, le régime a mis en place une stratégie de contrôle systématique de la hiérarchie des forces armées et des forces de sécurité. Les forces armées sont devenues le principal arbitre de la crise politique grave que traverse le Venezuela.

Le régime a développé une politique d'incitation à la fidélité selon le terme utilisé par Rocío SAN MIGUEL, directrice de l'ONG vénézuélienne *Control Ciudadano*⁷⁸. Avec l'arrivée au pouvoir du Président CHAVEZ, les militaires vénézuéliens sont sortis des garnisons pour occuper des postes dans l'administration liés au contrôle de l'économie. Cette pratique aurait été amplifiée avec l'arrivée de MADURO au pouvoir comme l'illustre l'augmentation du pourcentage des postes gouvernementaux occupés par des cadres militaires : de 25 à 48 % entre 2014 et 2017 selon les chiffres fournis par *Control Ciudadano*⁷⁹. La même source détaille les trois domaines dans lesquelles les cadres militaires sont actifs au sein de l'administration : la société pétrolière nationale PDVSA dirigée par un Général de la garde nationale, la société minière Camimpeg, également sous la responsabilité d'un Général en exercice, et l'administration de la Gran Misión Abastecimiento Soberano (GMAS)⁸⁰ dirigée directement par le ministre de la Défense Vladimir Padrino López.

Une partie de cadres des forces armées n'ont donc pas d'intérêt à un changement de régime, car ils en tirent des bénéfices économiques et un changement les mettrait dans une situation

⁷⁷ "[Venezuela crisis : How the political situation escalated](#)", BBC News, 08/08/201.

⁷⁸ SAN MIGUEL Rocío est présidente de l'ONG *Control Ciudadano para la Seguridad, la Defensa y la Fuerza Armada Nacional* (Organisation qui promeut un contrôle citoyen sur les questions de sécurité nationale, des forces armées et des forces de sécurité au regard des normes applicables.

⁷⁹ BERMUDEZ Ángel, "[Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#)" BBC News Mundo, 31/01/2019.

⁸⁰ GMAS : *Grande Mission d'Approvisionnement Souverain*, créée en 2016 pour développer l'approvisionnement souverain et indépendant du pays en biens de consommations et notamment en denrées alimentaires

très compromettante en raison de la corruption et des activités illicites sous leurs responsabilités selon Phil GUNSON de l'ICG⁸¹.

Le régime a également mis en place un contrôle politique stricte des forces armées assorties de sanctions.

La constitution du pays prévoit que les forces armées doivent s'abstenir de participer à toute activité ou propagande politique⁸². Les autorités ont cependant rapidement engagé les forces armées dans le soutien à la révolution bolivarienne au « chavisme ». Selon Rocío SAN MIGUEL de *Control Ciudadano*, les forces armées sont devenues le « bras militaire de la révolution » qui ne répond ni à l'Etat, ni à la constitution, mais au parti⁸³.

À son arrivée au pouvoir, le président CHAVEZ aurait entamé une purge au sein de l'Etat-Major afin d'assurer un alignement avec son programme de révolution bolivarienne. Parallèlement, les nouveaux cadres ont été choisis en fonction de leur loyauté politique. Pour certains, le changement a été litigieux. C'est le cas du général Raúl Isaías BADUEL qui a été responsable de retour de H. CHAVEZ au pouvoir à la suite du coup manqué de 2002 avant de devenir son ministre de la défense. En juin 2007, R. BADUEL a formulé des critiques du capitalisme d'Etat et mentionné l'échec du « socialisme réel » lors de son discours de départ à la retraite. Quelques mois plus tard, il s'est opposé au projet de réforme constitutionnelle qui prévoyait la possibilité de réélection indéfinie du président. Une enquête du procureur militaire a été ouverte et R. BADUEL a été arrêté en 2009 et condamné pour actes de corruptions. Cette condamnation serait le résultat de ses critiques du régime selon le général qui a déclaré : « Je suis un prisonnier de CHAVEZ ». Les forces armées vénézuéliennes sont soumises au contrôle de l'appareil d'intelligence qui punit tout acte à l'encontre de la révolution bolivarienne⁸⁴.

\\ Un contexte d'affrontement général

L'accalmie post-coup d'Etat est de courte durée. En 2002, le pays connaît une sorte de « guerre des marches », période d'intensification des manifestations par chaque camp ; elles deviennent plus fréquentes, plus mobilisatrices et souvent plus violentes. Un détail les différencie cependant : celles de l'opposition bénéficient d'une large couverture médiatique, notamment internationale, contrairement à celles des partisans chavistes. Le 11 juillet 2002, C. ORTEGA, dirigeant du syndicat du patronat⁸⁵, rappelle que « nous [l'opposition] ne prendrons pas de repos jusqu'à ce que CHAVEZ s'en aille. »

Parallèlement, l'opposition voit ses forces se restructurer. Les ONG US connaissent un regain d'activité et d'efforts pour étendre leur implantation dans le paysage local et pour soutenir cette opposition, désormais regroupée sous la « Coordination Démocratique ». L'ouverture d'un Bureau pour la Transition, *Office for Transition Initiatives* (OTI), normalement réservé aux

⁸¹ BERMUDEZ Ángel, ["Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares"](#) BBC News Mundo, 31/01/2019.

⁸² Art. 328 et 339 de la constitution du Venezuela.

⁸³ BERMUDEZ Ángel Bermúdez, ["Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares"](#), BBC News Mundo, 31/01/2019.

⁸⁴ BERMUDEZ Ángel, ["Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares"](#), BBC News Mundo, 31/01/2019.

⁸⁵ En l'occurrence la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV).

zones de conflit, n'a rien d'anodin. Aux côtés du DAI⁸⁶ et de l'IRI⁸⁷, il crée le *Venezuela : Iniciativa para la Construccion de Confianza* (VICC), dont l'objectif annoncé est « d'assister le peuple du Venezuela dans la mise en œuvre de conditions politiques capables d'éviter un conflit violent et une crise systémique »⁸⁸. Le DAI et la NED continuent le financement des groupes citoyens / initiatives locales, dont plusieurs ayant soutenus précédemment la tentative de coup d'État de 2002. Un des projets clés du DAI reste la conception de plusieurs spots TV et radio dans le but de promouvoir « les valeurs de la modernité et de la démocratie, pour rompre avec les modèles paternalistes et populistes »⁸⁹.

Le 2 décembre 2002, la « Coordination Démocratique », avec le soutien des syndicats patronaux, déclenche une grève générale nationale. Peu suivie dans un premier temps, elle devient quasi forcée par le fait que le patronat fait partie de grévistes. De nombreux dirigeants, dont ceux de la PDVSA, mettent les travailleurs au chômage technique. Durant 64 jours, le pays vit au ralenti, en manque de denrées de base et de production énergétique (gaz, pétrole et ses dérivés). Si le but est bien de créer une colère de la population et d'en provoquer le retournement contre le pouvoir, ces dernières s'adaptent, ne cèdent pas et maintiennent leur soutien au chavisme. Les épisodes insurrectionnels ont marqué les esprits et celui du *Caracazo* hante encore les mémoires.

La grève générale n'a pas d'impact notable, sauf que la PDVSA est mise à l'arrêt de manière forcée par ses dirigeants, acquis à l'opposition. Quand le secteur pétrolier tousse, l'État en ressent toutes les conséquences, et financières tout d'abord. Il est estimé une baisse du PIB de 10 % pour [l'année 2003](#), handicapant lourdement les programmes sociaux du gouvernement chaviste. Rien n'y fait, H. CHAVEZ reste soutenu par les populations bénéficiant de sa politique, c'est-à-dire la majorité.

\\ Polarisation accentuée de la société et du conflit

Les années 1980 ont connu des épisodes ayant laissé des traces profondes dans la société vénézuélienne. L'application d'un néolibéralisme fort et strict a notamment conduit à l'insurrection populaire et meurtrière, épisode du *Caracazo*, contre ce système, marquant les déjà un clivage politique croissant entre doctrine libérale et doctrine socialiste. Les premières années de H. CHAVEZ au pouvoir confirment cette tendance, voyant ses opposants se positionner sur une extrémité antagoniste à sa vision et ce fossé s'accroît d'année en année.

« La polarisation est extrême : d'un côté, d'importants secteurs populaires qui défendent le président et son projet de société contre-hégémonique, c'est-à-dire anti-néo-libéral ; de l'autre, un large courant qui recrute principalement dans les couches à revenu moyen ou élevé, qui rejette le projet bolivarien et lui oppose un programme inspiré, à quelques nuances près, des postulats de base du néolibéralisme. »⁹⁰

⁸⁶ Development Alternatives, Inc.

⁸⁷ International Republican Institute.

⁸⁸ Publication offline depuis 2004. Consultable sur [Archive.org](#).

⁸⁹ Don du DAI à FERNANDEZ Carlos, Référence G-3822-101-008, \$9946,85, (12/09/2002-02/07/2003)

⁹⁰ LOPEZ MAYA Margarita, « [Au Venezuela, une société polarisée](#) », décembre 2005.

Mais cette polarisation ne se limite pas au débat purement politique. Elle se retrouve et se durcit aussi dans la population et dans les médias, où des camps pro-chavistes s'opposent aux camps anti-chavistes. Les affrontements se multiplient et deviennent plus violents, car les opinions deviennent inconciliables, chacun accusant l'autre de manipulation, de contrôle ou d'irrégularités. Ces épisodes de dénonciation alimentent le processus de polarisation : les populations défavorisées s'approprient davantage le projet chaviste et les élites le rejettent de manière radicale. Les idées s'opposent, les populations aussi. La conséquence en est une disparition des formes de pluralité des opinions, au profit d'une radicalisation des discours et des méthodes.



Une de Courier International du 22 janvier 2003

5.2. 2002 - 2004 – Grève générale et référendum révocatoire

La grève s'essouffle et la population ne semble toujours pas encline à tourner le dos au chavisme. L'opposition décide début 2003 de changer de méthodes pour prouver l'illégitimité de H. CHAVEZ. En s'appuyant sur une démarche démocratique, elle organise en février 2003 un *firmazo*, une collecte de signature d'électeurs permettant, s'il dépasse les 20 % de participation, de provoquer un référendum révocatoire contre le président élu. La manœuvre est menée par l'organisation *Sumate*, dont les liens avec Washington et les financements de la NED notamment ne sont pas des secrets.

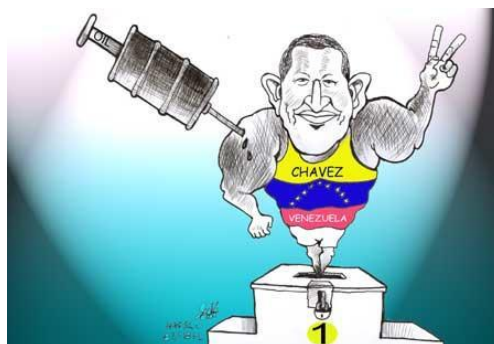
Si la démarche est constitutionnellement valable, elle est légalement irrecevable. La Constitution prévoit bien la possibilité d'un référendum révocatoire, mais uniquement à mi-

mandat : la manœuvre de *Sumate* intervient malheureusement six mois et dix-huit jours trop tôt et perd donc toute légitimité, comme le confirme le Conseil national électoral⁹¹.

Menées par l'OEA et le Carter Center, des négociations entre le pouvoir et l'opposition aboutissent en mai 2003 à l'organisation d'un futur référendum révocatoire légitime. Le *reafirmazo* a lieu entre le 28 novembre et le 1^{er} décembre 2003, sous l'autorité des membres du Conseil national électoral (CNE), composé de deux membres du gouvernement, deux membres de l'opposition et arbitrer par F. CARRASQUERO. Pour être valide et déclencher un référendum révocatoire, 20 % du corps électoral doit s'exprimer en sa faveur, c'est-à-dire environ 2,4 millions de signataires. Se déroulant dans le calme, et avec toute la ferveur de l'opposition qui rêve d'un succès proche, la consultation est surtout marquée par de forts soupçons d'irrégularités, qui laissent l'issue définitive du scrutin connaître des retards et des rebondissements. Il faut près de deux mois pour dépouiller les résultats, sous contrôle du CNE et sous le regard du Carter Center. Le 24 février 2004, les résultats annoncés ne permettent pas le déclenchement du référendum : 1 832 493 signataires valides sont confirmés et près de 1,2 million de signatures rejetées, considérées frauduleuses ou irrégulières⁹².

Pour lever le doute, le CNE prévoit un processus de contre-vérification d'une partie des signatures douteuses, demandant aux signataires présumés de se présenter pour confirmer leurs intentions. Cette action se voit rapidement perturbée par l'ingérence de Washington, exprimant ses doutes sur le respect des règles démocratiques et surtout par l'injonction de deux magistrats de la Cour électorale du Tribunal Suprême de justice de réintégrer l'ensemble des signatures douteuses. Cette décision permet non seulement de disposer du nombre potentiellement suffisant de signatures nécessaires, mais renverse aussi le fonctionnement de la procédure de vérification en faveur de l'opposition. Plus de 800 000 signatures sont réintégrées dans le comptage, permettant d'obtenir un nombre suffisant : le référendum aura bien lieu, le 15 août 2004.

Les résultats officiels sont donnés le 16 août, vers 4 h du matin, puis confirmés par le Carter Center, organisme américain au demeurant, vers 13 h : H. CHAVEZ est confirmé dans sa fonction de président, avec près de 59 % des voix exprimées.



Chávez champion de l'élection

⁹¹ Décision du 12/09/2013, résolution n°030912-461.

⁹² 143 930 frauduleuses, 233 573 non-conformes et 876 017 figurent sur des *planillas planas*, c'est-à-dire signées en double.

Dessin publié par *Courrier International*, août 2004

5.2.1. TRAITEMENT PRO-CHAVISTE

Paro petrolera (la grève du secteur pétrolier) a paralysé la principale source de revenus du pays de fin décembre 2002 à février 2003 et a pris fin en août 2004 avec le référendum révocatoire. Durant cette crise, le produit intérieur brut vénézuélien a connu une forte contraction de près de 10 %. Cette situation menaçait le régime qui avait résolument besoin de la manne pétrolière pour conduire sa révolution socialiste. Le référendum révocatoire de mandat proposé par H. CHAVEZ et organisé sous l'égide de l'opposition a, certes, mis fin à la grève, mais la popularité du leader a décliné. C'est dans ce contexte que CHAVEZ s'était pleinement investi dans l'activisme politique dans son pays, et d'acquérir une dimension régionale et internationale. Les médias ont servi de catalyseur à cet activisme afin de relancer une dynamique favorable au gouvernement. La restructuration de l'agence d'information nationale, qui donne naissance à l'Agence bolivarienne d'informations (Agencia Bolivariana de Noticias, ABN), en est un exemple factuel. Cette restructuration avait également offert à H. CHAVEZ une plus grande caisse de résonance pour ses discours, fermement anticapitaliste et anti-impérialiste. Le président a maintenu ce cap et s'est appuyé sur des symboles comme le 24 juillet 2005, date d'anniversaire de Simon BOLIVAR, où la chaîne publique Telesur a été créée. Ce média, de dimension régionale et diffusé alors dans quatre pays (Venezuela, Uruguay, Argentine, Cuba), avait pour but de consolider l'identité latino-américaine et de contrer la suprématie des médias « impérialistes » comme CNN. H. CHAVEZ lançait la même année le centre international Miranda (CIM) pour promouvoir la révolution bolivarienne et les avancées du Venezuela. Parallèlement, le gouvernement a fait évoluer la législation des médias (voir 5.1, Loi Resorte) pour contrôler les programmes d'opinion, qui évitent désormais d'écarter l'action du gouvernement. La fin de la grève coïncide avec une révolution de la sphère médiatique, dont les canaux ont évolué et sont utilisés au service du gouvernement.

5.2.2. TRAITEMENT PAR L'OPPOSITION

Les productions médiatiques du DAI et de l'OTI ne sont pas anecdotiques. Dès le déclenchement de la grève générale, les médias privés révisent la quasi-intégralité de leurs programmations pour laisser les temps d'antenne disponibles pour la diffusion de spots couvrant et faisant promotion de la grève. Une fois encore, les médias privés se font voix de l'opposition, et les témoignages estiment à « quelque 700 annonces similaires, quoique très variées, diffusées quotidiennement⁹³ ».

« Désinformation, projection saccadée d'images négatives, techniques d'induction par de la peur et du stress, suggestion quasi hypnotique, répétition, falsification et invention à l'excès ne sont que quelques-unes des techniques de choc délibérément utilisées, non seulement dans des spots ouvertement politiques, mais aussi dans des émissions normales. Répétitions assommantes, diffamations incessantes et diabolisation implacable des partisans de CHAVEZ. Exagération, déballage négatif et couverture jusqu'à saturation du moindre fait ou évènement mineur

⁹³ Témoignage d'Eva GOLINGER alors sur site. Ce chiffre couvre la période entre décembre 2002 et janvier 2003.

vaguement susceptible de présenter le gouvernement CHAVEZ sous un mauvais jour. Interviews tonitruantes, à feu roulant, invariablement négatives. Utilisation à l'excès de mots provoquant la panique [...]. Usage délibéré de termes lourds de sens, tels que « crimes contre l'humanité » ou « génocide » dans de mauvais contextes, pour décrire les événements en cours au Venezuela. Exploitations des enfants dans des interviews visant à susciter des sentiments hostiles à H. CHAVEZ [...]. Les Vénézuéliens sont soumis à un programme massif de thérapie anti-CHAVEZ, 24 h sur 24, sept jours sur sept, mois après mois, ad nauseam. Les gens s'éveillent et s'endorment avec tout cela⁹⁴ ».

L'opposition s'appuie une nouvelle fois sur ses relations avec les médias privés traditionnels pour réaliser une campagne intense d'attaque contre le gouvernement, dénonçant ses échecs, la dégradation de la situation du pays, la crise économique, les méthodes non respectueuses du droit utilisées par le gouvernement. Les efforts déployés en matière de guerre de l'information ne suffisent cependant toujours pas à retourner la population contre le pouvoir.

Puis vient la tentative du déclenchement du premier référendum révocatoire. Fort de cette nouvelle idée, l'opposition annonce qu'en une seule journée, elle a collecté plus de quatre millions de signatures, soit plus que de voix qu'a obtenues H. CHAVEZ lors de son élection en 2000⁹⁵. Tous les qualificatifs sont d'usage pour mettre en avant ce jour : il est « historique », « définitif » ou « sublime ».

La déclaration d'illégitimité de l'action est utilisée par l'opposition comme un argument pour confirmer sa position et pour prouver le contrôle du pouvoir sur les institutions. Non présenté comme un acte irrecevable, car anticonstitutionnel, il est présenté comme la preuve que H. CHAVEZ craint la voix du peuple et balaye donc toute initiative démocratique qui pourrait le retirer du pouvoir. Cette interprétation fait son chemin dans les médias par-delà les frontières du pays. Ces médias, loin de maîtriser le fonctionnement de la Constitution du Venezuela, interprètent simplement l'invalidation du *firmazo* de février 2003 comme une entrave délibérée à la marche démocratique du pays, confirmant la position de l'opposition.

À l'annonce des accords convenus dans le cadre des négociations avec l'OEA, *Sumate* engage une nouvelle campagne de propagande massive, avec l'appui des médias privés et surtout de USAID et la NED. Ces derniers permettent le financement de matériels faisant la promotion du *Reafirmazo*, tels que des tracts ou des spots TV. Le slogan « *La solución esta en tus manos*⁹⁶ » (la solution est entre tes mains) est explicite : ce référendum est la solution pour révoquer le pouvoir de CHAVEZ.

Dès le premier jour du *Reafirmazo*, l'opposition diffuse un message positif, confirmant l'engouement national et le succès de l'opération, prétendant avoir collecté en moins de 24 h près de deux fois plus de signatures que nécessaire. La propagande se poursuit en direction du pouvoir, car ce serait « le désespoir et l'angoisse qui consomment le président, dont les jours sont comptés⁹⁷ », comme le déclare la journaliste M. COLOMINA dans *El Nacional*.

⁹⁴ RENSELLER Carlos, « *Venezuela's Media Mindshock* », 20 décembre 2002.

⁹⁵ Officiellement, il a obtenu 3 757 733 voix exprimées.

⁹⁶ Spot disponible [ici](#).

⁹⁷ El Nacional, 1^{er} décembre 2003.

À la même période, en plein *Reafirmazo*, certains médias US (e.g. *US News and World Reports*, *United Press International*) participent à cette guerre informationnelle en dénonçant des connexions entre le gouvernement vénézuélien et des groupes terroristes. Le pouvoir est ainsi accusé d'héberger des camps de l'ELN, des FARC et même d'Al-Qaeda, tous considérés comme terroristes par les États-Unis, et de collaborer avec eux⁹⁸. Cependant, les sources de ces articles restent floues, voire inconnues, et la stratégie n'a que peu d'impact.

L'échec déclaré par le CNE de la nouvelle consultation, légitime celle-ci, par insuffisance de signataires soutenant le référendum, est un nouveau revers pour l'opposition. Le déclenchement du processus de contre-vérification des signataires dont les voix semblent douteuses provoque une campagne de dénonciation d'abus du pouvoir et d'appel à l'insurrection par les représentants de l'opposition, Coordination Démocratique en tête. Ces opérations de désinformation et la violence des manifestations, meurtrières parfois, sont prises par les médias privés et se font entendre au-delà des frontières. Washington n'hésite pas à exprimer son inquiétude et son doute sur le bon fonctionnement du processus démocratique et suggère de nouvelles techniques de recomptage, soutenant ainsi ses alliés locaux.

Des stratégies internes de contestation naissent aussi pour renforcer la pression sur le gouvernement pour le pousser à la réévaluation des signatures recueillies. L'opposition provoque notamment un épisode insurrectionnel, la *Guarimba*. Soutenant des groupes d'extrême-droite à la désobéissance civile et à des actions de violence urbaine, l'objectif est d'instrumentaliser la réaction des forces de l'ordre, qui ne se fait pas attendre, pour prouver les défaillances de l'État en matière de respect des droits de l'Homme ou de sa capacité à maintenir l'ordre public. Cette tactique de terreur fonctionne mieux. Le climat d'instabilité et d'insécurité créé amène le gouvernement à consentir un recomptage des signatures, le *reparo*, qui aboutit à la confirmation du référendum.

Le 15 août 2004, alors que les bureaux de vote n'ont pas encore tout à fait fermé, l'opposition, relayée par des médias nationaux et internationaux, entame déjà une campagne annonçant son succès proche. Les chiffres annoncés proviennent de l'institut de sondage américain *Penn, Schoen & Berland*, missionné pour réaliser un sondage à la sortie des urnes – ce qui par ailleurs viole à la fois l'interdiction de ce genre d'action et l'interdiction de publication de chiffres avant l'annonce des résultats officiels. Cette opération de promotion, alliée à un silence concernant les résultats du pouvoir actuel, doit pouvoir tenir informés les citoyens vénézuéliens de l'état du score de l'opposition et surtout pouvoir influencer leur choix, obtenir leur consentement à la destitution de H. CHAVEZ.

Dans un dernier élan, voyant la réussite de H. CHAVEZ arriver, l'opposition tente une dénonciation d'actes frauduleux et demande une invalidation du scrutin auprès du CNE. Ce dernier entend sa plainte, accepte de retarder l'annonce des résultats, mais pour faire suite à la validation par le CNE et le Carter Center, la victoire du pouvoir est confirmée.

⁹⁸ ROBINSON Linda, "Terror close to home", *US News and World Reports*, 6 octobre 2003.

5.3. 2004 - 2010 – Le changement du rapport de force médiatique

5.3.1. TRAITEMENT PRO-CHAVISTE

Le pouvoir de H. CHAVEZ s'est appliqué à contrôler toutes les strates des médias (télévision, radio et presse écrite) afin d'exercer une propagande pour l'action gouvernementale et contre toute opposition ou entité qui tente d'exercer une activité politique. Parallèlement, le Mouvement Cinquième République du président CHAVEZ s'accapare tous les pouvoirs constituant l'Etat dans un régime démocratique (judiciaire, exécutif et législatif). Le pouvoir judiciaire et l'ensemble des institutions de l'administration publique ont été employés comme une barrière pour empêcher l'accès aux données relatives à la gestion des ressources de l'État et autres questions liées à la gouvernance. Les institutions censées être indépendantes, comme le parquet ou le médiateur, ont également été accusées de connivence avec le régime chaviste.

La presse est incontestablement l'un des exemples les plus tangibles démontrant l'intention de censure voulue par le régime bolivarien. Des abus, agressions et autres intimidations ont été dénoncés par des journalistes dans le pays. Selon les données recueillies par l'Institut Presse et Société (IPYS), même en 2012, soit la dernière année d'exercice complète du président CHAVEZ, vingt-deux violations de la liberté d'expression, sept cas de refus arbitraires pour l'accès des journalistes et des médias aux sièges d'organismes publics, et cinq plaintes pour vol de matériel journalistique ont été comptabilisés. Des actions en justice ont eu lieu contre les médias qui ont enquêté sur des thématiques considérées comme sensibles par l'État. Enfin, la Cour suprême de justice (TSJ) est accusée par les journalistes⁹⁹ d'être l'un des principaux obstacles pour ces derniers, ou pour les organisations non gouvernementales, pour faire respecter le droit d'accès à l'information publique.

Les plaintes, qui à cet égard sont portées devant les tribunaux, n'ont pas, dans la plupart des cas, eu in fine une issue favorable aux plaignants. IPYS détaille également le cas de onze affaires portées devant les tribunaux, par la coalition d'organisations qui défendent l'accès aux informations publiques, toutes ont eu des verdicts négatifs qui favorisent les entités gouvernementales et non les plaignants. Les requêtes visaient les informations liées aux salaires des fonctionnaires du contrôleur général de la République, bulletins épidémiologiques du Ministère de la Santé, la lutte contre la violence sexiste, le taux de criminalité dans le pays, ou encore sur le dossier Petroleos de Venezuela après les marées noires entre 2010 et 2011. À toutes ces demandes, la réponse était le silence, avec le concours de la Cour suprême de justice qui est accusée d'avoir favorisé la culture du secret des entités gouvernementales au détriment du droit à l'information publique.

Ce basculement de rapport de force dans la sphère médiatique, à la faveur du régime chaviste, a engendré un groupe de journalistes et de médias privilégiés, considérés par l'opposition comme des acteurs politiques. Avec cette hégémonie informationnelle, le gouvernement est parvenu à créer une structure médiatique sans précédent dans l'histoire du pays ou en Amérique latine. Les médias étaient de facto au service de la révolution bolivarienne afin de contrôler l'opinion publique. La chercheuse en sciences politiques et sociales de l'université de

⁹⁹ Human Right Watch, rapport "Venezuela : Concentration and Abuse of power under Chavez"

Los Andes, Raisa Urribarrí, a nommé ce monopole informationnel de « gob unitarios », soit une concentration absolue de pouvoir détenue par un gouvernement.

\\ Un renversement consolidé par des textes légaux

D'importantes restrictions à la [liberté d'expression](#) et à la liberté de communiquer sont alors instaurées. Après la loi LOTEL, adoptée en 2000, qui a régulé la problématique des attributions de licence, le gouvernement chaviste instaurait le 7 décembre 2004 la Loi sur la Responsabilité sociale à la radio et à la télévision (RESORTE). Cette loi sera ultérieurement réformée en 2010 pour intégrer les médias électroniques. Dans la première version du texte (2004) la loi RESORTE contenait déjà des règles contraignantes. Le texte a institutionnalisé la segmentation des programmes en fonction des horaires.

Il a également imposé la diffusion des allocutions présidentielles sur les chaînes privées, l'espagnol comme langue officielle, et une série de sanctions. En 2012, H. CHAVEZ lance la réforme du code de procédure pénale ([Codigo Organico Procesal Penal](#)) qui accroît son contrôle sur la sphère médiatique. Cette vision est achevée avec, toujours en 2012, par un programme de contrôle (Ley Organica de Telecomunicaciones) pour supprimer l'inviolabilité des communications personnelles. Ces lois ont créé un [nouveau paysage informationnel restrictif](#) dans le pays où Conatel (Commission nationale des Télécommunications) était alors dirigé par le vice-président de la République (Elias Jaua). Dans ce contexte, les procédures judiciaires contre les médias et journalistes se sont accélérées et se sont matérialisées avec des fermetures, comme celle du média d'opposition Radio Caracas Televisión (RCTV) en 2007 et d'autres médias (radio ou télévision). Les médias sont cadennassés puisque la censure et l'autocensure s'imposent.

Le contrôle total des médias est justifié par le régime comme une mesure pour contrecarrer la guerre informationnelle menée par les États-Unis et mis en œuvre par la droite vénézuélienne, qualifiée alors « d'ennemis de la révolution ». Un nouveau cadre juridique vient appuyer la stratégie du régime.

À la suite du coup d'État, les autorités prennent progressivement le contrôle des médias et de leur contenu dans le pays et mettent en place un cadre législatif restrictif qui affaiblit la liberté d'expression. La période est marquée par une censure grandissante de la critique du pouvoir¹⁰⁰.



Chávez en champion de l'antiaméricanisme

Dessin de Dave Brown, décembre 2006

¹⁰⁰ Human Right Watch Report, 2012.

5.3.2. TRAITEMENT PAR L'OPPOSITION

Un câble diplomatique de l'ambassadeur US au Venezuela, W. BOWNFIELD, indique la stratégie en 5 points suivis par les États-Unis au [Venezuela](#):

- Renforcer les institutions démocratiques ;
- Infiltrer la base politique de H. CHAVEZ ;
- Diviser le chavisme ;
- Protéger les intérêts vitaux des États-Unis ;
- Isoler H. CHAVEZ de la scène internationale.

Ces objectifs sont adoptés, par extension, par l'opposition nationale aussi, qui poursuit sa lutte sur le champ médiatique et le champ politique.

\ \ Diabolisation du pouvoir

Le 27 mai 2007 la chaîne privée RCTV, très populaire, ne voit pas sa licence renouvelée par l'État vénézuélien, qui préfère attribuer sa fréquence hertzienne à une chaîne publique. Cet événement crée une vague d'indignation, tant sur le plan national qu'international. Les médias privés du pays dénoncent une atteinte aux droits de l'Homme, une réduction de la liberté d'expression, un exercice de censure, une preuve de la dérive autoritaire, totalitaire, voire complètement fasciste, du pouvoir. L'utilisation de ce vocabulaire et de cette ligne d'attaque a pour objectif d'apporter les preuves du contrôle et de la répression que subissent non seulement les médias, mais aussi la population. Cette décision, la non-reconduction de RCTV, est le symbole d'une campagne plus ancienne et plus longue de tentative de diabolisation du gouvernement et des abus auxquels le pouvoir s'adonne. Ce message est repris par d'autres médias, hors du Venezuela, permettant une diffusion plus large et un impact plus fort de la propagande menée par l'opposition. Cela est une opportunité d'isoler un peu plus H. CHAVEZ de la scène internationale.

Des figures du monde politique international relaient s'impliquent dans cette campagne, comme le Sénat US, qui votent une résolution contre la « fermeture » de RCTV, ou A. MERKEL, qui déclare qu'elle « a noté avec inquiétude la décision du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de laisser expirer la licence d'émission de *Radio Caracas Television* le 27 mai [2007], sans appel d'offres ouvert pour la licence qui lui succède »¹⁰¹. La désinformation qui est faite au sujet du non-renouvellement du droit de RCTV à émettre sur les ondes hertziennes n'est en aucun cas corrigée, bien au contraire. En effet, au moins jusqu'en 2010, la chaîne continue à émettre, simplement sur le câble dorénavant.

¹⁰¹ CASSEN Bernard, « [Désinformation au Venezuela](#) », Le Monde Diplomatique, 30 mai 2007.



Chávez a un problème d'image

Dessin de Kal, juin 2007 (pour illustrer la fermeture de RCTV)

De plus, l'image négative s'étend et se développe à l'international. Les critiques concernant H. CHAVEZ sont reprises par les médias proches du camp des opposants, c'est-à-dire globalement les États-Unis et ses alliés, mais aussi par des figures d'influence (p. ex. politiques, personnalités). Un article du *Monde Diplomatique*¹⁰² reprend quelques expressions utilisées par la « communauté internationale » pour désigner H. CHAVEZ, ses partisans et ses politiques

« Plus ils sont laids, plus ils sont chavistes. S'ils n'ont pas de dents, à tous les coups ils soutiennent CHAVEZ. Regardez autour de vous : ici [dans un quartier chic traditionnellement hostile à Chávez], les gens sont beaux. », déclare un opposant dans le *Financial Times* du 21 décembre 2002

« Hugo CHAVEZ se rêve en Simón BOLIVAR moderne, mais il n'est qu'un vulgaire voyou. », déclare Nancy PELOSI, chef de file des démocrates à la Chambre des représentants des États-Unis, 21 septembre 2006.

« [Chávez], c'est un type qui est ouvertement antisémite, c'est également quelqu'un qui instaure une répression avec des bandes armées, des escadrons de la mort, une confiscation des ressources, un bâillonnement de la presse en général dans son pays. », déclare Ariel Wizman, chroniqueur, Canal Plus, 20 novembre 2007.

« Un Mussolini avec des bananes. », déclare l'auteur mexicain Carlos FUENTES décrivant Hugo CHAVEZ, 14 février 2008.

\\ Narratif du narcotrafic

Le narratif se rapportant aux liens du pouvoir avec les narcotrafiquants et les organisations terroristes de la région se développe. Ces accusations restent cependant plus prudentes et surtout opportunistes, profitant de témoignages d'ex-guérillero ou trafiquant, tout au moins prétendus. S'il est connu que la frontière entre le Venezuela et la Colombie est poreuse, les accusations plus lourdes restent du ressort d'individus isolés, dont l'opposition profite pour nourrir son narratif. Ce sera par exemple le cas en mars 2008, lorsque, suite à une opération

¹⁰² « [Affreux, sales et méchants](#) », Le Monde Diplomatique, avril 2013.

illégal en territoire équatorien, la Colombie annonce avoir saisi des ordinateurs contenant des preuves des liens entre les FARC et Caracas¹⁰³.

L'utilisation du narratif de l'insécurité est favorable à l'opposition pour au moins deux points : d'une part, factuellement, le niveau de violence n'a pas réellement diminué durant les mandats CHAVEZ et d'autre part, la ligne de défense choisie par le gouvernement, qui accuse une ingérence étrangère dans le maintien ou le développement de ce climat d'insécurité sèmerait le doute quant à sa capacité à assumer les échecs de sa politique.

Si les médias US rapportent bien des épisodes relatifs à ce narratif, l'administration US, elle, se fait plus discrète. Ses liens anciens et inavoués avec le milieu du narcotrafic sud-américain y jouent à ne pas en douter (p. ex. financement des *Contras* au Nicaragua).

\\ Délégitimation du pouvoir

La violence, qui atteint des niveaux élevés, est un autre sujet d'instrumentalisation pour accuser les politiques de CHAVEZ. L'opposition profite de cette opportunité. Portée au chavisme, cette violence endémique est cependant bien antérieure, bien qu'il puisse être convenu que le régime chaviste n'ait pas pris de mesures suffisantes pour endiguer le sujet.

« Sous la révolution bolivarienne du président Hugo Chávez, la capitale du Venezuela s'est hissée au rang des villes les plus violentes du monde »¹⁰⁴, L'Express, 2010

La décrédibilisation du pouvoir continue en même temps à se jouer par le processus démocratique. Lors des élections législatives de décembre 2005, les principaux partis de l'opposition, à savoir *Accion Democratica*, *COPEI*, *Projet Venezuela* et *Primero Justicia*, se retirent collégalement de l'élection, en prétextant des raisons de manque de transparence et de garanties concernant le fonctionnement démocratique. Cette désertion choisie, sinon calculée, provoque une conséquence évidente : le pouvoir remporte 100 % des sièges à l'Assemblée nationale, faute de concurrents.

Cette situation est utilisée immédiatement par l'opposition pour dénoncer des fraudes électorales et pour prouver le trucage des élections par le parti chaviste. L'élection, validée par plusieurs observateurs internationaux¹⁰⁵, est aussi marquée par un taux d'abstention record de 75 %, liée à l'abandon de l'opposition et au manque d'intérêts qui en découle. Ce choix, véritablement stratégique, ne relève pas tant du suicide électoral, mais plutôt d'une manœuvre visant, par son écrasante majorité, inconnue des situations démocratiques saines, à convaincre l'opinion internationale de la corruption du pouvoir, devenu totalitaire.

¹⁰³ Un bombardement, mené par les forces colombiennes, a lieu en mars 2008 sur un camp FARC situé en Equateur, laquelle n'est pas avertie de l'opération. En plus de la mort d'un commandant FARC, R. REYES, la Colombie déclare avoir saisi « trois ordinateurs, trois clés USB et deux disques durs », contenant notamment des documents compromettants le gouvernement du Venezuela avec ses liens avec les FARC. Cette saisie donne lieu à une forte controverse et un doute plane quant à la légitimité des preuves recueillies.

¹⁰⁴ « Caracas, la cite de la peur », L'Express, 28 mai 2010.

¹⁰⁵ Dont l'OEA et l'Union Européenne.

5.4. 2013 – Le décès de CHAVEZ

Deux années après avoir déclaré sa maladie, H. CHAVEZ décède officiellement le 5 mars 2013 des suites d'une tumeur cérébrale avec cellules cancéreuses. Sa maladie a été l'occasion de rappeler les relations proches que le Venezuela entretient avec Cuba, où H. CHAVEZ est allé se faire soigner à plusieurs reprises.



Hugo Chávez, à son retour à Caracas après deux mois d'hospitalisation à La Havane.

Il lit la lettre que lui a écrite l'ancien chef de l'État cubain Fidel Castro (publiée à la une du quotidien officiel cubain Granma le 19 février) : « Cher Hugo, je suis très satisfait que tu aies pu revenir sur le bout de terre américaine que tu aimes tant, et retrouver le peuple frère qui te soutient. »

5.4.1. TRAITEMENT PRO-CHAVISTE

« El pueblo llora a Chavez » (le peuple pleure Chavez) titrait Ultimas Noticias le 6 mars 2013 alors que le pays s'apprêtait à respecter sept jours de deuil. La presse pro-CHAVEZ au Venezuela insistait sur le combat qu'il a mené pour les pauvres, alors que la presse régionale comme le journal bolivien El Razon (dont le titre était « Chavez laisse l'intégration comme héritage ») saluait le rôle prépondérant du président défunt dans les échanges entre les pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes. À Cuba, le quotidien officiel « Granma » publiait en première page une longue déclaration du « gouvernement révolutionnaire » titrée « Pour toujours, Commandant », comparant ainsi le président CHAVEZ à Che Guevara. « Hugo CHAVEZ est aussi Cubain », affirmait cette tribune avant d'annoncer un deuil national de trois jours.

Pendant que l'opposition questionnait la légitimité du vice-président N. MADURO, ce dernier était déjà la voix de CHAVEZ pendant son combat contre le cancer. N. MADURO, successeur désigné, était progressivement devenu l'homme providentiel capable de reprendre le flambeau de la révolution bolivarienne. Avant même le décès d'Hugo CHAVEZ, Nicolas MADURO embrassait déjà la rhétorique anti-américaine. Il avait accusé, quelques jours avant le mort du président, ouvertement les « ennemis historiques » du Venezuela d'avoir provoqué le cancer du président CHAVEZ. À la suite de ces déclarations, un attaché militaire de l'ambassade des États-Unis avait été expulsé, soupçonné de conspiration.

Un mois après l'annonce de son décès, il remportait l'élection sur le fil, avec seulement 250 000 voix d'avance, et a dû gérer des violences postélectorales (sept morts) et son opposant Henrique CAPRILES, qu'il qualifiait de président « illégitime » au regard d'un scrutin « entaché de 3 200 incidents électoraux ».

5.4.2. TRAITEMENT PAR L'OPPOSITION

Le traitement de cet événement tragique est dans la continuité de l'approche que réservent à H. CHAVEZ les camps de l'opposition : diabolisation et accusation. « Le petit caïd vénézuélien est mort », titre le *New York Times*, « La mort d'un démagogue », pour le *Times*, « Le premier jour où le peuple vénézuélien a cessé de vivre sous le joug de son président », déclare *ABC World News*, pour *El Pais*, CHAVEZ faisant partie de « ces clowns horripilants aux mains tachées de sang, gonflés de vanité par la servilité et l'adulation qui les entourent ».

À la figure du dictateur, du despote et de l'autocrate, s'ajoute celle du voleur de prospérité. Il lui est reproché d'avoir ruiné le pays avec ses politiques durant les 15 ans passés. Les programmes sociaux, sanitaires, éducatifs, agricoles et alimentaires sont pointés du doigt pour leurs coûts financiers. Ils n'ont pu qu'exister que par le détournement, jugé injuste, des ressources issues de la rente pétrolière, grevant de fait la croissance économique du pays et impactant les intérêts des classes dirigeantes. Les résultats des programmes chavistes sont dénoncés pour leur inefficience, c'est-à-dire le peu de bénéfique qu'ils ont généré en comparaison avec les moyens alloués. L'agence de presse *Associated Press* les juge bien « maigres comparés aux spectaculaires projets immobiliers que les magnats du pétrole ont fait surgir dans les villes étincelantes du Moyen-Orient, comme les tours les plus hautes du monde à Dubaï ou les plans visant à bâtir une réplique des musées du Louvre et du Guggenheim à Abu Dhabi »¹⁰⁶.

L'annonce de son décès ouvre de nouvelles perspectives pour une opposition en mal de réussite jusqu'à présent. Sans s'en cacher, les États-Unis suivent de près l'évolution de la situation locale, car « vous comprenez, le Venezuela est un pays qui compte sur la scène mondiale. Il est assis sur les réserves les plus importantes de pétrole de la planète », déclare R. MADDOW sur MSNBC, le 5 mars 2013.

Les accusations de clientélisme, de népotisme et de corruption laissent par ailleurs planer le doute sur le fait que le programme politique de H. CHAVEZ ne soit pas le seul responsable de la situation catastrophique du pays. L'homme lui-même est remis en question et, par ce biais, sa légitimité à gouverner et le bien-fondé de ses décisions.

¹⁰⁶ Dépêche du 5 mars 2013, Associated Press.

5.5. Analyse

Cette période est marquée par un début de renversement du rapport de force entre le camp chaviste et le camp de l'opposition. Le coup d'État de 2002 a marqué les esprits des forces au pouvoir qui en tirent les conséquences pour tâcher de mieux maîtriser la situation.

Les événements de l'année 2002 ont permis au régime d'accélérer la révolution communicationnelle entamée avec l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1999. La loi LOTEL de 2010, modifiée en 2011, avait déjà restreint la sphère médiatique. La véritable rupture, d'un point de vue légal, est intervenue en 2004 avec La *Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión* (RESORTE)¹⁰⁷.

Parallèlement à l'adoption de ces textes, le président a conservé les mêmes ressorts communicationnels employés depuis le début de sa carrière politico-médiatique en 1992, lors de son coup d'État raté, à savoir d'incarner un héros providentiel promettant un changement. Hugo CHAVEZ s'est imposé comme la figure du peuple en rupture avec les partis traditionnels et les élites conservatrices. Il s'est créé un personnage médiatique basé sur l'émotionnel, en insistant sur le fait qu'il venait du peuple, et que sa révolution était conduite pour le peuple. En résulte une relation fusionnelle avec les Vénézuéliens, surtout avec les couches populaires marginalisées par les élites. Cette volonté d'inclusion s'est matérialisée avec la création de nouveaux canaux médiatiques (médias communautaires) qui ont été déterminants dans la guerre informationnelle conduite au Venezuela. L'autre défi du révolutionnaire était d'exporter sa communication et sa politique révolutionnaire dans la région afin de contrer l'influence américaine. Avec la chaîne *Telesur*, retransmise aujourd'hui dans 31 pays, Amérique latine et Europe confondues, le pari semble avoir été remporté.

Le discours du révolutionnaire reposait essentiellement sur l'exploitation du clivage entre riche et pauvre, socialisme ou capitalisme. Cette polarisation et les évolutions du paysage informationnel ont permis de laisser penser au peuple qu'il évoluait dans une démocratie participative, inclusive, mais qui, in fine, s'est traduite par un affrontement idéologique. Les espaces informationnels ne sont plus neutres, mais un terrain d'affrontement entre les pro et anti-chavistes. Or dans ce contexte, le gouvernement s'est positionné comme un rempart à l'impérialisme américain, soit une posture largement approuvée par la population visée.

L'opposition, quant à elle, poursuit sur ses stratégies mises en œuvre depuis près de dix ans :

- Occupation de l'espace informationnel par les médias traditionnels ;
- Diabolisation de H. CHAVEZ et dénonciation de ses politiques ;
- Tentative d'utilisation des mécanismes démocratiques pour renverser le pouvoir.

Force est de constater que l'efficacité relative des médias traditionnels, en termes d'efficacité à délivrer un message, décline, compte tenu de l'évolution du paysage médiatique. Tout d'abord, les médias privés voient leur champ d'action se réduire par l'application progressive, durant toute la période, d'un cadre législatif plus contraignant, voire parfois restrictif, au moins de manière indirecte. Le pouvoir n'interdit pas, mais pose des barrières. Ensuite, bien que la proportion reste largement en faveur des médias privés, un contrôle plus strict des droits à

¹⁰⁷ Voir partie 5.3.1, paragraphe *Un renversement consolidé par des textes légaux*.

émettre est appliqué. Les chaînes privées restent très majoritaires, en nombre et en audience, mais le gouvernement affirme son pouvoir.

Enfin, le paysage médiatique est en mutation et la part proportionnelle des médias traditionnels baisse, au bénéfice des médias alternatifs, des réseaux sociaux, de sites Web spécifiques (e.g. aporra.org) ou d'autres moyens d'influence, comme les Milices populaires. Leur capacité à atteindre les opinions en est ainsi réduite, laissant le message de l'opposition toucher une part moindre de la population ou, pire, une part de la population déjà acquise à sa cause sur le plan national.

Les actions de guerre informationnelle visant à diaboliser H. CHAVEZ et à discréditer ses politiques se poursuivent aussi, connaissant deux évolutions : leur internationalisation et l'évolution des narratifs. En effet, l'infoguerre prend de l'ampleur en dehors des frontières vénézuéliennes et américaines. Davantage de médias et de personnalités à l'étranger, notamment en Europe, tendent à faire résonance des messages.

Le narratif dénonciateur de l'échec du chavisme et du pays en ruine reste toujours en usage. La critique s'appuie régulièrement sur l'absence de mention des objectifs de la révolution bolivarienne ou de ses succès. L'effondrement de l'économie est mentionné comme inévitable, sans que soient évoquées l'hostilité constante des États-Unis ou les sanctions économiques imposées. Ce narratif décrit une dégradation linéaire de la situation depuis l'élection de CHAVEZ en 1998 sans prendre en compte la situation d'inégalité extrême de cette époque¹⁰⁸.

À cela s'ajoutent désormais les narratifs des liens avec le narcotrafic et celui d'une dictature antidémocratique et liberticide. Une stratégie de rupture est toujours à l'œuvre, visant à associer au pouvoir des faits suffisamment répréhensibles pour justifier son isolement de la scène (inter)nationale et son excommunication du débat. Des liens supposés du pouvoir avec des groupes considérés terroristes (p. ex. FARC, ELN, Al-Qaeda) sont plus fréquemment dénoncés par l'opposition. Si l'examen des preuves apportées n'est pas toujours convaincant, la théorie portée par le narratif laisse une place au doute, ce qui suffit à la rendre crédible. Le développement du narratif d'un pouvoir antidémocratique et liberticide s'alimente, lui, des actions menées par le gouvernement pour rétablir le rapport de force dans la sphère médiatique notamment. Des événements réels (p. ex. non-renouvellement de licence audiovisuelle, agressions contre la presse, violence endémique dans le pays) sont utilisés pour alimenter des campagnes de manipulation de l'information et crédibiliser les arguments portés par l'opposition. Par ailleurs, la sensibilité de ces sujets dans le monde occidental est forte, touchant à leurs valeurs profondes (démocratie et liberté), ce qui favorise leur acceptation et relais.

Le retrait de candidature de l'opposition aux législatives de 2005 entre dans ce schéma. L'objectif est de discréditer les résultats des élections, car l'obtention de scores anormalement élevés ne peut, dans l'inconscient collectif, qu'être le produit de tricherie et de fraude. Cette technique n'est pas nouvelle et a déjà été utilisée au Nicaragua précédemment, avec succès, où « cette victoire sans adversaires [permis] de délégitimer le premier scrutin démocratique organisé dans ce pays depuis 50 ans, et d'instiller, y compris en Europe, l'idée d'un Nicaragua

¹⁰⁸ VAZ Ricardo, « *Fallen Journalism: The Guardian in Caracas* », Venezuelanalysis.com, 07/01/2019.

sous la coupe d'un régime totalitaire. Rendant plus aisée l'entreprise de déstabilisation menée par la Maison Blanche et la contra¹⁰⁹ ».

Il s'opère aussi une tendance croissante de glissement vers les médias non traditionnels pour s'informer. Cela peut être vu comme une conséquence des années de propagande grise menée portée par les médias privés traditionnels, dont les opérations de manipulation deviennent connues et comprises des populations, qui font preuve de davantage de méfiance, voire de défiance, envers ces canaux de communication. Ce rejet accentue par ailleurs la polarisation du débat et de la société, où les positions entre les deux camps se font rares.

6. PERIODE 2013 – 2018 : L'ENLISEMENT

6.1. Contexte : autres éléments de conflits

6.1.1. SITUATION ECONOMIQUE

L'économie du pays largement dépendante des hydrocarbures subit une contraction sans précédent depuis 2014¹¹⁰. La situation économique générale du pays constitue l'un des éléments les plus difficiles à évaluer à ce jour. L'absence d'informations suffisamment complètes sur le sujet conduit le Fonds Monétaire International à se livrer à des estimations qu'elle invite à prendre avec la plus grande prudence. Toutefois, au regard des chiffres publiés à la fin du mois de mai par la banque centrale vénézuélienne (les premiers depuis trois ans), une chose apparaît toutefois certaine¹¹¹ : le pays connaît une situation d'hyperinflation telle (la prévision du FMI est de 10 000 000 % en 2019)¹¹² qu'il est aujourd'hui bien difficile pour un Vénézuélien rémunéré au salaire moyen de se nourrir à sa faim. Cette situation contribue à renforcer l'insécurité à travers tout le territoire de la République bolivarienne du Venezuela. L'an dernier, celle-ci est d'ailleurs devenue le pays le plus violent au monde¹¹³. Cette situation est surtout la conséquence du grand dénuement dans lequel vivent les Vénézuéliens¹¹⁴. Faute de pouvoir accéder à une devise comme le dollar, ceux-ci doivent se contenter de faire des paiements par carte bancaire et de ne plus utiliser la monnaie locale, le bolivar, dont la forte et constante dépréciation n'en fait plus un moyen de paiement sûr.

La crise économique a engendré une crise humanitaire dans les pays limitrophes qui accueillent les quelque 4 millions de réfugiés qui ont quitté le pays¹¹⁵ depuis 2014. L'accès aux biens de première nécessité et aux services publics essentiels est devenu une priorité pour une partie de la population paupérisée par la crise économique. Les services publics sont largement

¹⁰⁹ LEMOINE Maurice, « [Déserter calculée de l'opposition vénézuélienne](#) », Le Monde Diplomatique, 7 décembre 2005.

¹¹⁰ En 2012, [le prix du baril de brut avoisine les 110 \\$](#). En 2016, il est à 40 \$.

¹¹¹ [@AngelAlvaradoR](#).

¹¹² JACQUE Muryel, « [Une partie de l'or du Venezuela entre les mains des banques](#) », Les Échos, 7 juin 2019.

¹¹³ DELILLE Benjamin, « [Le Venezuela aura été le pays le plus violent au monde en 2018](#) », France Info, 3 janvier 2019.

¹¹⁴ Iris PERON, « [Venezuela : privés d'électricité, "les gens ont faim, soif, on craint des maladies"](#) », L'Express, 13 mars 2019.

¹¹⁵ « [Venezuela crisis : Four million have fled the country, UN says](#) », BBC, 7 juin 2019.

affectés et notamment dans l'incapacité de fournir des soins médicaux ou d'assurer la sécurité de façon satisfaisante.

6.1.2. 2013-2014 : ARRIVEE AU POUVOIR DE N. MADURO ET MANIFESTATIONS DE « LA SALIDA »

Le 8 mars 2013, N. MADURO devient président par intérim, à la suite du décès de Hugo CHAVEZ le 5 mars. Le 14 avril, MADURO remporte les élections présidentielles avec 50,7 % des suffrages (taux de participation 79,7 %), devançant de peu le candidat de l'opposition Henrique CAPRILES qui dénonce des irrégularités dans le scrutin. Les jours qui suivent sont marqués par des affrontements entre chavistes et militants de l'opposition et le recomptage des voix est autorisé par le Conseil National Électoral (CNE).



Venezuela : un pays déchiré
Dessin de Angel Boligán Corbo, avril 2013

Le 8 décembre 2013, les élections municipales sont remportées par le PSUV dans une majorité de villes¹¹⁶. Le 4 février 2014, des étudiants de l'université de San Cristobal (État de Tachira) initient un mouvement de protestation pour réclamer plus de sécurité sur les campus (assassinat le 9 janvier de Hector BRICENO, leader d'un mouvement étudiant à Merida)¹¹⁷. À la suite de l'arrestation d'un groupe d'étudiants, de nouvelles manifestations étudiantes ont eu lieu à travers tout le pays. Des membres de l'opposition politique, tels que Leopoldo LOPEZ (leader du parti politique Voluntad Popular) et Maria Corina MACHADO, se sont emparés du phénomène et aux questions de sécurité se sont ajoutées les problématiques d'inflation, de pénuries, de crise économique¹¹⁸. L'objectif de ces manifestations est devenu la démission de N. MADURO. Pour contrer cet élan populaire, des contre-manifestations progouvernementales

¹¹⁶ DELCAS Marie, « [Venezuela : le résultat des élections municipales conforte la légitimité du président Maduro](#) », Le Monde, 9 décembre 2013.

¹¹⁷ Les Temps Modernes, Venezuela 1998/ 2018 – Le pays des fractures. Annexe : Brève chronologie de l'histoire vénézuélienne.

¹¹⁸ Les Temps Modernes, Venezuela 1998/2018 – Le pays des fractures. Annexe : Brève chronologie de l'histoire vénézuélienne.

ont été organisées. Une grande violence a résulté des tensions entre les 2 camps et de la répression exercée par les forces de sécurité et les milices armées (« *colectivos* »)¹¹⁹. Parmi les victimes, certaines ne faisaient pas partie des cortèges de manifestants. Amnesty International rapporte que parmi les personnes arrêtées, des cas de tortures, de mauvais traitements et d'atteintes aux droits de l'homme ont été dénoncés. En mars 2015, les acteurs de ces actes n'ont pas encore été traduits en justice ; ce qui démontre un manque de volonté de la part du gouvernement de punir les violences commises par les forces de sécurité et les milices armées progouvernementales. Le rapport d'Amnesty International fait également état d'un usage excessif de la force et de détentions arbitraires par les autorités vénézuéliennes à l'égard des manifestants antigouvernementaux. Cette volonté d'endiguer et réprimer les opposants au régime serait une preuve que le gouvernement ne tolère aucune critique ou acte contre lui.

MADURO affirme que les manifestations de février et mars 2014 font partie d'un plan de déstabilisation et d'une volonté de coup d'État. Par ailleurs, il accuse les maires d'opposition de promouvoir la violence. Malgré ces accusations à l'encontre de l'opposition, N. MADURO convoque une « conférence de paix » qui sera boycottée par les partis d'opposition formant la Table de l'unité démocratique (MUD) le 26 février. Cette conférence avait pour but de trouver des solutions à la crise que traverse le pays.

Le 18 février, Leopoldo LOPEZ, accusé d'être à l'origine des affrontements entre opposants et soutiens au gouvernement ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, se rend à la police. Jugé coupable, il est condamné à 14 ans d'emprisonnement.¹²⁰

6.1.3. 2015-2016 : VICTOIRE DE L'OPPOSITION AUX ELECTIONS LEGISLATIVES ET PROCEDURE REVOCATOIRE

Le 6 décembre 2015, le MUD¹²¹ remporte les élections législatives avec 56,2 % des voix (participation de 74,2 %). Le 2 mai 2016, la nouvelle Assemblée législative demande auprès du Conseil National Électoral (CNE) l'organisation d'un référendum révocatoire en vue de destituer MADURO. Pour contrer cette mesure, N. MADURO tente de prolonger l'état d'exception (en vigueur depuis janvier du fait de la crise économique), mais le Parlement refuse d'entériner ce décret.

Cependant à la suite d'irrégularités dans le scrutin¹²², le gouvernement suspend l'élection de 3 députés de l'opposition de l'État d'Amazonas. Les conséquences de cette suspension sont :

- L'opposition ne dispose plus des deux tiers des sièges nécessaires pour entamer la procédure de référendum révocatoire en vue de destituer MADURO. La procédure, ayant malgré tout été lancée et a été suspendue par le Conseil National Électoral (CNE), dont les membres sont acquis à la cause gouvernementale ;

¹¹⁹ Amnesty International, Venezuela : The faces of impunity, mars 2015.

¹²⁰ LEZAMA Paula Vasquez, « Pays hors service » (Essais et documents) (French Edition). Buchet/Chastel. Kindle Edition, section 235.3057.

¹²¹ Mesa de la Unidad Democrática (Table de l'Unité Démocratique).

¹²² AFP, Le Point, « [Venezuela : La justice suspend l'élection de députés de l'opposition](#) », 31 décembre 2015.

- Le gouvernement ayant déclaré "l'assemblée illégale", chaque loi votée par l'opposition sera rejetée par le Tribunal Suprême de Justice (TSJ)¹²³. De ce fait, il ne peut plus y avoir de débat politique.

Le 1er septembre 2016, des manifestations ont lieu à Caracas pour que soit tenu le référendum révocatoire, retardé par le CNE. Le 5 septembre, la Cour Suprême invalide toutes les décisions prises par l'Assemblée nationale ; remettant en cause sa légitimité.

En octobre 2016, la mise en œuvre du référendum révocatoire est suspendue après la décision de la Cour Suprême d'invalider la demande faite par le MUD.

En novembre 2016, le gouvernement et l'opposition entament des négociations en vue de trouver des solutions à la crise traversée par le pays.

6.1.4. LE TRIBUNAL SUPREME DE JUSTICE S'ARROGE LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE EN MARS ET UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE EST ELUE EN JUILLET

- Le 30 mars 2017, N. MADURO utilise la crise économique que traverse le pays pour justifier la répression et les mesures autoritaires prises. Selon lui, les maux subis par la population tels que l'hyperinflation, les pénuries et l'effondrement du système bancaire ont été causés par l'acharnement des opposants au régime et de leurs alliés américains et colombiens, par le biais de la guerre économique. Le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) en supprimant l'immunité des députés et en s'octroyant les pouvoirs de l'Assemblée nationale permet au gouvernement MADURO de décréter l'état d'exception et de diriger le pays par décrets. Il n'y a plus de séparation des pouvoirs : le judiciaire ayant pris le pas sur le législatif et les militaires étant acquis à la cause de l'exécutif.
- En avril 2017, la Cour Suprême revient sur ses décisions du mois de mars ; ces décisions ayant été jugées anticonstitutionnelles par l'opposition, mais aussi le camp du pouvoir (par la procureure générale Luisa ORTEGA DIAZ, proche de CHAVEZ). Le 19 avril, les manifestations organisées par l'opposition pour l'organisation de nouvelles élections et la répression policière causent une trentaine de morts.
- Le 13 juin 2017, Luisa ORTEGA DIAZ reproche à 8 membres de la Cour Suprême d'être les instigateurs de la confiscation des pouvoirs de l'Assemblée nationale au mois de mars. En réponse à ces accusations, la Cour Suprême engage des poursuites contre Luisa ORTEGA DIAZ pour fautes graves, le 20 juin.
- Le 30 juillet 2017, une Assemblée Constituante est élue. Selon Frédérique Langue (directrice de recherche au CNRS et spécialiste d'histoire sociale, culturelle et politique du Venezuela), c'est l'apogée des mesures répressives prises par le gouvernement : cette élection n'est pas en adéquation avec la Constitution bolivarienne de 1999 et enlève toute légitimité à l'Assemblée nationale élue l'année précédente.¹²⁴ Cette élection a été contestée par l'opposition après l'invalidation du référendum par le CNE, visant au rejet de l'élection de la constituante. Le 31 juillet, Washington gèle les avoirs de MADURO aux États-Unis.
- Le 2 août 2017, à la suite des différences dans le décompte du scrutin à l'élection de l'Assemblée nationale Constituante (ANC), une enquête est ouverte pour déterminer si des manipulations ont été commises. Le 5 août, Luisa ORTEGA DIAZ, à l'origine de l'enquête, est démise de ses fonctions par l'ANC. Le 9 août, les États-Unis d'Amérique gèlent les avoirs de personnalités

¹²³ LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service* », Buchet/Chastel (Kindle Edition), 2019, Location 340/3057.

¹²⁴ LANGUE Frédérique, « [Le Venezuela est une île](#) », Libération, 31 août 2017.

chavistes impliquées dans la mise en place de l'ANC. Le 25, ils vont plus loin en interdisant à l'État et à PDVSA l'accès aux marchés de capitaux américains.

- Le 15 octobre 2017, malgré une forte abstention, le PSUV remporte les élections régionales dans 18 des 23 états que compte le Venezuela. Le 23 octobre, 4 des 5 élus MUD prêtent serment devant l'ANC, leur décision illustrant la division au sein de l'opposition.
- Le 20 mai 2018, N. MADURO est réélu avec 67,8 % des voix (avec un taux de participation de 46,1 %).
- Le 4 août 2018, le président MADURO est visé lors d'un attentat (explosion de 2 drones) revendiqué par le groupe Los Soldados de Franela¹²⁵. Le 17 août, N. MADURO annonce un plan de relance économique avec une nouvelle monnaie le "bolivar souverain" dévalué de 96 % et indexé sur la cryptomonnaie petro ; la multiplication par 35 des salaires.¹²⁶

6.1.5. BOULEVERSEMENT DU PAYSAGE MEDIATIQUE

[Si les messages des autorités](#) n'ont pas évolué durant la période, l'environnement médiatique va être bouleversé par un ensemble de facteurs : la dégradation de la situation économique, le recul des médias traditionnels et l'émergence des médias sociaux ; et dans une plus large mesure, le renforcement de la mainmise de l'Etat sur les médias et les attaques contre la liberté de la presse.

CANTV, opérateur étatique, est le leader sur les marchés fixe, haut débit et mobile (avec sa société Movilnet). D'une part l'opérateur possède une grande partie des infrastructures filaires (dorsale) et d'autre part il propose les abonnements les plus compétitifs (du fait d'un accès à des taux de change privilégiés). Si le taux de pénétration de l'accès à Internet n'a cessé de progresser jusqu'en 2016, la tendance s'est inversée depuis. Il en est de même pour les abonnements à la téléphonie mobile. L'intensification de la crise économique en est à l'origine. En effet, une grande partie des Vénézuéliens ne peut plus acheter d'équipements tels que des ordinateurs et téléphones portables du fait de l'hyperinflation et des prix prohibitifs de ces produits. Par ailleurs, les entreprises, du fait des difficultés d'obtention de devises étrangères (contrôle des changes), peinent à maintenir leurs infrastructures et à se procurer les équipements nécessaires.

Si la qualité de connexion proposée a toujours été faible sur une grande partie du territoire, la détérioration des infrastructures et des services Internet et mobiles, associée à l'augmentation des coupures d'électricité, complique fortement l'accès à Internet et donc à l'information. En 2018, malgré l'autorisation du gouvernement d'augmenter les tarifs des abonnements afin de permettre aux opérateurs d'assurer la maintenance de leurs infrastructures, ces derniers ne sont pas parvenus à améliorer l'accès à Internet et les services fournis.

Le déclin des médias traditionnels s'est accéléré à la suite de la prise de pouvoir de N. MADURO.

¹²⁵ Rédaction de France Soir, [Venezuela : le mystérieux groupe qui a revendiqué l'attentat raté contre Maduro](#), France Soir, 5 août 2018.

¹²⁶ DELCAS Marie, [« Maduro multiplie le salaire minimum par 35 pour tenter de sortir le Venezuela de la crise »](#), Le Monde, 20 août 2018.

La presse écrite a été particulièrement affectée par un ensemble de facteurs liés à la censure, au transfert de l'intérêt de la population vers d'autres médias, et à la dégradation de la situation économique. Les difficultés à se procurer du papier, dont l'approvisionnement est contrôlé exclusivement par l'organisme Complejo Editorial Alfredo Maneiro¹²⁷ appartenant au gouvernement ont fortement contribué à cette situation. Les journaux les plus importants ont pu assurer une transition en assurant la diffusion par voie numérique de leurs éditions. Ce n'est pas le cas de structures plus petites ou régionales, disposant de moins de moyens tant financiers que techniques. D'où la disparition d'un certain nombre de journaux traditionnels au cours des dernières années et la réduction des tirages papier. Selon l'ONG *Espacio Público*¹²⁸, 134 journaux étaient publiés dans le pays en 2013, et moins de la moitié était encore en activité en 2018. À titre d'exemple, le 17 mars 2016, le journal *El Carabobeño*, l'un des plus anciens du Venezuela, a annoncé l'impression de sa dernière édition, victime de la pénurie de papier.

Les stations de radio ont subi le même sort que la presse écrite avec une réduction des stations en activité et un contrôle important du gouvernement sur une majorité des stations encore en activité. La seule fréquence ayant une couverture nationale est la station d'information Radio Nacional de Venezuela détenue par l'État.

La télévision reste une des sources importantes d'information bien qu'une partie de la population n'ait plus confiance en raison des interventions de l'État et de la censure. Le nombre de chaînes publiques a augmenté et un des moments déterminants a été le retrait de l'autorisation de diffusion à RCTV (Radio Caracas Televisión), une des chaînes privées les plus importantes du pays par le gouvernement CHAVEZ, qui a confié la licence à Televisora Venezolana Social (Venezuelan Social TV - TVES), un média progouvernemental. Les chaînes privées qui maintiennent leur activité passent un accord avec les autorités et gardent une ligne éditoriale neutre ou se concentrent sur le divertissement. C'est le cas par exemple de Bene Vision, la chaîne de Gustavo Zineiro, l'une des personnes les plus riches du pays.¹²⁹

Selon l'étude de Medialandscape, 18 chaînes de télévision sont en activité en 2019, 13 d'entre elles sont contrôlées par l'État et les autres ont une ligne éditoriale autocensurée. La télévision est utilisée par 51 % ou 44 % des Vénézuéliens selon les sources, comme source principale d'information.

\\ Quelle est la part réelle des médias indépendants ?

La liberté de la presse fait également l'objet d'analyses contradictoires et une minorité d'analystes européens décrivent un paysage médiatique pluraliste. Ils insistent sur le rôle important des acteurs privés qui possèdent une forte majorité du paysage médiatique – 85 % des radios et TV et un quasi-monopole [sur la presse écrite en 2017](#).

¹²⁷ RSF, « [Une quarantaine de journaux affectés par la pénurie de papier au Venezuela](#) », Reporters Sans Frontière, 12 septembre 2014.

¹²⁸ Espacio Publico. "Informe 2017: Situación del Derecho a la Libertad de Expresión e Información." 3 mai 2018

¹²⁹ Interview de Mr. Rodolfo MARRERO, conseiller politique, Comité International de la Croix-Rouge, Caracas, 05 Juin 2019

En 1998, on comptabilise 89 journaux, dont l'intégralité est privée, 24 chaînes de TV à diffusion nationale, dont 21 sont privées¹³⁰ et 304 radios FM privées. En 2017 on en compte 63 chaînes de TV privées et 481 radios privées¹³¹. En 2014, 102 journaux, dont 56 % privés et 8 % détenus par l'État, et 105 chaînes de TV, dont 46 % privées.

Cette domination se retrouverait aussi en termes d'audience. En 2015, les médias TV privés (Venevision, Televen et les chaînes du câble en tête) représentaient 85 % des parts d'audience, contre 15 % pour les médias TV publiques et communautaires¹³². Cette proportion resterait stable durant la décennie 2000¹³³.

Malgré l'intérêt croissant de la population qui se détourne des médias traditionnels, le développement de la télévision digitale et de la télévision par câble est limité par les conditions précaires des infrastructures. Les journaux nationaux disposant de suffisamment de moyens ont continué à diffuser par la voie numérique. La télévision a également utilisé ce canal avec le développement de l'IPTV (Télévision diffusée sur un réseau utilisant l'Internet Protocol).

Internet est devenu une source incontournable d'information. Le contrôle des autorités s'est renforcé, notamment avec la Loi contre les discours de haine de 2017 qui a augmenté les fermetures de sites Web et le blocage des médias internationaux. Le taux de pénétration d'Internet au Venezuela serait de 59 % en 2018 (*Tendencias Digitales*, 2018), bien que les chiffres varient selon les sources. C'est l'un des taux les plus faibles en Amérique Latine. Cela s'explique en partie par la faiblesse de la connectivité et la lenteur des connexions. Selon les sources, Internet se place pour 8,8 à 11 % des Vénézuéliens comme la source principale d'information¹³⁴.

Selon un observateur qui ne souhaite pas partager son identité, les meilleurs journalistes et propriétaires de média ont migré sur le Web. C'est également là que l'on peut encore trouver des critiques du gouvernement. Les autorités organiseraient une pression limitée et c'est un « jeu » de censure et de contre-information. Ces médias ne seraient en revanche pas très puissants. Les États-Unis utilisent également des sites Web. Par exemple, le sénateur Marco Rubio poste toutes les semaines des critiques de la révolution, et d'autres personnalités politiques américaines publient des tweets dans ce sens.

Les médias sociaux sont devenus un élément important de mobilisation des mouvements sociaux et une source d'information alternative. Malgré la polarisation, les médias sociaux ainsi que les médias digitaux ont élargi la variété des opinions, et ont ciblé les messages sur des audiences plus restreintes.

Aujourd'hui, c'est à travers les réseaux sociaux (tels que Facebook, YouTube ou Twitter) sur lesquels il est plus difficile d'appliquer un contrôle, que les voix de l'opposition diffusent leurs messages. En 2013, on dénombre 10 millions d'utilisateurs Facebook et [3 millions pour Twitter](#).

¹³⁰ CORRALES Javier, "[The Authoritarian Resurgence](#)", Avril 2015.

¹³¹ [Médiapart](#), septembre 2017.

¹³² [Médiapart](#), septembre 2017.

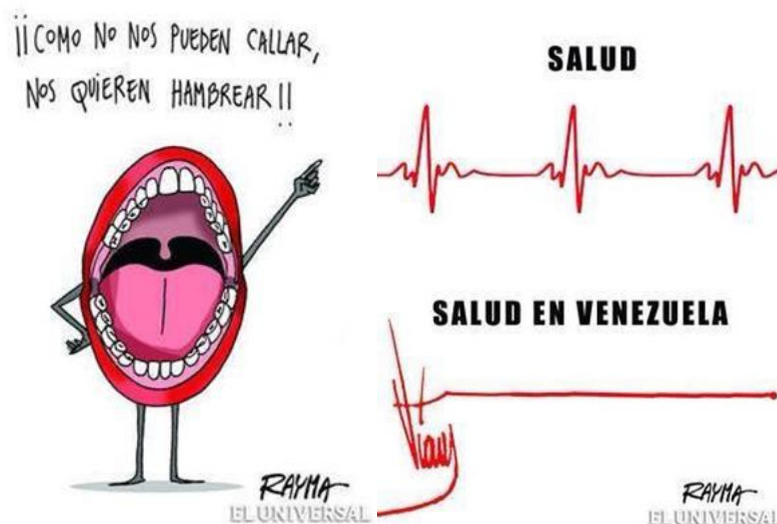
¹³³ « [Médias et Venezuela](#) », Le Monde Diplomatique, décembre 2010.

¹³⁴ ARCILA Caldéron Carlos, BLANCO HERRERO David, "[Medialandscapes – Venezuela](#)".

Du fait de la vitesse de propagation et du nombre de personnes touchées simultanément, ils agissent comme une caisse de résonance.

« Ces contestations combinent deux types de réseaux, et d'espaces, de façon inédite : les réseaux numériques où les personnes se mobilisent et structurent leurs actions, et les réseaux urbains, dans lesquels ils deviennent visibles et se manifestent dans la société. Quand il arrive que le mouvement soit réprimé, comme ce fut le cas en Turquie ou encore en Chine il se replie temporairement sur Internet. En effet, il s'agit de mouvements « rhizomiques », qui se développent de façon horizontale et souterraine, mais qui ne disparaissent jamais. » 135

Selon les sources, 16 à 18 % des Vénézuéliens considèrent les médias sociaux comme leur principale source d'information¹³⁶. Facebook, YouTube et Twitter sont largement utilisés par les opposants au gouvernement où ils sont surreprésentés, car leur position est peu présente dans les médias traditionnels. Ce qui expliquerait un usage des médias sociaux au Venezuela supérieur à la moyenne d'Amérique Latine.



Dessins publiés sur Twitter en août et septembre 2014, par l'illustratrice de presse vénézuélienne Rayma SUPRANI (elle annonce sur Twitter son licenciement du quotidien El Universal à cause de ces dessins)

Les leaders d'opinion ont pris de l'importance avec les médias sociaux, tel que le site de l'Assemblée Populaire Révolutionnaire Américaine (Asemblea Popular Revolucionaria Americana) Aporrea.org. Fondé en 2002 pour défendre les résultats du socialisme à la suite du coup d'État manqué contre H. CHAVEZ, ce groupe politique en soutien au gouvernement est devenu un acteur digital influent. Les leaders politiques ont également un rôle important, tant pour MADURO et sa présence régulière dans les médias que les leaders de l'opposition comme Henrique CAPRILES, Leopoldo LOPEZ, et le « président par intérim » J. GUAIDO.

¹³⁵ DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « [Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien](#) », 4 septembre 2017.

¹³⁶ ARCILA Caldéron Carlos, BLANCO HERRERO David, « [Medialandscapes – Venezuela](#) ».

6.2. La guerre de l'information du gouvernement

6.2.1. MISE EN CAUSE SYSTEMATIQUE DE L'OPPOSITION, QUALIFIEE DE PROJET IMPERIALISTE

Les autorités appuient leur communication sur la continuité de la révolution bolivarienne et du projet Chaviste. Ils maintiennent également un positionnement anti-impérialiste et de défense contre les ingérences nord-américaines.

À ce titre, elles affirment que les manifestations de février et mars 2014 font partie d'un plan de déstabilisation impérialiste et d'une volonté de coup d'État. Le gouvernement va répéter ce message les années suivantes et élargir sa présence dans les médias. En 2017, les autorités vont également justifier la prise de contrôle du pouvoir législatif en imputant toute manifestation de l'opposition à une démarche impérialiste nord-américaine. Les sanctions imposées par les États-Unis accentuent la crise économique du pays et confortent le plaidoyer de N. MADURO dénonçant la guerre économique menée par les forces « impérialistes ».

Les médias sont au centre de la crise vénézuélienne. Sur la base du rôle des télévisions privées lors du putsch raté de 2002, les autorités ne cessent de dénoncer une « guerre médiatique ». Le Président MADURO répète que la presse internationale ferait le jeu de l'opposition « fasciste », qui n'a jamais reconnu sa légitimité à la suite de l'élection présidentielle controversée d'avril 2013.

Au-delà du message centré sur la glorification du projet de révolution bolivarienne et la réponse aux pressions des États-Unis, c'est essentiellement à travers des atteintes à la liberté de la presse, un renforcement de la censure et la prise de contrôle de l'espace médiatique que les autorités s'engagent dans cette guerre de communication avec l'opposition et leur sponsor principal les États-Unis. Il s'agit donc plus d'une guerre pour l'information qu'une guerre menée par les autorités sur le contenu.

6.2.2. LE DEVELOPPEMENT DES OUTILS D'UNE PRISE DE CONTROLE DES MEDIAS

\\ Renforcement de l'arsenal législatif

Le cadre législatif et réglementaire, ainsi que le pouvoir de la Commission nationale de Télécommunication (CONATEL) sont devenus des outils de censure. Plusieurs médias ont été fermés de façon temporaire ou définitive et des professionnels des médias ont été emprisonnés ou ont subi des sanctions.

La CONATEL régit notamment les autorisations de diffusion, les attributions de fréquences. Elle est à l'origine des fermetures de nombreux médias et de sanctions à l'encontre de journalistes qui auraient violé la loi en vigueur dans le secteur.

Bien que la constitution protège la liberté de la presse, trois lois sont notamment utilisées comme instrument de censure :

- La *ley orgánica de telecomunicaciones* (LOTEL) est adoptée en 2000 et modifiée en 2011 dans un sens restrictif. Elle a permis la fermeture de plusieurs médias et elle donne à la *CONATEL*¹³⁷ le pouvoir de contrôler l'application de l'ensemble des lois relatives au secteur¹³⁸ ;
- La *Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión* (RESORTE) adoptée en 2004 a pour but la promotion de la responsabilité sociale de tous les professionnels des médias. Elle prévoit notamment l'obligation de diffusion des messages du gouvernement. Initialement destinée à la radio et à la télévision, elle s'applique à l'ensemble des médias sociaux et digitaux depuis 2010 ;
- La *Ley contra el Odio, por la Convivencia Pacífica y la Tolerancia* (loi contre la haine, pour la coexistence pacifique et la tolérance) adoptée en 2017 se concentre sur les médias sociaux et Internet. Le manque de définition de discours de haine ouvre la possibilité d'une application arbitraire de peines jusqu'à 20 ans de prison¹³⁹. Son interprétation permet entre autres la fermeture ou le blocage de sites jugés contrevenir à la loi.

\\ Une pression croissante à l'encontre des journalistes

Les journalistes subissent des pressions répétées : attaques à l'encontre des médias, menaces envers les quotidiens et les dirigeants. La réponse aux manifestations antigouvernementales de février 2014 est symptomatique : selon le Syndicat vénézuélien des travailleurs de la presse (SNTP), vingt journalistes auraient été victimes d'agressions durant les 3 premières semaines de février. Le Président MADURO a également menacé de « virer CNN du Venezuela » qu'il accuse de propager de la propagande de guerre au cours d'une longue déclaration retransmise par l'ensemble des chaînes nationales. La violence n'est pas uniquement le fait de la force publique et les journalistes qui travaillent pour les médias officiels ont également été victimes de violence. Le siège de la télévision publique a été assailli par des manifestants à coup de cocktails Molotov.

Reporter Sans Frontières (RSF) a décrit les atteintes à la liberté de la presse au Venezuela dans une série de documents. Le 2 septembre 2016, RSF fait le bilan de la dégradation de la situation durant l'année¹⁴⁰. Le rapport décrit les blocages aux frontières de correspondants étrangers (français, colombiens, et américains). Il mentionne notamment une série d'attaques subies par la presse du pays entre avril et août 2016 : attaque du siège du quotidien *El Naccional*, du journal *Diario de Los Andes* dans la ville de Valera (ouest du Venezuela), du quotidien *El Aragüeño* dans la ville de Maracay, et du journal *Correo del Caroní*. Il mentionne également des agressions physiques des représentants de la presse locale et nationale durant les manifestations du 21 avril et du 2 juin 2016 à Caracas.

137 Commission Nacional de Telecomunicaciones : autorité de réglementation et de délivrance de licences du secteur des Télécommunications

138 Urribari Raisa, Diaz Hernandez Marianne. « *Políticas públicas para el acceso a Internet en Venezuela* ». Juillet 2018 ;

139 Espacio Publico. « *Informe 2017 : Situación del Derecho a la Libertad de Expresión e Información* », 2018,

140 RSF, « *Venezuela : attaques en série contre la liberté de la presse* », 2 septembre 2016.

En 2017, le SNTP dénonce les violences commises contre des journalistes par l'armée durant les manifestations contre le gouvernement de Nicolás MADURO et la censure d'une cinquantaine de médias en quelques mois¹⁴¹.

Selon un rapport de Freedom House de 2018, la liberté d'Internet serait également remise en question au Venezuela : détérioration des services de télécommunication, blocage temporaire de l'accès à certaines plateformes par la censure du régime, et les premières arrestations en janvier 2018 sur la base de la loi contre la haine et [l'intimidation de journalistes](#).

\\ Renforcement des messages du gouvernement aux médias autorisés

N. MADURO avait annoncé en septembre 2013 l'obligation pour l'ensemble des médias, publics et privés, de diffuser deux annonces officielles quotidiennes, assurant la présence régulière des messages des autorités sur les écrans de télévision. Les *Cadenas* (qui signifie chaînes) sont de longs monologues présidentiels obligatoirement retransmis en direct par toutes les chaînes nationales de radios et de télévisions sans préavis. La durée évolue en fonction des priorités, et celle du 21 février 2014 a par exemple duré près de trois heures en réponse aux manifestations de l'opposition¹⁴².

\\ Restriction de l'accès à certaines informations

Parallèlement, l'accès à certaines informations serait compromis avec le décret fondateur d'un nouvel organisme du renseignement. Le 7 octobre 2013, le Centre Stratégique de Sécurité et de Protection de la Patrie (CESPPA) se substitue au Centre d'Étude Situationnelle de la Nation (CESNA), instauré en 2010. L'article 9 du même décret donne pouvoir au CESPPA de déclarer « classifiées » ou « réservées » des informations sensibles.¹⁴³

6.2.3. PRISE DE CONTROLE DES MEDIAS ET CENSURE

En réponse aux manifestations de février 2014, les autorités renforcent leur contrôle des médias et la censure dans un but affiché de réduction de la violence et de lutte contre l'impérialisme.

Selon RSF, le gouvernement renforce les mesures attentatoires à la liberté de la presse dès l'arrivée de MADURO au pouvoir. Plusieurs chaînes privées auraient été fermées par les autorités en 2013 ou se seraient vu imposer une nouvelle direction et ligne éditoriale¹⁴⁴. La censure touche l'ensemble des médias, y compris les médias sociaux pour lesquels l'usage de VPN est devenu indispensable pour accéder à certains sites. Le paysage sera largement modifié par une érosion des médias d'opposition au profit de médias contrôlés par les autorités ou de médias dont la ligne éditoriale soutient le gouvernement en place.

Reporters Sans Frontière indique que la licence de la chaîne privée Atel TV (État de Zulia) a été suspendue par la CONATEL, tandis que Ciudad TV (autre chaîne privée de l'État de Zulia) a été

¹⁴¹ AFP, « Venezuela : des journalistes agressés et volés par les militaires », *Le Monde*, 6 juin 2017.

¹⁴² DELCAS Marie, « [Les médias au cœur de la crise politique au Venezuela](#) », 21 février 2014.

¹⁴³ RSF, « [L'information compromise avec le décret fondateur d'un nouvel organisme de renseignement](#) », 11 octobre 2013.

¹⁴⁴ RSF, « [Deux mois après la présidentielle, la tension médiatique perdure](#) », 11 juin 2015.

fermée pour raison administrative peu de temps après l'élection de MADURO. Dans la même veine, des journalistes d'opposition n'auraient pas pu accéder à l'enceinte parlementaire. Les menaces et intimidations à l'encontre des médias privés et de leurs dirigeants sont monnaie courante.

À ce titre, la vente de Globovision, en 2013, a fait passer cette chaîne privée, proche de l'opposition, à des mains plus proches des autorités. En octobre 2013, une procédure administrative est entamée à l'encontre de Globovision qui, en publiant des infos sur les pénuries alimentaires, aurait ainsi tenté de déstabiliser l'exécutif et paniquer la population. Les informations sur les pénuries sont assimilées à de la « propagande de guerre ». Cet argument permet au gouvernement de généraliser la censure.¹⁴⁵

En réponse aux manifestations de 2014, dès le 11 février, la CONATEL a annoncé que la « couverture d'évènements violents » serait passible de sanctions, conformément à la loi de responsabilité sociale à la radio, à la télévision et dans les médias électroniques (*Resortmec*), qui interdit la diffusion de contenus faisant l'apologie de la violence ou de la haine⁴². Parallèlement, le signal de la chaîne d'information colombienne *NTN24*, qui relayait des messages de l'opposition, a été coupé au Venezuela le 12 février.

Les autorités également ont tenté de limiter l'accès aux médias sociaux. Le fournisseur de téléphonie et de services Internet CANTV a bloqué le service d'hébergement d'images de Twitter selon le porte-parole officiel de l'entreprise, Nu WEXLER, lors des manifestations de février 2014. Le réseau social a alors mis en place des moyens type SMS pour permettre aux utilisateurs de continuer d'utiliser Twitter¹⁴⁶.

D'autres perturbations sur l'accès à Internet et des blocages de sites Web ont été recensées sur cette période, en particulier au moment des élections (présidentielles et législatives) et de la répression policière exercée pendant les manifestations :

En 2013, le site du CNE a été inaccessible au moment du décompte des votes que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ; impliquant l'impossibilité de suivre l'évolution du vote en temps réel ;

La CANTV a imputé les perturbations lors des élections législatives de 2015 à l'utilisation [massive d'Internet](#) ;

Entre 2013 et 2018, le gouvernement vénézuélien via la CONATEL a ordonné le blocage de nombreux sites nationaux et internationaux fournissant des informations sur la politique, les mobilisations et des questions économiques (Noticiero Digital, Globovisión, 6to Poder, DolarToday, NTN24, Infobae ...) ;

En juin 2017, des utilisateurs de différentes villes du Venezuela ont signalé que plusieurs plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, Twitter, YouTube et Periscope, étaient temporairement inaccessibles ;

Plusieurs vidéos postées sur YouTube et sur d'autres sites médiatiques ont également été ciblées pour être supprimées. En novembre 2015, le CNE a lancé des procédures administratives contre la Chambre vénézuélienne de l'industrie alimentaire (CAVIDEA) et l'Université catholique Andrés Bello (UCAB), les exhortant à retirer une série de vidéos sur leurs chaînes YouTube qui promouvaient le droit de voter lors des élections de décembre. Selon le CNE, les vidéos enfreignaient les règles de la campagne interdisant la diffusion de propagande politique et le vote par des personnes non

¹⁴⁵ RSF, « [L'information sur les pénuries assimilée par le pouvoir à de la "propagande de guerre"](#) », 2 octobre 2013.

¹⁴⁶ PERISSAT Guillaume, « [Venezuela : la guerre des réseaux sociaux](#) », L'informaticien, 20 février 2014.

autorisées. Le résultat des procédures reste inconnu à la mi-2016, bien que les vidéos n'aient jamais été retirées.

Les rapports entre 2013 et 2018 sur la liberté sur Internet de [FreedomHouse](#) ont également noté une recrudescence des cyberattaques et des usurpations d'identité (compromission des comptes Twitter d'opposants politiques), en particulier au moment des diverses élections et des manifestations.

Outre les manœuvres « habituelles » utilisées pour intimider les journalistes indépendants ou d'opposition (harcèlement, licenciement...), les forces de l'ordre ont récupéré des téléphones de manifestants pour compliquer l'organisation des mobilisations, elles ont supprimé les images et les vidéos prises lors de ces manifestations et tenté de pénétrer les réseaux d'opposition après l'analyse des contenus. Le gouvernement a également utilisé la législation condamnant la mise en péril de la sécurité nationale et suscitant l'anxiété publique pour multiplier les arrestations arbitraires d'utilisateurs de réseaux sociaux, à la suite des manifestations contre le gouvernement. Au moins huit utilisateurs de Twitter ont été arrêtés entre août et octobre 2014 et la plupart d'entre eux étaient toujours en détention sans procédure légale [à compter de mai 2015](#).

En 2017, 54 stations auraient été fermées. En 2002, il n'y avait qu'une chaîne publique (Canal8). En 2013, on en dénombrait 6 et aujourd'hui elles sont au nombre de 13 appartenant à l'État.¹⁴⁷ Outre le contrôle par l'État d'une majorité des chaînes nationales et de la censure exercée sur l'ensemble des canaux de diffusions, les chaînes dites privées pratiquent l'autocensure.

Une des conséquences de la perte de crédibilité des médias est la forte demande pour les médias internationaux afin de comprendre ce qui se passe réellement dans le pays. L'autocensure touche cependant également les médias internationaux.

6.2.4. LE CARNET DE LA PATRIE OU INSTRUMENT DE CONTROLE SOCIAL

En février 2017, le gouvernement a introduit « le carnet de la patrie » utilisé initialement par les Vénézuéliens pour bénéficier des prestations de l'état telles que l'accès aux CLAP¹⁴⁸, à du carburant à des prix subventionnés. Ce carnet, sorte de carte d'identité électronique, collecte des données de base telles que l'adresse, la date de naissance, etc., mais également d'autres données à caractère personnel comme l'adhésion à un parti politique. Cela a suscité des inquiétudes quant à l'utilisation faite de ces informations et leur rôle dans l'accès à l'aide sociale pour une partie de la population. Par ailleurs, lors de la campagne présidentielle de mai 2018, le compte Twitter @CarnetDeLaPatria était utilisé comme chaîne de promotion de la candidature de MADURO¹⁴⁹.

¹⁴⁷ AFP, « Près de cinquante médias fermés par le gouvernement vénézuélien », Le Monde, 27 août 2017.

¹⁴⁸ Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production.

¹⁴⁹ MEJIAS Romhan April, CHIRINOS Mariengracia, « [El Carnet de la Patria : comando presidencial 2.0](#) », IPYS, 23 juin 2018.

6.3. La guerre de l'information de l'opposition

Au sein de l'opposition politique, des dissensions existent. Elles opposent principalement les leaders du mouvement la Salida (Maria Corina MACHADO et Leopoldo LOPEZ) qui ont pour but la démission de N. MADURO au moyen des mobilisations civiles et l'« électoralisme » promu par Henrique CAPRILES et Ramon Guillermo AVELEDO ; dont la fin est également la démission de MADURO, mais par la voie électorale :

« En coulisses, dans la sphère des chuchotements, deux stratégies s'affrontent : le solidismo, du mouvement La Salida (dont les principaux représentants sont Maria Corina Machado et Leopoldo Lopez, et qui prône la démission de Nicolas MADURO), et l'« électoralisme » (défendu par Henrique Capriles et Ramon Guillermo Avelado, et qui promeut un projet politique centriste en alternative au chavisme pour arriver au changement par la voie électorale). La bataille entre ces deux postures incompatibles est rude. Aucune ne portera ses fruits jusqu'à ce que la MUD éclate en octobre 2018. Entre ces deux stratégies, différentes personnalités se cherchent des opportunités individuelles. C'est le cas d'Henri Falcon. Proche de Chavez, ex-militaire et gouverneur de l'État de Lara, il décide de se présenter à l'élection présidentielle anticipée de mai 2018 face à Nicolas MADURO alors que la MUD ne participe pas au scrutin, qu'elle qualifie d'illégal et d'antidémocratique. »¹⁵⁰

Avec le verrouillage des médias traditionnels par le gouvernement, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux, comme lieu d'expression non censuré, s'est fortement développée au Venezuela. Les Vénézuéliens sont les plus gros consommateurs de données d'Amérique Latine¹⁵¹. L'organisation de l'opposition sur Internet et son usage des réseaux sociaux ont évolué sur la période.

\\ 2013-2014 : Une fonction logistique et communicationnelle

Durant les manifestations de la Salida, les réseaux sociaux, qui sont alors un moyen de s'informer, ont permis d'appeler la population à soutenir l'opposition en sortant dans la rue et ont servi de support logistique. Outre leur utilité dans les mobilisations citoyennes, les réseaux sociaux ont permis de diffuser des images de la répression policière et des caricatures de MADURO et de son gouvernement (@raymacaricatura sur Twitter) ; le but étant de les diaboliser ou les tourner en dérision, mais aussi d'exprimer la colère de ces opposants devant les violences policières et l'absence de solutions de la part de l'état pour répondre aux attentes de la population¹⁵².

¹⁵⁰ LEZAMA Paula Vasquez, « Pays hors service », Buchet/Chastel. Kindle Edition. Location 359 à 366 / 3057.

¹⁵¹ Pardo Daniel, « [Cómo Venezuela se convirtió en el mayor consumidor de datos móviles en América Latina](#) », BBC Mundo, 26 février 2016.

¹⁵² DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « [Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien](#) », Communication, technologies et développement [En ligne], 04 septembre 2017.



Accident sur la route du « socialisme du XXIe siècle »

« C'est votre chauffeur Maduro qui vous parle, nous avons eu un petit contretemps, mais avec quelques ajustements minimes, nous reprendrons la route en un rien de temps. », Dessin de PXMOLINA, Nicaragua, mai 2017

Les médias à forte diffusion, tels que le journal El Universal, ont également commencé à circuler via Internet. Journalistes de télévision et blogueurs ont utilisé Twitter pour informer leurs abonnés sur les pressions exercées par le gouvernement et les propriétaires de stations pour qu'ils se censurent eux-mêmes.¹⁵³ Lors des élections présidentielles, le candidat d'opposition Henrique CAPRILES, ne parvenant pas à s'exprimer via les chaînes publiques et étant limité sur les médias privés, a créé sa propre chaîne Internet : capriles.tv.

Des hashtags de reconnaissance sont apparus : au #ImyourvoiceVenezuela, hashtag soutien à l'opposition, répond #VzlaUnidaContraElFascismo¹⁵⁴. #prayforVenezuela et #sosVenezuela sont utilisés pour diffuser des images de la contestation, mais aussi pour recevoir des soutiens venant du monde entier. Ces hashtags ont été twittés plus de 1,2 million de fois. Le gouvernement utilise #troop¹⁵⁵. Les leaders de chaque camp utilisent leur compte Twitter pour se livrer à des duels verbaux. Depuis sa timeline Twitter, MADURO menace ses rivaux « fascistes », appelle à rallier la révolution bolivarienne, et retwitte les messages de soutien ; tandis que Leopoldo LOPEZ utilise son compte comme plateforme logistique à l'organisation de manifestations non violentes¹⁵⁶, telles que celles de février et mars 2014.

¹⁵³ @VVperiodistas & @GVSinCensura.

¹⁵⁴ 28 Minutes, « Venezuela, la guerre des réseaux sociaux », Arte, 25 février 2014 et Twitter.

¹⁵⁵ PERISSAT Guillaume, « Venezuela : la guerre des réseaux sociaux », L'informaticien, 20 février 2014 <https://www.linformaticien.com/actualites/id/32142/venezuela-la-guerre-des-reseaux-sociaux.aspx> et Twitter

¹⁵⁶ FREEDMAN Uri, "Why Venezuela's Revolution Will Be Tweeted", The Atlantic, 19 février 2014,

Si le gouvernement a mené des cyberattaques contre des membres influents de l'opposition, les partisans de cette dernière ne sont pas en reste. Ainsi, le compte Twitter du PSUV (@PartidoPSUV) a été compromis : les attaquants ont modifié l'image du profil et créé des tweets avec des messages antigouvernementaux.

\\ 2015 : une opposition divisée

Si les opposants au régime continuent de diffuser des messages de soutien, d'espoir après la victoire aux élections législatives par la MUD, nombre d'entre eux montrent leur résignation du fait de la situation économique du pays et de la détérioration du niveau de vie. Les dissensions au sein du parti d'opposition accroissent ce sentiment. En effet, l'hétérogénéité des 21 partis le composant et les rivalités pouvant exister entre certains dirigeants ayant des prétentions à la présidentielle de 2019 divisent l'unité, qui peine à définir une stratégie d'opposition claire, si ce n'est l'éviction du gouvernement en place lors des prochaines élections présidentielles. Certains partis sont enclins à la négociation avec le gouvernement en vue d'une sortie de la crise traversée par le pays (négociations sous l'égide du Vatican et de l'OEA¹⁵⁷), tandis que d'autres ne sont pas convaincus et préféreraient des actions plus directes¹⁵⁸. La stratégie de l'opposition est axée sur trois points¹⁵⁹ :

- La guerre institutionnelle : utiliser la constitution pour destituer légalement N. MADURO ;
- Les manifestations contre le pouvoir en place, y compris l'usage de la violence ;
- L'appel aux soutiens internationaux.

Comme l'écrit Julia BUXTON en mars 2019 suite à son analyse de l'évolution de l'opposition vénézuélienne, « Une nouvelle fois, l'incapacité de l'opposition à se mettre d'accord sur une stratégie de prise du pouvoir aura fait passer au second plan sa faiblesse première : son échec à proposer un projet politique cohérent et susceptible de convaincre une majorité de citoyens. Alors que N. MADURO peut encore mobiliser une partie de la population, la persistance de logiques de clan au sein de l'opposition compromet la recherche d'une solution pacifique à la crise actuelle. »¹⁶⁰

\\ L'opposition renforce sa présence sur les médias sociaux

Durant cette période, le parti d'opposition utilise les réseaux sociaux pour diffuser son programme et des propositions de solutions à la sortie de la crise. Ils ont également assuré la surveillance du processus électoral (législatives, initiation du référendum révocatoire), tout comme les médias indépendants (@reporteya et @elnacionalweb ont organisé des ateliers pour former les citoyens à la [surveillance du processus électoral](#)).

L'opposition a continué d'utiliser activement les réseaux sociaux pour organiser les manifestations (#LaSalida et # 12F) et mobiliser la population à voter en faveur du référendum révocatoire. En mars 2016, le site Web revocalo.com a été lancé pour recueillir des signatures

¹⁵⁷ COCHEZ Pierre, « [Au Venezuela, gouvernement et opposition se sont rencontrés sous l'égide du Vatican](#) », La Croix, 13 novembre 2016.

¹⁵⁸ International Crisis Group, « *Report n°59 - Venezuela : Though Talking* », 16 décembre .

¹⁵⁹ VENTURA Christophe, « [Le Venezuela révèle les fractures de l'ordre mondial](#) », IRIS, 3 mai 2019.

¹⁶⁰ « [Où va l'opposition à Nicolás Maduro ?](#) » Monde Diplomatique, mars 2019.

et mobiliser les citoyens en faveur d'un référendum [révoquant le mandat du président MADURO](#).

\\ À partir de 2016 : un rôle responsable

Avec l'aggravation de la crise économique et l'incapacité tant du gouvernement que de l'opposition à trouver des solutions, les Vénézuéliens ont continué à utiliser Internet pour exprimer leur désaccord et organiser des manifestations. Ils ont également créé des sites Web, des applications (Redes Ayuda) et des comptes Twitter (@SeBuscaSeDona) afin d'échanger des informations dans le but de satisfaire les besoins primaires,¹⁶¹ ou échanger et vendre des produits d'occasion.¹⁶² Des hashtags tels que #ServicioPublico (« service public ») ont été largement utilisés pour trouver des produits rares, tels que des médicaments. Face à un manque de liquidités, les Vénézuéliens ont également de plus en plus recours aux virements bancaires en ligne, et des [applications de paiement électronique ont vu le jour](#).

6.4. Analyse

N. MADURO succède à H. CHAVEZ, mais ce n'est pas H. CHAVEZ. Bien qu'étant son héritier désigné, il n'a pas son charisme, et peine à incarner son projet politique. Son but est cependant de conserver à tout prix le pouvoir « en suivant le leg de CHAVEZ ». Or depuis quelques années, le modèle chaviste a atteint ses limites et est en faillite. En effet, une mauvaise gestion des ressources et la chute des prix du pétrole à partir de 2012 font entrer le Venezuela dans une profonde crise économique qui amplifiera la crise politique et engendrera une crise humanitaire (flux migratoire massif, pénuries en biens primaires et médicaments).

N. MADURO accède donc au pouvoir dans un contexte moins favorable que son prédécesseur et souffre de la comparaison, y compris dans son propre camp. Il va cependant réussir à gagner les élections et à se maintenir au pouvoir, faisant mentir tous ceux qui proclamaient sa chute à venir. Il saura notamment tirer parti de la guerre de l'information qui prend une nouvelle tournure.

¹⁶¹ CASTELLANOS Laura, « [Las redes sociales se convierten en "farmacias virtuales" en Venezuela](#) », CNN Espagnol, 31 mars 2016.

¹⁶² EFE, [El trueque de alimentos y medicinas por internet gana terreno en Venezuela](#), El Carabobeno, 18 mars 2017.



Un costume trop grand

Dessin d'Arcadio, février 2014

\\ En 2014, la rue du Venezuela n'est pas une révolution de couleur ?

Alors que les révolutions de couleurs et les « printemps arabes » ont été largement relayés dans les médias occidentaux, les manifestations de la rue vénézuélienne ne sont pas analysées dans le même sens. On peut interpréter ce manque d'empathie pour la cause de l'opposition vénézuélienne comme un rejet par une partie de la presse d'une opposition trop directement liée aux intérêts américains ou trop clairement « de droite ». Une analyse conclut que les opposants vénézuéliens « n'entraient pas dans le catalogue des bons indignés, comme si le gouvernement de Nicolas MADURO n'était pas un pouvoir contre lequel il était légitime de s'indigner¹⁶³ ».

On peut cependant également se poser la question du manque de coordination des initiatives de l'opposition et d'un soutien américain moins systématique que celui dont ont pu bénéficier les révolutions de couleurs. Il est également possible que le Venezuela illustre l'obsolescence du modèle des « révolutions de couleurs ».

\\ La persistance des médias et de leaders d'opinion indépendants

La liberté de la presse est surveillée par de nombreuses organisations internationales (*Freedom House*) et locales (*Instituto Prensa Y Sociedad* et le Syndicat national des journalistes (SNTP)). Elles documentent une dégradation de la liberté de la presse. Une partie de ces organisations font partie d'un réseau d'ONG soutenues activement par les États-Unis dans le cadre d'un soutien à une transition démocratique à l'instar des révolutions de couleurs. Il faut donc replacer ces analyses dans le contexte de la guerre de l'information entre le Venezuela et les

¹⁶³ LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service* », (Essais et documents) (French Edition), Buchet/Chastel. Kindle Edition. Location 294 à 306 / 3057.

États-Unis et tenter de discerner les éléments objectifs d'analyses partisans de la situation du pays.

Malgré la dégradation de la situation des médias, les médias privés maintiennent leur présence dans le pays. Certains observateurs et les autorités prennent leur présence pour preuve du maintien du processus démocratique et de la liberté de la presse, un des fondements du mouvement chaviste. Les multiples rapports qui décrivent l'augmentation de la censure et les restrictions imposées aux médias sont qualifiés de « Concert de désinformation » par Médiapart¹⁶⁴ qui consacre plusieurs articles à démontrer l'exception vénézuélienne.¹⁶⁵ Les analyses de Reporter Sans Frontière (RSF) sont remises en question pour leur partialité¹⁶⁶.

Cette analyse est reprise par la journaliste Naomi KLEIN qui s'était aussi étonnée que Reporter Sans Frontières fasse du gouvernement CHAVEZ une menace pour la liberté d'expression alors que le Venezuela est un des rares pays au monde à avoir légalisé les médias associatifs, tout en subissant l'hégémonie de médias privés capables de participer aux tentatives de coup d'État.¹⁶⁷

La polarisation des médias au Venezuela est largement reprise par les médias internationaux qui soutiennent une des parties. Il est donc difficile d'obtenir une vision documentée et claire de la situation des médias d'opposition accessibles à la population du pays.

Sans nier les questions soulevées par la mainmise organisée par les autorités sur les médias, la persistance des voix de l'opposition est claire, malgré leurs difficultés et une couverture limitée. Les médias sociaux, les chaînes câblées, les médias étrangers, et le journalisme citoyen sont autant de sources d'information qui relaient des opinions critiques ou contradictoires aux médias sous contrôle des autorités. Ces médias sont souvent soutenus par des ONG ou des médias étrangers. Dans le pays, les organisations professionnelles et le Ministère de la Communication ont développé deux codes d'éthiques pour la profession de journaliste. Ces deux codes ainsi que la *Ley de Ejercicio del Periodismo*, forment le socle de la défense de la liberté de la presse également inscrite dans la constitution.

\\ Vers une désinformation généralisée

La division entre médias progouvernementaux et médias de l'opposition s'est durcie. Les médias sous contrôle de l'État représentent un groupe relativement homogène. Les voix de l'opposition en revanche forment un groupe hétérogène avec des vues parfois contradictoires. L'escalade de la crise politique et l'usage quotidien des médias dans une guerre de l'information ont accentué une polarisation et une simplification des discours essentiellement partisans.

¹⁶⁴ DERONNE Thierry, « [Venezuela Infos : La fake news des « 49 médias fermés par le gouvernement MADURO](#) », Médiapart, 25 septembre 2017.

¹⁶⁵ DERONNE Thierry, « [Thomas Cluzel, ou l'interdiction d'informer sur France-Culture](#) ». Blog du 12 mars 2015.

¹⁶⁶ VIVAS Maxime, « *La face cachée de Reporters sans frontières, De la CIA aux faucons du Pentagone* », paru en Novembre 2007.

L'augmentation de l'usage des médias sociaux, le manque de contrôle que ce soit par le gouvernement ou des organismes indépendants et non partie prenante pose le problème de la fiabilité de l'information relayée.

La polarisation des discours et les atteintes à la liberté de la presse ont également entraîné une baisse de la crédibilité des médias dont le discours partisan et le manque d'indépendance n'influencent plus une partie de la population. La confiance dans les médias traditionnels a notamment largement chuté (la presse, la radio, et la télévision) avec la prise de contrôle de l'État.

Les parties s'accusent mutuellement de diffuser de fausses informations et des campagnes de désinformation. Le gouvernement accuse régulièrement des États-Unis et les autres membres de la communauté internationale de diffuser de fausses informations en vue d'imposer un [changement de régime](#)¹⁶⁸.

Le PSUV qualifie les réseaux sociaux d'arme de guerre utilisée de façon stratégique par l'opposition nationale et internationale pour rallier de nouveaux membres, qualifiés d'"idiots utiles" à leur cause et amplifier leur mouvement en vue de destituer le président MADURO. Le parti invite chacun à user d'un esprit critique pour ne pas croire tout ce qui est publié sur les [diverses plateformes sociales](#).¹⁶⁹ Les États-Unis, pays rôdé à la manipulation d'informations, orchestreraient les campagnes de "Fake News" diffusées intensivement sur les réseaux afin de pouvoir légitimer une éventuelle intervention au Venezuela.¹⁷⁰

Si les membres de l'opposition sont friands des réseaux sociaux pour appeler à manifester ou diffuser des images en temps réel des mobilisations citoyennes et des débordements violents engendrés, les sympathisants chavistes en font autant. Les camps opposés utilisent ces images pour les retourner contre son adversaire. Une même scène, réelle ou détournée, sera qualifiée de répression par l'opposition et d'actes de déstabilisation par les progouvernementaux.¹⁷¹ Si l'opposition a pu utiliser des images décontextualisées, le camp pro-MADURO aurait également usé de la même stratégie pour exagérer le nombre de sympathisants du président.¹⁷²

L'ampleur des fausses informations et des manipulations représente un défi pour comprendre la situation du pays. Ces manipulations n'ont pas seulement lieu sur les médias sociaux, mais dans l'ensemble des médias.

La présence importante des Présidents CHAVEZ puis MADURO dans les programmes des radios et des télévisions est un élément clé de l'influence des autorités dans les médias, notamment dans le cadre des *Cadenas*, messages imposés à l'ensemble des radios et

¹⁶⁸ ARCILA CALDERÓN Carlos, BLANCO HERRERO David, "Medialandscapes – Venezuela".

¹⁶⁹ « Venezuela, les réseaux sociaux, une arme de guerre », PSUV, 19 janvier 2019, <https://venesol.org/2019/01/19/les-reseaux-sociaux/>

¹⁷⁰ DIAZ FUMERO Odette, « [La guerre contre le Venezuela emploie aussi les réseaux sociaux comme une arme](#) », Investig'Action, 29 avril 2019.

¹⁷¹ VALDES ANDINO Florencia, « [Venezuela : Pro et anti-Mauro s'affrontent sur les réseaux sociaux](#) », TV5Monde, 28 avril 2017.

¹⁷² COUSIN Mathilde, « [Venezuela : Des photos et des vidéos de manifestations détournées sur les réseaux sociaux](#) », 20 Minutes, 24 janvier 2019.

télévisions. Cette présence quotidienne est également une des causes de leur perte de crédibilité.

Le journalisme citoyen s'est développé comme une alternative pour échapper au contrôle des autorités. Il a cependant facilité le développement de désinformations et d'intox. Cela également contribué à la polarisation des médias.

La conséquence principale de cette polarisation et de l'abus de désinformation est la perte de crédibilité des médias. Selon un sondage réalisé par Hinterlaces¹⁷³, 77 % des Vénézuéliens ont peu ou pas du tout confiance dans les médias. L'impact de la guerre de l'information est aujourd'hui difficile à analyser au regard des grilles de lecture centrées sur le contenu du message et son adéquation avec l'environnement.

L'exemple de février 2014

En 2014, le phénomène marque les mouvements de février. Les réseaux sociaux permettent d'appeler à manifester, de partager les consignes, de diffuser les images de la répression policière. Mais ils permettent également de colporter des rumeurs et de fausses informations. Des dizaines de fausses photos d'abus policiers ont ainsi circulé, alors qu'elles provenaient d'autres conflits. La photo du viol d'un manifestant par des policiers a fait scandale, avant qu'un usager ne signale qu'elle avait été téléchargée sur un site pornographique. « *Personne ne sait qui fait circuler ces faux. Chacun des deux camps peut y avoir intérêt pour discréditer l'autre* » estime Carlos CORREA¹⁷⁴.

Le gouvernement a dénoncé une guerre médiatique dans laquelle les médias et la population diffusaient des photos décontextualisées¹⁷⁵ sur les réseaux sociaux pour semer le chaos, et la violence. Sur sa page Facebook¹⁷⁶, la chaîne Telesur¹⁷⁷ présente des photos utilisées dans les journaux d'opposition ou sur les réseaux sociaux entre le 16 et le 20 février 2014. Ces clichés ont été détournés et relatent des événements antérieurs et/ou sans lien avec le Venezuela.

7. 2019 : L'OPPOSITION ACCELERE LES ATTAQUES ET LA DESINFORMATION, SANS SUCCES

7.1. Contexte et autres éléments du conflit

En 2019, le pays traverse une profonde crise politique. L'Assemblée nationale sous le contrôle de l'opposition n'a pas reconnu la réélection du Président MADURO jugée illégitime. Juan

¹⁷³ HINTERLACES. Monitor país Hinterlaces. Reporte ejecutivo – 7 junio 2017. Junio, 2017. Disponible en : . Acceso em : 13 ago. 2019.

¹⁷⁴ DELCAS Marie, « *Les médias au cœur de la crise politique au Venezuela* », 21 février 2014.

¹⁷⁵ MACKINTOSH Eliza, "These fake photos could be fanning the flames of protest in Venezuela", Public Radio International, 25 février 2014,

¹⁷⁶ Page [Facebook de](#)

[Telesur.https://www.facebook.com/pg/teleSUR/photos/?tab=album&album_id=10151869482281179](https://www.facebook.com/pg/teleSUR/photos/?tab=album&album_id=10151869482281179)

¹⁷⁷ Chaîne de télévision généraliste créée en 2005 à l'initiative d'Hugo CHAVEZ. Elle est diffusée sur le réseau hertzien et sur le câble au Venezuela. Une couverture mondiale est assurée au moyen de satellites.

GUAIDO, le nouveau président de l'Assemblée nationale s'est déclaré président par intérim le 23 janvier 2019 deux semaines après l'investiture du Président MADURO pour un deuxième mandat de 6 ans. Une série de manifestations émaillées de violences a ensuite éclaté.



Un fauteuil pour deux au Venezuela
Dessin de Chapatte pour le New York Times, 30 janvier 2019

\\ Augmentation des pressions diplomatiques sur le régime MADURO

Le Venezuela est au centre d'une montée des tensions internationales et d'une formidable pression diplomatique en 2019 : plus de cinquante pays ont reconnu Juan GUAIDO comme président, dont les États-Unis et la France. Le gouvernement MADURO a qualifié cette reconnaissance d'ingérence et de « menace impérialiste »¹⁷⁸.

Au-delà des pressions diplomatiques, le Venezuela est également sous pression militaire. Le risque d'une escalade internationale a été régulièrement évoqué au cours de l'année avec deux fronts potentiels : une intervention des forces armées colombiennes, et/ou une intervention des forces armées des États-Unis.

\\ Renforcement des sanctions économiques

L'alourdissement des sanctions économiques imposées par les États-Unis a sérieusement impacté l'économie du pays qui est aujourd'hui au bord de l'asphyxie.

Le gel de l'ensemble des avoirs du gouvernement vénézuélien aux États-Unis assorti d'une interdiction des échanges commerciaux avec le Venezuela imposé par Washington le 6 août 2019 représente le dernier épisode dans l'escalade des tensions¹⁷⁹. Le blocage de la situation

¹⁷⁸ "[Venezuela crisis: How the political situation escalated](#)", BBC News, 08/08/2019.

¹⁷⁹ "[Feel the pressure, America heaps more sanctions on Venezuela](#)", The Economist, 08/08/2019.

politique empêche la mise en œuvre de réformes économiques nécessaires et maintient l'économie du pays dans un cercle vicieux.

En conséquence, la contraction de l'économie et la crise humanitaire auxquelles la population fait face continuent de s'aggraver.

\\ Renforcement du contrôle des forces armées avec l'arrivée de MADURO au pouvoir

Alors que la crise politique s'est approfondie en 2019 avec le rejet du résultat de l'élection du président MADURO, la déclaration d'un président et d'un gouvernement par intérim, la division de la communauté internationale en deux camps, et l'effondrement de l'économie du pays, le soutien des forces armées au régime semble ne pas avoir été ébranlé.

Depuis le 23 janvier, un seul cadre des forces armées vénézuéliennes a rejoint l'opposition, le conseiller militaire de l'Ambassade du Venezuela à Washington, le Colonel José Luis SILVA SILVA qui s'est rallié le 26 janvier dans une déclaration filmée et disponible sur YouTube¹⁸⁰. Comment cette loyauté a-t-elle été consolidée ?

Le contrôle politique s'est durci avec l'arrivée de MADURO au pouvoir, et des membres des forces armées ont été démis de leurs fonctions puis soumis à des peines de prison en raison de leur manque de loyauté politique. Selon *Control Ciudadano*, outre les peines privatives de liberté, des officiers des forces armées ont été dégradés et limogés pour des raisons politiques en 2018, une première dans un contexte où de telles sanctions n'avaient été prises jusque-là que pour des affaires de trafic de stupéfiants. Selon *Control Ciudadano*, 180 militaires auraient été privés de liberté pour des raisons politiques entre 2018 et 2019¹⁸¹.

\\ Des failles dans le soutien de l'armée au régime chaviste ?

En 2019, la dégradation de la situation du pays et un contrôle de l'armée de plus en plus autoritaire pourraient remettre en question la loyauté des forces armées au régime.

L'amnistie déclarée par l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition pour les fonctionnaires qui « collaborent à la restitution de l'ordre constitutionnel » n'a eu que peu d'effet, mais au-delà de la loyauté des cadres, il existe de nombreux doutes sur la réalité de l'amnistie proposée aux militaires, notamment au regard d'accusations de violations des droits de l'homme qui peuvent être poursuivies sur la base du droit international et sans prescription.

Des signes de fractures apparaissent et plus de 200 soldats auraient été arrêtés pour rébellion et trahison entre 2017 et 2018¹⁸² et la tension serait palpable au sein du rang que la journaliste Cristina Marcano¹⁸³ qualifie d'« atmosphère de chasse aux sorcières du style du G2 cubain et personne ne fait confiance à personne ». Les intérêts économiques bénéficient seulement à une minorité de cadres des forces armées. La majorité des militaires subit la crise économique

¹⁸⁰ ["Agregado Militar de Venezuela en Washington, José Luis Silva, reconoce a Juan Guaidó como presidente"](#), 26 janvier 2019.

¹⁸¹ *Idem*.

¹⁸² MARCANO Cristina, "Venezuela y la peste militar", El País, 08/02/2019.

¹⁸³ Journaliste vénézuélienne, co-auteur de la biographie *Hugo Chávez sin uniforme*.

comme le reste de la population et il n'est pas forcément possible de prévoir la direction que prendrait l'armée en cas de changement de gouvernement¹⁸⁴.

\\ Le rôle de plus en plus déterminant des milices boliviennes et des « *colectivos* »

L'appareil de sécurité vénézuélien se caractérise par l'existence de multiples organismes de sécurité publique opérant à l'échelle nationale, municipale et locale. Parmi eux, certains corps appartiennent aux forces de l'ordre, tandis que d'autres s'apparentent à des structures politico-militaires voire des groupes mafieux : « *colectivos* », Milice nationale bolivarienne, forces de libération boliviennes, bandes criminelles indépendantes, groupes de guérilla colombienne...

Tous participent simultanément au maintien de la sécurité et à la répression du crime. La dispersion des forces de sécurité facilite l'essor de forces de sécurité parallèles (*colectivos*), milices boliviennes, groupes mafieux et criminels - qui prospèrent au sein et hors de l'appareil d'État¹⁸⁵. Conscient de leur rôle déterminant pour son maintien au pouvoir, N. MADURO annonce le 13 avril 2019 dans une vidéo diffusée sur Twitter qu'il compte intégrer les milices aux forces armées et passer leur nombre de membres de 2,1 millions de personnes à 3 millions de volontaires d'ici la fin 2019 pour opérer sur l'ensemble du territoire du Venezuela, et s'assurer ainsi un quadrillage et un contrôle renforcés du pays face aux attaques de l'opposition.



« Le commandant Chavez a toujours rêvé de milices grandes et puissantes. À présent, elles auront un statut constitutionnel en tant que partie des Forces armées du pays »¹⁸⁶

\\ Le soutien des alliés du gouvernement

En 2019, la crise politique, économique et humanitaire du Venezuela est devenue un enjeu supranational. Le gouvernement et l'opposition ne sont plus seulement soutenus par des

¹⁸⁴ BERMUDEZ Ángel, "[Crisis en Venezuela : cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#)", BBC News Mundo, 31/01/2019.

¹⁸⁵ « [Les groupes mafieux et paramilitaires au Venezuela](#) », rapport de l'OFPPA du 22 novembre 2016. f

¹⁸⁶ « [Les milices boliviennes deviennent une partie des Forces armées du Venezuela](#) », /

puissances étrangères dans leur conflit politique, mais la situation du pays est devenue un enjeu pour les puissances qui soutiennent les deux camps.

Les alliés de Caracas soutiennent le positionnement du gouvernement dans leur communication à travers des outils de communication comme RT pour la Russie. Mais leur soutien est essentiellement politique.

En dehors du soutien important et spécifique de Cuba, plusieurs pays soutiennent le gouvernement Chaviste. À la suite de la tentative de coup d'État durant laquelle le président du Parlement s'est autoproclamé « Président ad-interim », Cuba, le Mexique, la Bolivie, le Nicaragua et la Turquie ont exprimé leur soutien à N. MADURO, soutien auquel se sont joints également la Chine, l'Iran et Moscou¹⁸⁷.

Les discussions au sein du Conseil de sécurité sont représentatives de la polarisation de la communauté internationale. Elles reflètent également le rejet d'un changement de régime orchestré par les États-Unis qui n'a pas de chance d'aboutir dans la forme et avec les attaques menées par les États-Unis en 2019. Le 26 janvier, une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité a eu lieu sur la situation du Venezuela. La discussion est marquée par un débat idéologique entre les États-Unis et leurs alliés, et le camp du soutien au Venezuela sans volonté de compromission. Le 28 février, les États-Unis et la Fédération de Russie présentent respectivement leur projet de résolution sur le Venezuela, sans qu'aucune ne soit adoptée. La résolution nord-américaine rejetait les élections de mai 2018 et confirmait Juan GUAIDO comme président légitime. La résolution russe confirmait au contraire la légitimité du gouvernement en place et sa souveraineté sur l'ensemble du pays. En plein débat sur la crise humanitaire, les deux résolutions présentaient des solutions opposées, et le débat s'est concentré sur le conflit politique.

À l'international, *TeleSur* est également un élément d'influence. La chaîne basée à Caracas est présente en Amérique latine, son objectif est « L'intégration des peuples latino-américains et contrer l'information biaisée provenant du Nord ». Il s'agit d'un autre exemple de politisation des médias.¹⁸⁸

¹⁸⁷ GOUNEEV Sergueï, « [Plusieurs pays affirment leur soutien à Nicolas Maduro](#) », 24/01/2019.

¹⁸⁸ ARCILA CALDERÓN Carlos, BLANCO HERRERO David, « ["Medialandscapes – Venezuela"](#) ».

Points de repère

Cuba : un allié et un soutien incontournable

Le rôle de Cuba dans le soutien au régime Chaviste a été largement décrit. Cette alliance a continué avec l'arrivée de N. MADURO au pouvoir. Selon Rafael RAMIREZ, ancien ministre du Pétrole dans le gouvernement CHAVEZ fait partie de ceux qui soutiennent que le choix de N. MADURO pour succéder à H. CHAVEZ a été influencé par Cuba¹⁸⁹.

Le renforcement de l'influence de Cuba sur le Venezuela est décrit par la journaliste vénézuélienne Christina MARCANO dans un entretien avec le journal *El País*¹⁹⁰. Elle aborde l'ensemble des secteurs et confirme le rôle central de Cuba auprès des forces armées, des services de sécurité et de l'intelligence. Leur influence serait renforcée par le contrôle des systèmes informatiques de la présidence, des ministères et des entreprises d'État. Dans un entretien avec le média anti castriste financé par les États-Unis¹⁹¹, Cristina MARCANO nome les responsables cubains les plus influents :

- Ramiro VALDES, deuxième vice-président du Conseil d'État cubain, serait l'homme le plus proche de Caracas et son conseiller principal en tactiques de répression politique.

- Le général Leonardo Andollo VALDES, deuxième chef de l'état-major général cubain, serait responsable de tout le travail militaire que les Cubains accomplissent dans le pays en matière de sécurité et de défense et dirigerait le Groupe de coordination et de liaison des Forces armées révolutionnaires de Cuba Venezuela (Gruce).¹⁹²

Le rôle central de Cuba dans le contrôle politique des forces armées et des services de sécurité est également mentionné dans une analyse publiée par Reuters en août 2019¹⁹³, notamment au travers d'accords signés en 2008 qui ont organisé une surveillance stricte des troupes vénézuéliennes par l'intermédiaire d'un service de renseignement, désormais connu sous le nom de Direction générale du contre-espionnage militaire (DGCIM). Sur le conseil de l'armée cubaine, le Venezuela a restructuré l'unité de renseignement en un service qui espionne ses propres forces armées, instillant la peur et la paranoïa et réprimant la dissidence.

En 2019, le soutien de Cuba relève d'un intérêt national tant le destin des deux pays est lié. Le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de l'île dans les années 2000 et malgré la chute des échanges liés à la crise économique que subit le Venezuela, les échanges commerciaux restent importants¹⁹⁴. Il s'agit essentiellement de l'approvisionnement en hydrocarbures de Cuba en échange de services professionnels. Les professionnels cubains envoyés au Venezuela représentent une source de devises pour l'île. Un grand nombre d'entre eux sont médecins, mais d'autres professions sont concernées, y compris du personnel des services de sécurité¹⁹⁵. L'approvisionnement en énergie est en devises permet de maintenir la sécurité alimentaire de l'île. Cette alliance couvre également un intérêt politique et la lutte conjointe contre l'impérialisme nord-américain.

Les sanctions économiques américaines visent également Cuba, un allié important du régime de Caracas. Le 3 juillet 2019, des sanctions ont été prises à l'encontre de la compagnie pétrolière d'état cubaine Cubametales en raison de ses importations de pétrole vénézuélien¹⁹⁶. L'embargo américain du 5 août n'a pas affecté les importations cubaines qui auraient progressé à 119 000 barils par jour en septembre 2019 en comparaison aux 70 000 barils par jour importés en août 2019 selon trois sources de l'industrie et des données de [Refinitiv Eikon](#).

¹⁸⁹ ["Si Chávez estuviera vivo, le daría un golpe de estado a Maduro"](#), Entretien avec BBC Mundo, 04 février 2019.

¹⁹⁰ MARCANO Cristina, *"Las relaciones desmedidas"*, 30 Mars 2014, El País.

¹⁹¹ La radio-télévision Martí est basée à Miami et financée par le gouvernement fédéral des États-Unis par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour les médias mondiaux. Elle transmet des informations en espagnol à Cuba.

¹⁹² ["El control cubano sobre Venezuela"](#), Radiotelevision Marti.

¹⁹³ BERWICK Angus, ["Represión importada: Cómo Cuba enseñó a Venezuela a sofocar el disenso militar"](#), 22/08/2019, Reuters.

¹⁹⁴ Selon l'ONG *Control Ciudadano*, les échanges bilatéraux ont chuté de 8 562 millions de pesos en 2012 à 2 213 millions de pesos en 2017, et le Venezuela resterait le partenaire commercial principal de Cuba.

¹⁹⁵ BERMUDEZ Ángel (@angelbermudez) BBC News Mundo, 13 Février 2019, *"Maduro vs Guaidó : qué se juega Cuba en la crisis política de Venezuela"*, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-47221184>

¹⁹⁶ Département du Trésor des États-Unis, Communiqué de Presse, [« Treasury Further Targets Entities and Vessels Moving Venezuelan Oil to Cuba »](#), 24 septembre 2019.

7.2. Gouvernement

Face à une accélération des initiatives de l'opposition en 2019, une pression accrue des États-Unis et des tentatives de prise de pouvoir par l'opposition, la guerre de l'information s'est également intensifiée.

Malgré une escalade de la désinformation lancée par l'opposition, et peut-être aussi pour lui répondre, le gouvernement maintient sa ligne de communication avec deux messages principaux : la continuité du chavisme et de la Révolution bolivarienne, et le rejet du président autoproclamé J. GUAIDO en tant que marionnette du gouvernement américain déterminé à exploiter la vaste richesse pétrolière du Venezuela.

L'accélération du rythme de la communication est essentiellement en réponse aux attaques et aux campagnes de désinformation de l'opposition. La période est marquée par deux accélérations :

- Un renforcement des restrictions imposées aux médias avec un ciblage particulier des médias étrangers, confirmant ainsi le renversement du contrôle des médias opéré au cours des 20 années précédentes ;
- Et une escalade des messages contradictoires entre gouvernement et opposition, dont les échanges sont une suite d'accusations et de contre-accusations de plus en plus sérieuses.

7.2.1. LA CONSOLIDATION DU CONTROLE DES MEDIAS

\\ Confirmation de la mainmise sur les médias

Entre 2013 et 2019, selon le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières, le Venezuela a vu son classement passé de la 117e place à la 148e sur 180 pays étudiés.¹⁹⁷

La pression sur les médias de l'opposition s'est accentuée en 2019 avec l'intensification d'un conflit qui s'est élargi avec la dégradation de la situation économique et humanitaire dans le pays et une large implication internationale. À ce titre, les médias internationaux sont ciblés de façon plus systématique. Au plus fort des tensions avec l'opposition le 30 avril 2019, le gouvernement a suspendu la diffusion de BBC Mundo, de CNN international et de RCR (Radio Caracas Radio) sur ordre de la CONATEL, selon un syndicat de journalistes vénézuéliens¹⁹⁸. L'opposition dénonce une censure du gouvernement et l'illégalité de cette décision selon le SNTP.

Cette situation et les restrictions à la liberté de la presse sont confirmées par une journaliste proche du gouvernement CHAVEZ, Vanessa DAVIS. Elle décrit une dégradation de l'environnement des médias en comparant l'ouverture et le développement d'une presse libre durant les années CHAVEZ avec les atteintes à la liberté de la presse, sous la pression combinée

¹⁹⁷ RSF, [Rapport Venezuela 2018](#).

¹⁹⁸ AFP, « [Venezuela : le gouvernement suspend la diffusion de la BBC, de CNN et d'une radio](#) », 30 avril 2019.

du gouvernement MADURO et des attaques répétées de l'opposition soutenue par les États-Unis contre le gouvernement¹⁹⁹.

\\ L'alignement des médias communautaires

Pour rappel le président H. CHAVEZ a initialement ouvert l'espace des médias sur la base d'une rhétorique anti élitiste et « anti parti ». En opposition aux pratiques traditionnelles de la représentativité démocratique, la « Révolution bolivarienne » tente de développer une démocratie participative qui déplace la participation politique de l'échelon national à l'échelon local. Les médias communautaires sont le vecteur de cette politique en mettant les communautés et le peuple au centre.

Le chavisme a initialement encouragé le développement de médias communautaires dans les années 2000 (voir supra). En 2019, cet espace médiatique est largement réduit. Les médias sont essentiellement institutionnels et relaient les messages du parti et des autorités centrales. Les objectifs initiaux de valorisation de médias communautaires ne semblent plus d'actualité et la plupart de ces médias ont fermé. Tatuy TV est une des rares chaîne de télévision communautaire encore active. Elle maintient un double objectif de défense du chavisme et de porte-voix des populations.

Au-delà de la disparition d'une majorité des chaînes communautaire, l'évolution du contenu de télévisions communautaires encore en activité révèle un fort accent sur l'éducation politique au détriment de la représentativité de la population. L'exemple de Tatuy TV est illustratif de l'évolution du contenu et des objectifs des médias communautaires initialement encouragés par la République Bolivarienne du Venezuela pour placer le peuple au centre du pouvoir. L'un des programmes phares en 2019 est une série de documentaires sur la révolution centrée sur la personnalité du Président²⁰⁰ CHAVEZ qui remet au centre le personnage central de la révolution et son message, plus que le peuple et les communautés. Il s'agit bien d'un des objectifs initiaux des chaînes communautaires qui devait cependant être développé en parallèle avec l'objectif de représentativité du peuple. Une transition assumée vers un militantisme politique loin des objectifs de pluralisme et de représentation communautaires dans l'espace audiovisuel. Sur son site, la chaîne de télévision Tatuy insiste sur son rôle de formation idéologique et politique, [afin de développer des citoyens militants](#).

Dans un entretien paru en octobre 2019, une des fondatrices de Tatuy TV, Jessica Pernia estime que la « dépolitisation » et le désenchantement de la population vis-à-vis de l'engagement politique est un des obstacles principaux aux objectifs politiques de la chaîne :

« Nous avons débattu sur ce que nous devrions faire alors que nous sommes confrontés à une crise économique, sociale et politique, et nous avons conclu que notre pire ennemi n'est ni la

¹⁹⁹ AUGUSTIN Ed, "The evolution of Venezuela's media landscape: from openness to restriction?" 11 août 2019, Therealnews.com.

²⁰⁰ Pascual Marquina CIRA, "[Grassroots Communication Fights Back! A Conversation with Jessica Pernia](#)", 16.10.2019, Monthly Review Online.

*crise elle-même, ni l'opposition, ni le gouvernement – bien qu'ils aient tous leur part de responsabilité. Notre pire ennemi, c'est la dépolitisation ».*²⁰¹

Cette conclusion confirme un risque identifié en 2008 dans une analyse des médias et de leur rôle dans la démocratie participative au Venezuela. Elle concluait que le développement des médias et leurs contrôles par les autorités présentaient un double risque : le premier serait celui « *de tomber dans une sorte de surenchère qui aurait pour but de cacher des informations importantes ou déplaisantes au régime en place (...) avec un résultat de laisser la population* » ; le second danger serait ensuite celui d'un conflit poussé trop loin et qui aboutirait à l'élimination progressive des médias d'opposition²⁰².

7.2.2. DEMENTI SYSTEMATIQUE DES ATTAQUES DE L'OPPOSITION

\\ Le gouvernement suit le rythme des initiatives de l'opposition

Les autorités répètent systématiquement leur message en réponse aux attaques de l'opposition. Le président MADURO est notamment attentif à confirmer le soutien de l'armée au régime qu'il met en scène en réponse aux proclamations de J. GUAIDO en janvier 2019 et en mars 2019. Ces images confirment le rôle central des forces armées dans le maintien du régime au pouvoir²⁰³.

A la suite l'appel de J. GUAIDO du 30 Avril, le président MADURO annonce l'échec du coup d'Etat le lendemain et dénonce la tentative de déstabilisation qui aurait fourni un prétexte à une intervention armée étrangère de « l'Empire » (c.a.d les Etats-Unis). Il accuse également la Colombie et le Chili de soutenir l'opposition. Il affirmera plus tard que le coup prévoyait son assassinat, ainsi que celui de plusieurs cadres des forces armées.²⁰⁴ Le pouvoir prend soin de confirmer que 80 % des troupes impliquées dans la mutinerie avaient abandonné J. GUAIDO. Le même jour, N. MADURO prononce un discours devant les forces armées et appelle à combattre « tous les putschistes ». Des images d'une "*marche pour réaffirmer la fidélité absolue des FANB*" (Fuerza Armada Nacional Bolivariana, forces armées) sont diffusées. N. MADURO ouvre la marche, entouré de membres des forces armées²⁰⁵.

De la même manière, le gouvernement va réagir aux attaques des États-Unis avec une critique des visées impérialistes du nord et par la confirmation du projet de révolution bolivarienne chaviste comme source de crédibilité. C'est le cas notamment lors du ralliement d'une cinquantaine de pays qui reconnaissent la légitimité de Juan GUAIDO comme président du pays, ou après les sanctions américaines en août 2019. Face aux accusations de blocage de

²⁰¹ CIRA Pascual Marquina, "*Grassroots Communication Fights Back! A Conversation with Jessica Pernia*", 16.10.2019, [Monthly Review Online](#), (*Monthly Review* est un mensuel socialiste publié aux États-Unis. La revue existe depuis 1949. D'orientation marxiste, elle n'a jamais été liée à un État, et a une analyse plus historique et philosophique que "politicienne").

²⁰² JOFFRES Adeline, « *Démocratie participative et médias : jeux d'influence au Venezuela, L'Ordinaire des Amériques* », 210 | 2008, 193-215.

²⁰³ Par exemple: "*Maduro Fills Twitter Feed with Military Photos after Guaido's appeal to Venezuela soldiers*", Euronews. 28 Janvier 2019.

²⁰⁴ Euronews with Reuters, "*Venezuela's Maduro says foiled coup included assassination attempt*", 27 Juin 2019.

²⁰⁵ AFP, « *Venezuela : Nicolas Maduro appelle l'armée à combattre "tous les putschistes"* », 02 Mai 2019.

l'aide humanitaire, le gouvernement nie la crise et dénonce une ingérence impérialiste, avant d'annoncer l'arrivée de 7,5 tonnes d'assistance humanitaire en provenance de Russie payées par les autorités.²⁰⁶

Points de repère

Un exemple d'escalade de messages contradictoire : le brouillage médiatique autour d'un éventuel accord politique en septembre 2019

Tout au long de l'année, les initiatives de l'opposition sont rapidement contredites par les médias progouvernementaux. Ces contradictions systématiques décrédibilisent une large partie de la communication, mais permettent aux parties en présence de confirmer leur contrôle.

La réalité et les résultats éventuels de négociations en vue de résoudre la crise politique sont également l'enjeu de messages contradictoires. Au-delà des aléas du dialogue politique, les partis se positionnent et s'accusent mutuellement de faire capoter le processus ou de proclamations mensongère.

La crise politique semble sans issue en août 2019. Le 7 août, l'étendue des nouvelles sanctions économiques américaine asphyxie littéralement le pays et entraîne le départ des représentants du gouvernement aux pourparlers en vue de résoudre la crise sous l'égide de la Norvège.²⁰⁷ L'avancée des négociations politiques est un enjeu majeur. Il n'est en effet plus possible pour l'opposition d'accepter une avancée des négociations dans le cadre du narratif du « jour d'après ».

Le 15 septembre, J. GUAIDO annonce formellement - sous la forme d'un communiqué officiel de la présidence - la fin des négociations. Le « Président ad interim » confirme son refus de négocier et invite au contraire à une intensification de la lutte²⁰⁸. Il insiste sur le fait que les négociations ont échoué, en référence aux discussions engagées sous l'égide de la Norvège. Il publie également une proposition qui aurait été faite dans le cadre ces négociations centrées sur la démission du Président MADURO et la préparation d'élections. J. GUAIDO évoque également l'importance de l'activation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (ou Traité de Rio) par l'Organisation des États Américains (OEA). Ce texte hérité de la guerre froide permet une coordination des pressions sur Caracas et la réunion du comité consultatif du traité de Rio a été approuvée en septembre par 12 membres de l'OEA sur proposition de la Colombie. En pratique, le Venezuela s'est retiré du traité en 2012 et les autorités de Caracas ont donc rejeté cette proposition.

Cette déclaration décrédibilise le gouvernement, et permet de confirmer J. GUAIDO en leader de l'opposition, et en homme d'État responsable qui propose une solution multilatérale face au vide laissé par le gouvernement MADURO.

Le lendemain, le gouvernement déclare avoir signé un accord avec des factions de l'opposition dans le cadre d'une « Table ronde nationale pour le dialogue de paix », immédiatement contredit par J. GUAIDO. L'accord prévoyait des avancées significatives et une demande de cessation des sanctions. Il prévoyait la réintégration de législateurs progouvernementaux au Parlement contrôlé par l'opposition. Il prévoyait également la mise en place du collège électoral et des efforts communs pour contourner les sanctions américaines. En gage de crédibilité de l'accord, Edgar ZAMBRANO, - vice-président de l'Assemblée nationale et adjoint du président auto proclamé Juan GUAIDO - est libéré le 18 septembre après quatre mois de détention et une arrestation pour trahison. La Cour suprême publie une déclaration qui précise que cette décision a été prise « à la suite d'un accord passé entre le gouvernement du Venezuela et une partie de l'opposition ²⁰⁹ ».

Les autorités présentent l'image d'un régime ouvert au dialogue et qui obtient des résultats pour l'avenir du pays. En pratique, seule une minorité des partis de l'opposition était représentée avec moins de 10 % des sièges du parlement, ainsi que l'Église catholique. Les partis d'opposition principaux étaient absents, notamment Volonté populaire, le parti de J. GUAIDO. Certains partis du gouvernement étaient également absents comme le Parti communiste.²¹⁰ J. GUAIDO a qualifié cet accord de manœuvre du gouvernement afin de diviser l'opposition.²¹¹

²⁰⁶ "Maduro Accepts Medical Aid From Russia", 22 février 2019, Tolo news.

²⁰⁷ "Venezuela crisis: How the political situation escalated", BBC News, 08.08.2019.

²⁰⁸ DOBSON Paul, "Government Signs Agreement with Opposition Factions as Guaido Declares Dialogue Over", 16/09/2019.

²⁰⁹ "Venezuela releases key opposition lawmaker after four months in custody", 18.09.2019.

²¹⁰ DOBSON Paul, "Government Signs Agreement with Opposition Factions as Guaido Declares Dialogue Over", 16/09/2019.

²¹¹ Associated Press, "Split Emerges in Venezuela Opposition Over Talks with Gov't", 17.09.2019.

7.3. Opposition

C'est l'opposition qui va dominer le tempo de la guerre de l'information en 2019 avec une avalanche de nouvelles attaques, et de nouveaux narratifs. Le président ad-interim multiplie les déclarations et les activités qui confirment son statut et qui donnent l'apparence d'une légitimité gouvernementale²¹². Le compte Twitter de la présidence ad interim est particulièrement actif (« *Centro de Comunicación Nacional* »). Il poste en alternance des critiques du régime MADURO et surtout des déclarations de politique générale de Juan GUAIDO, de ses ministres et de ses représentants diplomatiques, sans oublier de la première dame. À titre d'exemple dans la semaine du 20 au 26 octobre 2019, le site a publié 278 tweets, soit une moyenne d'un tweet toutes les 36 minutes pendant 7 jours.

Le bilan de ces nombreuses initiatives est cependant limité.

\\ Auto-proclamation du président par intérim le 23 janvier

Le 23 janvier, date qui symbolise la chute de la dictature de Marcos Pérez JIMENEZ (1948-1958) et le retour à la démocratie à Caracas, lors d'une journée de manifestations à l'appel de l'opposition, le président de l'Assemblée nationale, J. GUAIDO, investi le 5 janvier, président par intérim du Venezuela". Il déclare :

*« Aujourd'hui, 23 janvier 2019, en tant que président de l'Assemblée nationale, invoquant les articles de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela [...], je jure d'assumer formellement les compétences du pouvoir exécutif national, en tant que président responsable du Venezuela pour mettre fin à l'usurpation du pouvoir, instaurer un gouvernement de transition et des élections libres. »*²¹³

Le contexte paraît favorable pour l'opposition, car :

- En interne, l'armée paraît divisée et en mesure de basculer en sa faveur. Le 21 janvier, un groupe de militaires a appelé à se soulever contre le régime chaviste, ce qui déclenche leur arrestation, mais aussi des manifestations de soutien dans tout le pays ; un ancien général à la retraite, Clíver Alcalá CORDONES, donne une interview au journal [espagnol ABC](#) où il dit que « des gradés de l'armée souhaitent que soient réunies les conditions conformes à la Constitution pour agir », sachant que quelques jours plus tôt J. GUAIDO a fait voter une loi d'amnistie pour les militaires qui déserteraient ;
- À l'international, il est assuré du soutien des États-Unis (tweet immédiat de la Maison-Blanche reconnaissant "le président intérimaire"), et de onze membres sur quatorze du Groupe de Lima.

Cette déclaration est un succès, car elle a pour effet de produire une confusion la plus totale sur qui gouverne le pays comme l'illustre le moteur de recherche de Siri :

²¹² Associated Press, "Venezuela's Guaidó names shadow cabinet to help oust Maduro", 28 Août 2019.

²¹³ [elestimulo.com/](#) site d'information multimédia créé en 2014 par Paula Quinteros, ex-présentatrice, entrepreneuse et journaliste colombienne qui a grandi au Venezuela et gère un petit groupe de presse, Iguana Blue Networks.



\\ L'appel du 30 avril

Juan GUAIDO lance une nouvelle attaque contre le régime chaviste. Il la qualifie de phase finale de l'« Opération Liberté ». Il pose dans une vidéo aux côtés de l'opposant au régime Leopoldo LOPEZ qui avait été condamné à quatorze ans de prison et déclare « J'ai été libéré par des militaires ». Juan GUAIDO lance un nouvel appel au soulèvement en direction de l'armée et des citoyens en publiant une vidéo depuis une base militaire aérienne de Caracas, retransmise largement sur les réseaux sociaux. Il appelle les citoyens à se mobiliser dans la rue et l'armée à le rejoindre, comme l'ont fait des soldats que l'on voit se poster, armés, dans l'enceinte de la [base aérienne](#).

Sur la chaîne de télévision TV Venezuela Noticias un militaire déclare : "Nous sommes fatigués que le peuple souffre... Il y a environ 500 soldats qui ont rejoint l'appel [de Juan GUAIDO]." Les militaires ralliés sont incités à porter un ruban bleu pour se distinguer de ceux qui restent fidèles au régime.

Des manifestations s'organisent tout au long de la journée, particulièrement autour de la base militaire où se trouve J. GUAIDO, mais elles restent de petite dimension.

\\ L'aide humanitaire comme instrument de guerre de l'information et à des fins de changement de régime.

En février 2019, des tensions importantes et des affrontements ont eu lieu entre les forces vénézuéliennes et des groupes de l'opposition les 22 et 23 février 2019 aux frontières avec la Colombie (état de Tachira) et avec le Brésil (état de Bolivar) en lien avec le convoi d'aide humanitaire qui aurait été empêchée de rentrer dans le pays. Le président auto proclamé Juan GUAIDO se rend en Colombie et dénonce le blocage de l'aide humanitaire par le gouvernement.



Les options offertes par Maduro aux Vénézuéliens ; mourir ou mourir ; crise, répression.

Dessin de PXMOLINA

\\ Mise en place d'un gouvernement ad interim

Juan GUAIDO a annoncé la composition d'un gouvernement parallèle le 28 août, une étape supplémentaire en vue de forcer le gouvernement MADURO au départ. La nouvelle équipe a pour objectif de préparer la transition et l'organisation d'élections, elle comprend des poids lourds de l'opposition, mais l'activité de ce gouvernement reste largement symbolique. Leopoldo LOPEZ qui coordonne l'action du gouvernement vit à l'ambassade d'Espagne à Caracas pour sa protection depuis l'appel au soulèvement militaire raté du 30 avril et le député de l'opposition Julio BORGES, chargé des relations extérieures, vit en exil en Colombie.

\\ Le narratif du « jour d'après »

Une majorité des messages et du positionnement de l'opposition est centrée sur le narratif du « jour d'après », où tous les efforts sont faits pour organiser la mise en place d'un nouveau régime. Ce narratif ne vise plus à convaincre de la nécessité ou de l'imminence d'un changement de régime, il cible exclusivement la période qui va suivre le renversement du régime MADURO : le jour d'après. Ce narratif permet de justifier les conséquences humanitaires très violentes que les sanctions économiques font peser sur la population du pays avec la promesse d'un développement et du soutien américain au nouveau régime.

Il ne s'agit pas uniquement d'un narratif de communication. Cette approche permet aux gouvernements « ad interim » reconnus par une partie de la communauté internationale d'organiser l'aide au développement et la relance économique qui devrait bénéficier au pays à la suite de la chute du régime MADURO. Au-delà de la planification avec le gouvernement parallèle, cette approche permet une allocation des aides et des contrats auprès des représentants et soutiens au « gouvernement ad interim ». Les orientations économiques, les plans de restructuration des services publics du pays et l'ensemble des contrats qui accompagneront ce processus sont décidés entre les bailleurs de fonds et une poignée de

représentants de l'opposition. À titre d'exemple, l'Agence des États-Unis pour le développement international (ou *USAID*) s'est engagée à soutenir le gouvernement ad interim de Juan GUIADO et l'opposition pour un montant de 52 millions de dollars US le 25 septembre 2019²¹⁴. D'autres annonces similaires ont été faites par la Banque Mondiale par exemple, avec des plans d'action détaillée sur la reprise économique, le soutien aux services de l'État et l'accompagnement du processus démocratique²¹⁵.

\\ Menaces d'interventions militaires

Les pressions diplomatiques sont assorties de menaces d'interventions militaires contradictoires.

La dégradation des relations avec la Colombie laisse planer un risque de conflit. La zone frontalière est marquée par la présence de groupes paramilitaires appartenant au FARC ou ELN qui pourraient être à l'origine d'une intervention des forces armées colombiennes. La tension entre les gouvernements colombien et vénézuélien entraîne régulièrement des incidents aux frontières. La fermeture des postes-frontières ou les tentatives de passages forcés de convois supposés transporter de l'aide humanitaire ont donné lieu à des affrontements entre groupes armés. Le positionnement de l'armée vénézuélienne en alerte orange dans les États à la frontière colombienne augmente encore le risque d'incidents²¹⁶. Le 4 septembre, le président vénézuélien N. MADURO a accusé le gouvernement colombien d'utiliser la détérioration du conflit en Colombie afin de « déclencher un conflit militaire » avec le Venezuela²¹⁷. Les forces armées vénézuéliennes ont été placées en état d'alerte à la frontière colombienne. Ce regain de tension avec la Colombie est lié au rejet récent d'anciens chefs des FARC colombiennes de l'accord de paix de 2016. Bogota accuse le gouvernement MADURO de soutenir les représentants du FARC sur le territoire.

Les États-Unis sont particulièrement attentifs au renforcement des mouvements de guérilla colombiens de part et d'autre de la frontière qu'ils interprètent comme une des conséquences de la situation au Venezuela. L'Amiral FALLER²¹⁸ mentionne que les rebelles de l'ELN et des factions du FARC profitent de l'instabilité au Venezuela pour étendre leurs activités illégales. Il évoque un scénario de détérioration de la situation de part et d'autre de la frontière, pour laquelle « toutes les options sont sur la table ».²¹⁹ La montée des tensions avec les États-Unis laisse planer le risque d'une intervention militaire. Les déclarations de Washington restent cependant contradictoires. Le président TRUMP a mentionné que « toutes les options restent ouvertes » y compris l'option militaire²²⁰. Cette éventualité est cependant rarement évoquée

²¹⁴ KOERNER Lucas Koerner et VAZ Ricardo, "[Washington Gives Guaido \\$52M in Funding, Slaps Venezuela with New Sanctions](#)", 25/09/2019.

²¹⁵ RUSSEL Benjamin, "[A 180-day plan for Venezuela](#)", American Quarterly, 04/2018.

²¹⁶ Le 03/09/2019, le Président N. MADURO positionne l'armée en « alerte orange » à la frontière avec la Colombie, pour se prémunir contre toute tentative d'invasion. L'exercice militaire « Paix et Souveraineté » en septembre 2018 testait un scénario identique

²¹⁷ « [Venezuela : MADURO accuse la Colombie de «manœuvrer» pour «déclencher un conflit»](#) », Le Figaro avec AFP, 04/09/2019.

²¹⁸ Amiral FALLER, Commandant de la région militaire Sud de l'armée des États-Unis.

²¹⁹ "[Exclusive : As Venezuela crisis deepens, U.S. sharpens focus on Colombia rebel threat](#)", Reuters, 18/03/2019.

²²⁰ Interview CBS News du 3 février 2019 par exemple .

par les analystes qui mentionnent plus régulièrement une dégradation de la situation vers une guerre civile « avec le soutien des États-Unis ». Les diplomates américains insistent sur les pressions diplomatiques et économiques pour accélérer un changement de régime au Venezuela²²¹. En août dernier, le président TRUMP mentionnait le dialogue avec le Venezuela alors que l'Amiral FALLER, à la tête du commandement Sud des États-Unis confirmait que la marine américaine était prête « à faire le nécessaire au Venezuela »²²². La montée des tensions sans précédent entre les États-Unis et le Venezuela et la fermeture des canaux de communication entre les deux pays²²³ ont augmenté le risque de dégradation de la situation.

7.4. Analyse

\\ Échec de l'appel du 30 avril

L'analyse de l'échec de l'opposition à renverser N. MADURO le 30 avril 2019 est emblématique de la situation politique vénézuélienne aujourd'hui.

Ce coup manqué contre N. MADURO révèle un nouveau signe d'impuissance des États-Unis à faire bouger l'équilibre en faveur de J. GUAIDO, malgré tous les moyens employés dans cette guerre « désinformation », comme le reconnaissent des responsables américains cités par le Washington Post²²⁴ : « Depuis des semaines, l'opposition vénézuélienne travaillait à un plan d'ensemble pour chasser enfin du pouvoir le président Nicolás MADURO. Elle aurait convaincu plusieurs figures du régime, militaires et civiles, de changer de camp, tandis que d'autres responsables auraient été autorisés à quitter le pays. N. MADURO lui-même semblait prêt à partir de façon pacifique pour La Havane. »

Selon des sources gouvernementales américaines citées par le Washington Post, les raisons de l'échec viendraient du fait que N. MADURO a été mis au courant des négociations en cours le 29 avril, poussant J. GUAIDO à agir dans la précipitation dès le 30 avril au matin (avec l'approbation de Washington). Les personnalités que l'opposition aurait cherché à retourner seraient le ministre de la Défense, Vladimir Padrino LOPEZ, le président du Tribunal suprême, Maikel MORENO, et le commandant de sa garde présidentielle, Iván Rafael HERNANDEZ DALA. Pourtant, le 30 avril à midi, c'est bien le ministre PADRINO qui est apparu à la télévision, entouré d'officiers pour dénoncer « une tentative de coup d'État ». Le secrétaire d'État Mike POMPEO reconnaît lui-même l'échec des pressions américaines quand il déclare que « l'avion [de Nicolás MADURO] était prêt », mais il accuse la Russie de l'avoir dissuadé de partir pour Cuba.

Cet imbroglio médiatique est digne des plus beaux jours de la guerre froide. Il marque l'enlisement des positions des différents acteurs et l'échec des États-Unis, dont le seul et unique objectif reste celui du changement de régime, leurs prises de parole à base de sanctions économiques toujours plus dures mettant régulièrement en échec toutes les tentatives de négociation pour sortir de la crise (médiation espagnole entre 2017 et 2019, propositions du

²²¹ « [Exclusive : As Venezuela crisis deepens, U.S. sharpens focus on Colombia rebel threat](#) », Reuters, 18 Mars 2019, J

²²² BELE Patrick, « [Venezuela : TRUMP souffle le chaud et le froid](#) », 21/08/2019, Le Figaro.

²²³ Rupture des relations diplomatique en février 2019 et interruption des discussions sous l'égide de la Norvège à La Barbade le 7 Août 2019.

²²⁴ Traduit et résumé par [Courrier international](#).

Mexique et de l'Uruguay, de la Russie²²⁵, de la Norvège en mai 2019, pour parler de la Barbade de l'été 2019.

L'opposition reste divisée, et se révèle incapable de mettre en place une stratégie distincte de celle des États-Unis pour sortir le pays de la crise. Le résultat est un rapport de force pour l'instant toujours favorable aux Chavistes, malgré toutes les tentatives de l'opposition pour le leur contester.

\ \ Échec de l'intensification des efforts diplomatiques

L'intensification des efforts diplomatiques de l'opposition - notamment des États-Unis et des pays du groupe de Lima - n'a cependant eu qu'un résultat mitigé. À la suite de la reconnaissance de Juan GUAIDO comme président légitime du pays par 54 pays en janvier et février 2019, un seul pays additionnel a rejoint ce groupe : le Salvador.

Après l'appel du 30 avril au cours duquel Juan GUAIDO a tenté de prendre le pouvoir, la tension est montée entre les États-Unis et la Russie qui soutiennent chacun une des parties. Le secrétaire d'État américain M. POMPEO a accusé Moscou d'avoir empêché le départ du Président MADURO, affirmation démentie par Moscou. Malgré des tentatives de dialogue, aucun accord n'a été trouvé entre Moscou et Washington sur le règlement de la situation au Venezuela. Ce regain de tensions n'est resté qu'au niveau des déclarations.

Sept mois après, certains pays tentent de garder toutes les options ouvertes, tels que l'Espagne, le Portugal et l'Allemagne en maintenant des relations avec le gouvernement de Caracas tout en reconnaissant Juan GUAIDO. L'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2019 a clairement illustré ce blocage, puisque plus des deux tiers des pays membres ne reconnaissent pas l'opposition, dont la Russie et la Chine, membres permanents du conseil de sécurité. À New York, la vice-présidente du Venezuela s'est adressée à l'Assemblée générale début octobre et a rencontré de Secrétaire général des Nations Unies António GUTERRES.

²²⁵ ["Russia is ready to mediate between Maduro and the opposition"](#), Ria News Agency, 25 January 2019.

Points de repères

La guerre de l'information vénézuélienne version droits de l'homme et Nations-Unies

En moins de deux ans, l'ONU va publier deux rapports sur les droits de l'homme dans le pays, largement divergents dans leurs constats et recommandations, qui créeront une polémique internationale.

Du 26 novembre au 4 décembre 2017, Alfred de ZAYAS, « expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable » nommé par le Haut Conseil des droits de l'homme de l'ONU, se rend au Venezuela. Début 2018, il publie un rapport où il met clairement en cause les États-Unis, qui tentent d'asphyxier le Venezuela à travers une guerre économique. Il récuse également le fait qu'il y ait une crise humanitaire.²²⁶ Il revendique également le succès de sa mission avec la libération de plusieurs prisonniers politiques.

« Parmi les obstacles, qui empêchent les citoyens de profiter des droits de l'homme, j'ai enquêté sur les mesures économiques hostiles adoptées par plusieurs Etats et affectant directement et indirectement le bon fonctionnement de l'État ciblé, ou diminuant son champ d'action. »

« Il y a une campagne médiatique préoccupante, pour forcer les observateurs à adopter des idées préconçues, selon lesquelles il y aurait une « crise humanitaire » au Venezuela. Nous devrions nous méfier de l'hyperbole et de l'exagération, en gardant à l'esprit que la « crise humanitaire » est un terme technique, qui pourrait être utilisé comme un prétexte pour une intervention militaire ou un changement de régime. [...] La situation au Venezuela n'atteint définitivement pas le seuil d'une crise humanitaire, même s'il y a de la souffrance, causée par des causes internes et externes. N'importe quel observateur reconnaît qu'il y a des pénuries dans certains secteurs, de la malnutrition, de l'insécurité, de l'angoisse. »

Lors d'une interview à la télévision diffusée en février 2019 sur Telesur, la télévision pro-MADURO, il fait le point sur les réactions violentes déclenchées par son rapport et déclare :

« Le Venezuela souffre d'une guerre économique. Le Venezuela souffre d'un blocus financier. Le Venezuela souffre d'un haut niveau de contrebande. De là, le Venezuela a besoin de la solidarité internationale pour régler ces problèmes. Avant toute chose, il faut mettre un terme à la guerre économique, il faut lever les sanctions, parce que sont ces sanctions qui empirent la situation d'insuffisance d'approvisionnement dans le domaine médical. »

« Les médias mainstream ne sont pas intéressés par la diffusion d'une image complète de la situation au Venezuela. Par exemple, là, vous êtes en train de m'interroger. Je crois qu'en tant qu'ancien haut fonctionnaire de l'ONU [devenu aujourd'hui] expert indépendant, quand je me prononce sur quelque chose, qui n'est pas le Venezuela, en général, la BBC, le New York Times, couvrent le sujet et le traitent. Mais ce n'est pas le cas ici : CNN, BBC m'ont complètement ignoré, comme si ma visite au Venezuela n'avait jamais eu lieu. Qui veut m'interroger du coup ? Telesur, et les médias soutenus par l'État russe, RT, Sputnik... »

Du 19 au 21 juin 2019, La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle BACHELET (ancienne présidente du Chili), se rend dans le pays du pour rencontrer notamment le Président Nicolas MADURO, qui l'accueille chaleureusement (avant de la rejeter à la suite de la publication du rapport), ainsi que d'autres hauts responsables gouvernementaux, le Président de l'Assemblée nationale, des représentants de la société civile et d'entreprises²²⁷. Ses conclusions sont très différentes de celles de Alfredo de ZAYAS qui critiquera [durement ce rapport](#).

Elle y exhorte le Gouvernement vénézuélien à prendre des mesures immédiates et concrètes pour mettre fin aux graves violations des droits économiques, sociaux, civils, politiques et culturels constatées dans le pays et y remédier. Elle prévient que si la situation ne s'améliore pas, l'exode sans précédent de migrants et de réfugiés vénézuéliens se poursuivra et les conditions de vie de ceux qui restent dans le pays se détérioreront.

Concernant le paysage médiatique, elle dénonce le fait que l'espace réservé aux médias libres et indépendants s'est rétréci du fait de l'interdiction et de la fermeture de certains médias et de la mise en détention de journalistes indépendants et déclare

« Au cours des dernières années, le Gouvernement a tenté d'imposer une hégémonie communicationnelle, en imposant sa propre version des faits et en créant un environnement qui restreint les médias indépendants. »

²²⁶ 2018 - Rapport de l'expert indépendant des Nations Unies (ONU), Alfred de ZAYAS.

²²⁷ Le [rapport complet en anglais](#).

\\ « Le jour d'après »

Ce narratif permet également aux États-Unis de maintenir la pression sur l'économie avec des conséquences graves pour la population, au motif que le pays entrera à nouveau dans le développement rapidement après le changement de régime.

La préparation de l'après-MADURO permet à l'opposition de positionner ses intérêts économiques. Des engagements sont pris avec les autorités américaines et les bailleurs internationaux (FMI et Banque mondiale) qui répartissent les ressources attribuées aux autorités administratives et aux entreprises privées sur l'ensemble des ressources. Les plans de développement par secteurs prévoient les budgets, les contrats, et les prestataires de services qui en bénéficieront²²⁸.

Ce narratif a cependant échoué à renverser la bataille de l'information et les affirmations de l'opposition ne parviennent pas à changer la donne.

Alors que le gouvernement MADURO maintient son contrôle au 1er décembre 2019, le bilan de cette guerre de l'information est difficile à cerner en 2019. La violence des attaques, la répétition de discours contradictoires, et l'usage répété de la désinformation ont érodé le peu de crédibilité que conservaient les médias au Venezuela. Si le bilan est à ce jour positif pour le gouvernement, il est difficile de cerner l'impact de la communication dans un conflit plus large.

Sauf événement particulièrement grave, une intervention armée ouverte des États-Unis s'avère improbable, D. TRUMP ne pouvant prendre ce risque compte tenu de la proximité des élections présidentielles.

Dans cette guerre de l'information qui pour l'instant ne fait qu'enkyster les positions des deux partis se disputant le pouvoir, les élections législatives de fin 2020 semblent donc l'horizon le plus probable de clarification de la situation politique.

8. VERS UNE (R)EVOLUTION DES MECANISMES DE GUERRE DE L'INFORMATION ?

Le Venezuela est au centre d'une guerre de l'information qui dure depuis près de 20 ans maintenant, de manière ininterrompue et croissante. Ces caractéristiques de longévité et d'intensité lui sont tout à fait spécifiques et sont inédites en la matière, rendant ce cas particulièrement intéressant pour en analyser le fonctionnement, mais surtout l'évolution. Pour autant, un premier constat s'impose immédiatement : les méthodes de manipulation et de déstabilisation utilisées n'ont pas produit les effets escomptés et sa longévité est aussi preuve de cet échec.

²²⁸ Entretien réalisé auprès d'une source anonyme. Disponible auprès des auteurs.

Les techniques classiques de lutte non violente, telles que mises en œuvre lors des « Révolutions de couleur » ou dans d'autres pays sud-américains, reposent sur deux facteurs clés de succès :

- Sa capacité à gagner les opinions à sa faveur, pour soustraire le soutien dont bénéficie la cible. Des campagnes consistent par exemple à diaboliser ou à décrédibiliser pour réussir à isoler le groupe ciblé. La division et la polarisation facilitent l'identification de la cible, qui, par définition, est à l'autre extrême ;
- L'existence d'une alternative crédible, capable de présenter les garanties suffisantes pour inciter à l'adhésion et à l'action. Une opposition politique peut être cette alternative ; elle doit alors réussir à cristalliser les idéaux et les dynamiques contestataires, s'imposant comme nouveau pouvoir légitime.

C. STALLA-BOURDILLON rappelle que, pour fonctionner, les actions de propagande doivent pouvoir « capturer les cerveaux » puis réussir à « les mobiliser »²²⁹. La première étape consiste à s'imposer sur trois champs :

- Les idées, par les mots choisis, le message et la construction de l'argumentaire ;
- Les émotions, qui, si utilisées à bon escient, peuvent biaiser, voire court-circuiter le rationnel et les idées ;
- Les valeurs, représentées par la défense d'une cause juste, légitime et le recours domaine du symbole.

La mobilisation des cerveaux peut, elle, se faire en

- extrémisant les idées, en polarisant le débat vers des positions opposées ;
- Hystérisant les émotions, en exagérant notamment les sentiments provoqués ;
- Excommuniant les individus par leurs valeurs, c'est-à-dire en excluant et isolant des individus sous prétexte de leur adhésion à certaines valeurs.

Ces éléments sont applicables dans le cas de la guerre de l'information au Venezuela. Ils offrent une première possibilité d'appréhender les actions offensives menées par l'opposition et d'en comprendre des sources d'échec.

\\ Des méthodes classiques de lutte non violente en échec

Le Venezuela n'aura pas fait exception : les méthodes de renversement de gouvernement par lutte non violente y sont appliquées dès le début par l'opposition. Après le Nicaragua, Haïti, l'Ukraine, l'opposition, soutenue par les États-Unis, tente de faire souffler un vent de « Révolutions de couleur ». Or, le Venezuela n'est pas le Chili ou la Serbie. Le contrôle des médias privés allié aux financements massifs, via des ONG américaines, des formations et des actions de l'opposition ne parviennent pas à provoquer la chute définitive du régime.

À ce titre, le coup d'État de 2002 ne doit pas être observé pour sa réussite, prouvant, pendant 48 h, le succès des méthodes classiques mises en œuvre, mais surtout pour les raisons de son

²²⁹ Interview C. STALLA-BOURDILLON, « *Propagande et contre-propagande* », Thinkerview, 26 novembre 2019.

arrêt brutal. Deux facteurs clés ont été déterminants dans le retour de H. CHAVEZ et le retour aux conditions démocratiques nominales : le soutien de l'armée et le soutien populaire.

« J'ai dit à PETRAEUS que des actions de contre-insurrection ne peuvent qu'être un échec si vous ne connaissez pas vos alliés, vos ennemis et votre environnement »²³⁰, MIAKHEL Shahmahood, Gouverneur de la province de Nangarhar, 7 février 2017

« La pire des choses à faire est d'appliquer des leçons tirées d'un pays dans un autre pays »²³¹, GALBRAITH Peter, ancien diplomate US, 22 juillet 2015

Extraits des « *Afghanistan Papers* », ces deux citations identifient deux sources d'échec des opérations américaines, tant applicables au Venezuela qu'en Afghanistan :

- La méconnaissance des spécificités de l'environnement et de la culture locale ;
- La mise en œuvre de méthodes « prêtes à l'emploi », non adaptées au lieu et au contexte précis.

Par manque d'analyse de la situation vénézuélienne, de connaissances de la société et des mécanismes de soutien, les méthodes appliquées n'ont pas réussi à créer l'adhésion nécessaire à l'opposition pour réussir à se maintenir au pouvoir. Jouant pourtant sur les idées, les émotions et les valeurs, leur stratégie de guerre de l'information n'a gagné la bataille sur aucun de ces domaines. L'accession au pouvoir de cette opposition, représentante d'une idéologie néo-libérale et proche de Washington, ne pouvait gagner la sympathie d'une population marquée par la période d'austérité libérale des années 1990 et d'aspiration anti-impérialiste.

\\ Armée et soutien populaire, clés de voûte du système

Les Vénézuéliens ont découvert leur futur président en habit de militaire le 4 février 1992 lors du coup d'État militaire raté contre le président Carlos Andrés PEREZ. Hugo CHAVEZ avait fondé au sein de l'armée le 24 juillet 1983, date du 200^e anniversaire de la naissance de son héros Simon Bolívar, le Movimiento bolivariano revolucionario 200 (MBR 200) qui a raté ce coup. Dès le début de son mandat, H. CHAVEZ s'était entouré de militaires et expliquait l'importance de l'armée ainsi : « Prenez la formule chimique de l'eau : H₂O. Le peuple représente l'oxygène, et les forces armées l'hydrogène. Il n'y a pas d'eau sans hydrogène »²³². Cette vision d'unité, entre le peuple et l'armée, s'est matérialisée dès 1999 avec l'adoption de la nouvelle constitution qui permet aux militaires d'accéder au droit de vote.

Le président a également œuvré à l'insertion de militaires dans des sphères autrefois défendues pour ces derniers, notamment dans l'administratif. Les forces armées « sont devenues un corps délibérant [...] qui participe aux principales décisions politiques » selon l'anthropologue Paula

²³⁰ Citation originale : "I told Petraeus that in the counter insurgency in which you don't know your friend, you don't know your enemy and environment, you are going to fail" Extrait des "Afghanistan Papers", MIAKHEL Shahmahood, Gouverneur de la province de Nangarhar, 7 février 2017.

²³¹ Citation originale: "The worst thing you can do is apply lessons from one country to another", Extrait des "Afghanistan Papers", GALBRAITH Peter, ancien diplomate US, 22 juillet 2015.

²³² BILBAO Luis, *Chavez y la Revolucion Bolivariana. Conversaciones con Luis Bilbao*, Santiago du Chili : Capital Intelectual S.A. et LOM, 2002.

VASQUEZ²³³ qui estime que le régime de CHAVEZ est un régime militaire depuis 2007 « depuis que les forces armées sont considérées comme partie intégrante du Parti socialiste unifié au Venezuela (PSUV), les militaires ont pris un rôle qui normalement ne leur revient pas dans une démocratie ». L'alliance de militaires et d'hommes politiques de l'opposition aurait pu, en 2002, mettre fin à son régime, mais c'est bien l'armée qui a mis fin au coup, en libérant CHAVEZ de La Orchilla.

L'évolution du budget de l'armée est également un indice de son poids dans le régime. Entre 2002 et 2012, [l'enveloppe passe de 1,06 % à 6,5 %](#) du produit intérieur brut (PIB). Pendant la même période, les effectifs militaires se sont étoffés de près de 80 % pour atteindre en 2014 près de 198 000 personnes, soit 63 soldats pour 10 000 civils.

En quinze années de pouvoir, H. CHAVEZ a organisé quinze scrutins. Il a, entre autres, été élu en 1998, a remporté en 2004 un référendum révocatoire convoqué par l'opposition, réélu en 2006, a remporté le référendum pour faire adopter un amendement permettant la réélection indéfinie du président en 2009, enfin sa dernière victoire en octobre 2012. Sa seule défaite électorale a eu lieu en 2007 quand ses compatriotes ont repoussé une nouvelle réforme constitutionnelle. Ces victoires démontrent le fort soutien populaire obtenu par H. CHAVEZ pendant l'ensemble de son parcours.

Pour accentuer la propagation de son discours politique, H. CHAVEZ a créé en 2007 son parti (Parti socialiste unifié du Venezuela, PSUV) qui disposait en juillet 2009 de près de sept millions de membres. À partir de 2009, une partie de ces membres réalisaient des « patrouilles socialistes des travailleurs » pour quadriller l'ensemble du territoire. En octobre, plus de 100 000 patrouilles composées de plus de deux millions de membres ont été comptabilisées. Elles ont été un des relais et l'instrument du contrôle de l'information [auprès de la population](#). [Gonzalo GOMEZ](#), alors membre de la Commission de communication et de propagande du PSUV à Caracas disait : « nous constituons des patrouilles de communicateurs dans le cadre de la campagne de formation de ces organisations dans le secteur du travail ». Ces patrouilles ont permis au PSUV de délivrer son message dans l'ensemble du secteur du travail.

\\ L'inaptitude de la classe politique d'opposition

Durant les 20 ans d'infoguerre, l'opposition a bénéficié de plus de 20 millions de dollars de financements étrangers, pour l'aider à se structurer, à communiquer, à mener des actions militantes et de communication et à s'organiser. Cependant, elle n'a, jusqu'à présent, jamais réellement réussi à s'imposer sur la scène politique nationale, comme véritable contrepoids. Le terme « opposition » renvoie en réalité à une multitude de groupes, parties ou organisations, se rapprochant ou se séparant au gré des enjeux et des actions. Cette opposition est un ensemble divisé, composé de personnalités aux origines diverses, mais aux intérêts partagés : représentants des syndicats patronaux, élite économique, dirigeants de médias privés, etc. Du fait de cette multiplication des groupes d'opposition, la cristallisation des opinions anti-pouvoir ne peut pas se faire efficacement, car elle est diluée dans la masse des parties. Or, cette incapacité à proposer une figure unique, reconnue, légitime, voire symbolique, représentant

²³³ VASQUEZ Paula, « Chavisme : un militarisme compassionnel », Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

l'opposition et les croyances qu'elle porte ne permet pas au mouvement contestataire de naître et de se développer en action insurrectionnelle. L'absence de *leader* identifié devient un handicap à la portée des actions de guerre informationnelle, car les idées et les revendications défendues ne peuvent pas converger vers une figure de la contestation, comme l'a fait « *Otpor !* » en Serbie par exemple.

De plus, l'opposition est désunie, incapable de proposer une vision concrète et un programme associé afin de convaincre la population. Sans projet, il est difficile de prétendre à une légitimité et une crédibilité à prendre la direction d'une nation. La stratégie consiste davantage à l'occupation de l'espace informationnel par des stratégies d'influence de rupture, visant à dénoncer les méfaits et l'échec des politiques en vigueur, à diaboliser le pouvoir et ses soutiens et à tenter de discréditer les figures du chavisme. L'isolement de la scène nationale, puis internationale, doit permettre de créer une perte de confiance, voire défiance, face au pouvoir et potentiellement mener à son renversement.

L'opposition ne dispose pas, par ailleurs, d'un atout majeur du pouvoir : le soutien populaire. H. CHAVEZ, avec ses politiques socialistes et ses programmes sociaux, a su gagner le soutien des classes défavorisées, voire moyennes, qui composent la majorité de son électorat, car elles bénéficient des actions menées par le gouvernement. L'opposition, quant à elle, se compose essentiellement de représentants du patronat, de groupes privés, d'une élite riche et proche des intérêts américains. La polarisation de la société, qui s'accroît d'année en année, est représentative de la polarisation du débat, et ne joue pas en la faveur de l'opposition. Celle-ci n'est ni représentative de toutes les couches sociales ni représentative des aspirations d'une majorité de la société.

\\ Des messages non adaptés et inhabituels

Les premières années de la guerre de l'information cherchent à atteindre ce que les méthodes classiques de lutte non violente veulent provoquer : l'obtention du consentement des populations. Dans cette approche, la fabrication d'opinions favorables nécessite une légitimité forte de la cause défendue et des représentants de cette cause. Cette dimension de légitimité a trois rôles à jouer :

- Rassurer les populations dans la justesse du choix à faire ;
- Prouver du caractère éthique et crédible ;
- Permettre de justifier l'usage d'actions enfreignant la légalité pour défendre la cause.

En effet, en brandissant la légitimité comme argument, une personne ou une idée présente une forme de bien-fondé de son existence et de garantie de non-corrupcion. Elle prouve aussi son respect des valeurs morales admises. Enfin, elle peut se sentir incarner d'un droit supérieur l'autorisant à sortir temporairement de la légalité pour réaliser son idéal/projet.

À ce titre, l'évolution des narratifs utilisés dans cette guerre de l'information peut surprendre, surtout pendant la dernière décennie. Les messages défendus peuvent se synthétiser ainsi :

- [Chaviste] : Le bonheur assis sur les pétrodollars ;
- [Opposition] : Dénonciation de l'échec des politiques chavistes ;
- [Chaviste] : Les ingérences étrangères pèsent sur la réussite du projet politique ;

- [Opposition] : Le pouvoir est corrompu et associé aux narcotrafiquants ;
- [Chaviste] : Démenti des accusations ;
- [Opposition] : Crise humanitaire dans le pays et « jour d'après » ;
- [Chaviste] : Démenti des accusations.

Les premiers narratifs, surtout portés par les Chavistes, sont bien construits autour de la recherche de légitimité des idées et des actions réalisées. Ils tendent à prouver le bien-fondé du projet et à convaincre son électorat de la possibilité de poursuivre. La stratégie de l'opposition paraît moins claire sur la question de la pertinence des messages sur trois points :

- L'opposition est composée de classes riches et dirigeantes. Dans une société polarisée, les messages à destination des classes défavorisées (l'électorat majoritaire) perdent de leur crédibilité, car les leaders ne sont pas représentatifs ;
- Une dénonciation frontale et permanente du projet politique chaviste auprès des personnes qui en bénéficient semble paradoxale ;
- Un positionnement politique ouvertement libéral face à une population traumatisée par des mesures néo-libérales de choc et les affrontements qui en ont découlé (p. ex. le *Caracazo*) semble inadapté ;
- Un soutien visible des États-Unis d'Amérique dans un pays cultivant l'anti-impérialiste n'est pas idéal.

Par ailleurs, la dimension de légitimité se perd au fil du temps pour les deux camps. L'objectif de l'infoguerre et des narratifs désormais choisis deviennent plus un jeu d'accusations/démentis, exprimé à travers des messages dont la subtilité est progressivement remplacée par un style parfois très direct, parfois très futile et superficiel, à la limite du divertissement (e.g. telenovela). Cette évolution des méthodes d'infoguerre peut interroger sur sa pertinence, car si l'on considère qu'une manipulation de l'information, dont la propagande, n'est efficace que si l'audience ciblée conserve un sentiment de liberté dans le choix de ses opinions, la perte de finesse des messages au profit d'une forme de cynisme visible alerte clairement de l'opération de manipulation.

Le centre de gravité de la guerre de l'information se déplace ainsi de la population, de laquelle on recherchait le consentement, au camp adverse, que l'on tente de décrédibiliser systématiquement. De même, il se déplace aussi d'un périmètre national à un périmètre supranational.

Avec cette perte de subtilité, de crédibilité des messages et du changement de cible primaire, la propagande mise en œuvre, tant dans son fond que sa forme est dorénavant clairement identifiée par la population. L'adhésion aux narratifs n'est plus acquise.

\\ « Immunisation » à la guerre informationnelle

L'infoguerre par le contenu dure depuis près de 20 ans au Venezuela et le flux informationnel ne cesse de croître. Cette longévité exceptionnelle et sa forte intensité ne sont pas de simples observations. Ces deux caractéristiques, certes inédites, ont un impact sur le déroulement et le résultat de la guerre informationnelle, devenant des variables intrinsèques de celle-ci. En effet, dans une situation ininterrompue de manipulation de l'information, la sensibilité des populations à ces actions devient plus faible. Sur une telle période, la répétition des techniques

à l'œuvre permet de mieux les identifier et de s'en détacher. La propagande fait partie du quotidien.

De même, son augmentation en intensité, diluée dans le temps, a pour conséquence à la fois de créer une forme d'habitude et surtout de créer un bruit informationnel, une forme de brouillard et de confusion qui empêche la diffusion des messages clés.

La comparaison avec les principes de vaccination semble pertinente. L'immunisation à un agent pathogène se fait par inoculation progressive de ce dernier, par des campagnes de rappel notamment. Le système immunitaire de l'individu développe ainsi des défenses plus efficaces face à cet agent, lui permettant d'être moins sensible en cas d'exposition et de pouvoir lutter en cas de contamination.

La longévité et forte intensité ont créé, malgré elles, des conditions favorables à cette forme d'immunisation aux actions de propagande et de manipulation de l'information. La perte de subtilité des messages et des actions, la révélation des désinformations, la polarisation du débat et du paysage médiatique, acquis à un camp ou l'autre, a permis le développement d'une méfiance naturelle contre les médias traditionnels et les forces politiques. Longévité et intensité sont devenues des sources de contre-productivité de l'infoguerre.

\\ La nouvelle stratégie : de la guerre active à la guerre de position

Outre une possible erreur stratégie de la part de l'opposition dans la guerre de l'information (cf infra), l'évolution des narratifs et le basculement du centre de gravité interrogent. En effet, l'abandon de recherche de légitimité et le recentrage vers une cible autre que la population ne sont pas compatibles avec les principes classiques de guerre de l'information et de lutte non violente. Celles-ci placent le consentement des populations au cœur du dispositif (*win the hearts ans minds*), qu'elles soient utilisées dans un contexte démocratique, contre-insurrectionnel ou de subversion. Or, il est nécessaire de constater que le pouvoir n'a pas encore été renversé, malgré le non-respect de ces principes.

Les nouvelles caractéristiques de cette infoguerre sont à voir comme un changement de stratégie, avec des objectifs nouveaux et des tactiques différentes. Cette mutation de l'infoguerre ne vise plus à conquérir le pouvoir, par obtention du consentement des populations ; elle vise à se maintenir dans une situation actuelle. L'objectif est de conserver le rapport de force entre les parties prenantes au moins dans un statuquo, sans chercher à en gagner forcément davantage. Ici, dans le cas du Venezuela, le pouvoir actuel semble effectivement fragilisé pas tant par un soutien populaire en déclin que par des soupçons forts de corruption, de clientélisme et d'autoritarisme. Pour autant, il maîtrise le rapport de force et compte bien conserver cette position dominante. La perte de légitimité de la cause défendue, s'il en est encore une, et des figures du pouvoir n'est pas perçue comme problématique, car cette légitimité n'est plus considérée comme variable clé : l'illégitimité peut exister et peut être cultivée.

Au niveau tactique, les actions de guerre de l'information se concentrent sur des contre-offensives à destination de l'opposition, et non de la population elle-même. Elles s'appliquent ici autour de quatre axes :

- Une occupation massive de l'espace informationnel, à la fois en contrant les narratifs de l'opposition (p. ex. démenti permanent des accusations ou des actions menées) et se positionnant sur des domaines informationnels délaissés par cette opposition (p. ex. médias alternatifs/collectifs, milice patriotique);
- Une sape de la puissance informationnelle de l'opposition, en réalisant un contre encerclement cognitif portant sur les vecteurs de communication de l'information (p. ex. rupture de papier pour la presse, non-renouvellement des licences audiovisuelles) et une utilisation du cadre réglementaire et légal comme moyen de contrôle indirect (p. ex. loi sur les médias);
- Une posture de victimisation, dénonçant les mensonges et les manipulations récurrentes de l'opposition, les complots visant le pouvoir et les ingérences permanentes de puissances étrangères hostiles;
- Un changement de dimension du rapport de force, en globalisant le conflit par l'intervention choisie de puissances externes (p. ex. Russie, Chine), rendant les enjeux non plus internationaux, mais supranationaux.

Au niveau national, cette guerre de l'information a muté d'une guerre offensive classique vers une guerre de position, dont l'objectif est le maintien d'une situation. La population en subit les effets de bords; elle en reste une composante, mais plus la clé. Le besoin de légitimité s'efface. Cette approche de guerre informationnelle n'entre plus dans un contexte où les mécanismes décrits par N. CHOMSKY sont applicables, car les objectifs diffèrent: il ne s'agit plus de forger les opinions et endoctriner, mais de verrouiller les positions.

Points de repère

Les caractéristiques d'infoguerre cinétique

Cette forme de guerre informationnelle nécessite de :

- Être capable de cristalliser les tensions.
- Offrir une opportunité d'agir contre la cible.
- Afficher une cause perçue comme juste et légitime, pour provoquer l'engagement militant.
- Être orientée vers la population.
- Rechercher le consentement des populations.

Les caractéristiques de l'infoguerre de position

Cette forme de guerre informationnelle nécessite de :

- Pouvoir occuper l'espace informationnel
- Utiliser des narratifs de réaction et de la victimisation (contre-offensive).
- Être orientée sur l'opposant et non les populations.
- Rechercher l'étouffement de l'opposant et le verrouillage de la situation.

Ces observations et analyses laissent cependant le champ de réflexion ouvert, se posant la question si le Venezuela sera-t-il ou non un cas représentatif de l'évolution des guerres informationnelles de longue durée et de haute intensité. De nombreuses interrogations sont encore possibles quant à l'évolution future du conflit, dans toutes ses dimensions, informationnelles ou non d'ailleurs.

« J'ai discuté avec les anciens et ai admis que, certes, le gouvernement a failli à les protéger, mais qu'ils sont 30 000 habitants dans le district et que s'ils n'aiment pas les Talibans, alors ils doivent les combattre. Leur réponse a été qu'ils [les anciens] ne veulent ni de ce gouvernement corrompu ici ni des Talibans, alors ils attendent simplement de savoir qui va gagner la guerre »²³⁴. Extrait des "Afghanistan Papers", MIAKHEL Shahmahood, Gouverneur de la province de Nangarhar, 7 février 2017

Face à un quotidien difficile et des manipulations informationnelles permanentes, la population du Venezuela ne partage-t-elle pas cette posture ?

²³⁴ Citation originale : "I asked the elders that ok the government isn't protecting you, but you are about 30 thousand people in the district if you don't like the Taliban then you must fight against them. Their response was that we don't want this corrupt government to come and we don't want the Taliban either, so we are waiting to see who is going to win" Extrait des "Afghanistan Papers", MIAKHEL Shahmahood, Gouverneur de la province de Nangarhar, 7 février 2017.

9. ANNEXES

Annexe 1 : Montants des financements du NED pour des projets au Venezuela, entre 2000 et 2004

Source : GOLINGER Eva, *The Chavez Code, cracking US intervention on Venezuela*, Oser Dire, 2005, Appendice sur base de documents collectés par le FOIA

Année	Programme	Montant
2000	Support for democratic union elections	\$60 084
2000	Recasting Liberty : Constitutional Reform	\$56 000
2000	Support to local groups for election observation	\$16 747
2000	Fostering youth participation in the political process	\$50 000
2000	Regional forum for decentralization	\$50 000
	TOTAL	\$232 831

Année	Programme	Montant
2001	Strengthening political parties	\$340 000
2001	Civil-military relations	\$57 820
2001	Strengthening civil society links for fundamental political rights	\$19 740
2001	Legislative monitoring for protection of political rights	\$40 000
2001	Support for democratic union action	\$154 375
2001	Re-engaging citizens in state-level politics	\$210 500
2001	Strengthening civil society to promote democratic education	\$55 000
	TOTAL	\$877 435

Année	Programme	Montant
2002	Enhancing democracy through alternative dispute resolution methods	
2002	Strengthening civil society links for fundamental political rights	\$84 000
2002	Legislative monitoring and municipal training	\$64 000
2002	Consensus building to reduce the informal sector in Venezuela	\$66 266
2002	Strengthening political parties	\$300 000
2002	Consensus building to reduce the informal sector in Venezuela	\$116 525
2002	Monitoring social programs	\$63 000
2002	Professionalization of the media	\$25 000
2002	Venezuela	\$116 001
2002	Political parties strengthening	\$50 000
2002	Monitoring land reform	\$35 000
2002	Conflict resolution at the local level	\$11 000

2002	Education assembly	\$57 000
2002	Conflict resolution at the local level	\$10 000
2002	Conflict resolution at the local level	\$11 000
	TOTAL	\$1 008 792

Année	Programme	Montant
2003	Strengthening political parties at local level	\$116 000
2003	Strengthening political parties	\$116 000
2003	Political parties building at the national level	\$299 999
2003	Local civic education	\$10 000
2003	Strengthening the judicial system	\$54 000
2003	Legislative assistance	\$64 000
2003	Supporting press freedoms	\$44 500
2003	Monitoring social programs	\$65 000
2003	Monitoring land reform	\$58 000
2003	Conflict resolution at the local level	\$14 412
2003	Conflict resolution at the local level	\$14 107
2003	Civic education for police	\$42 207
2003	Human rights defense	\$83 000
2003	Conflict resolution at the local level	\$11 698
2003	Elections education	\$53 400
	TOTAL	\$1 046 323

Année	Programme	Montant
2004	Instituto de Prensa y Sociedad	\$72 000
2004	Asociacion Civil Consorcio Justicia	\$67 000
2004	Accion para el Desarrallo	\$12 420
2004	International Republican Institute	\$285 000
2004	Center for International Private Enterprise	\$92 488
2004	Centro al Servicio de la Accion Popular	\$60 000
2004	Center for International Private Enterprise	\$33 006
2004	Accion Campesina	\$65 000
2004	Asociacion Civil Consorcio Justicia - Occidente	\$16 000
2004	Asociacion Civil Justici Alternativa	\$13 980
2004	Asociacion Civil Liderazgo y Vision	\$56 000
2004	Center for Justice and International Law	\$90 000
2004	Fundacion Justicia de Paz del Estado Monagas	\$11 490
	TOTAL	\$874 384

Annexe 2 : Chavez au pouvoir, chronologie des principaux évènements

1998 Le 6 décembre, Hugo Chávez Frías est élu président de la République avec 56 % des voix.

1999 Une nouvelle Constitution est adoptée par référendum. Le Venezuela prend le nom de République bolivarienne du Venezuela – référence au libertador Simón Bolívar (1783-1830).

2000 Réélection pour un mandat de six ans. Le Mouvement Cinquième République (MVR), fondé par Chávez en 1997, obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

2002 Un très bref coup d'Etat contraint Hugo Chávez à démissionner, le 11 avril. Moins de 48 heures après, grâce à une partie de l'armée restée loyale, il fait à nouveau son entrée dans le palais présidentiel soutenu par la foule. Lancement des premières missions sociales (programmes sociaux).

2003 Une grève dans le secteur pétrolier paralyse le pays jusqu'en février. L'opposition recueille des signatures pour organiser un référendum de révocation du président.

2004 Le 15 août, par référendum, 58 % des électeurs vénézuéliens disent non à la révocation du mandat de Chávez.

2005 Un décret prévoit le démantèlement des grandes propriétés foncières en janvier. En juillet lancement de Telesur, chaîne de télévision d'information latino-américaine destinée à contrecarrer l'influence des chaînes nord-américaines. L'opposition boycotte les législatives de décembre et l'Assemblée nationale devient donc à 100 % chaviste.

2006 Seconde réélection d'Hugo Chávez, avec 61,3 % des voix.

2007 Nationalisation des principales grandes entreprises (pétrole, électricité, télécoms). En décembre, première défaite électorale de Chávez : les Vénézuéliens rejettent une réforme constitutionnelle qui aurait supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels.

2009 Les électeurs autorisent par référendum la réélection du chef de l'Etat le 15 février. **2010** La coalition des partis de l'opposition fait une percée significative aux élections législatives du 26 septembre.

2011 Hugo Chávez annonce avoir été opéré à Cuba d'une tumeur cancéreuse le 10 juin.

Février 2012 Le gouverneur Henrique Capriles Radonski est élu candidat unique de l'opposition à la présidence lors d'élections primaires. Deux semaines plus tard, Chávez est à nouveau opéré d'une tumeur cancéreuse à Cuba.

Mai 2012 Après deux mois de traitement à Cuba et un silence total sur son état de santé, Chávez rentre au Venezuela.

Juin 2012 Le président apparaît en public pour la première fois depuis avril. Un mois plus tard, il se déclare lui-même "totalement libéré" de son cancer.

Juillet 2012 Après six ans d'attente, le Venezuela intègre le Marché commun du Sud (Mercosur).

7 octobre 2012 Hugo Chávez remporte une nouvelle fois les élections, battant son rival Henrique Capriles avec 54,42 % contre 44,97 %.

10 décembre 2012 Il part à Cuba pour subir sa quatrième opération, et rentre à Caracas le 18 février.

10 janvier 2013 Son état de santé l'empêche de revenir au Venezuela pour prêter serment. La cérémonie est repoussée sine die.

5 mars 2013 Hugo Chávez décède, à l'âge de 58 ans.

10. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET PUBLICATIONS

Les références bibliographiques et publications répertorient uniquement les ouvrages et rapports officiels. Les articles de presse en sont exclus.

CHOMSKY Noam, **McCHESENEY** Robert, *Propagande, médias et démocratie*, Paris, Ecosociété, 2004.

CHOMSKY Noam, **HERMAN** Edward, *La Fabrique du Consentement, De la propagande médiatique en démocratie*, Paris, Agone, 2008.

CORRALES Javier, "The Authoritarian Resurgence", Avril 2015.

DAVID Dominique - CLES - Les entretiens géopolitiques mensuels du directeur - HS n°69 - octobre 2017 à propos de l'édition 2018 du RAMSES « La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? ».

DEARTH Douglas, « Implications, Characteristics and Impact of Information Warfare », U.S Military Intelligence Magazine, janvier-mars 1997.

DEBOS Franck et **LANCINI** Maria Daniella, « Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien », 4 septembre 2017.

DE ZAYAS Alfred, Rapport de l'expert indépendant des Nations Unies (ONU), 2018. *Le rapporteur s'est rendu au Venezuela en novembre 2017 pour évaluer la situation des Droits de l'Homme*.

GALULA David, « Contre-insurrection, Théorie et pratique », Paris, Edition Economica, 2008.

GOLINGER Eva, "Bush versus Chavez, Washington's war on Venezuela", Monthly Review Press, 2008.

GOLINGER Eva, « The Chavez Code, cracking US intervention on Venezuela », Oser Dire, 2005

GOLINGER Eva, « The dirty Hands of the National Endowment for Democracy », 2014.

Les Temps Modernes, « Venezuela 1998 – 2018 : Le pays des fractures », Gallimard, 2018.

GUERASSIMOV Valery, « La valeur de la science de la prédiction », Voenno-promyshlennyj kur'er (Le Courrier militaro-industriel), 8 : 476, 27 février-5 mars 2013, traduit par **MARANGE** Céline, dans **MARANGE** Céline, « Les Stratégies et les pratiques d'influence de la Russie ».

GURGANUS Julia, "Russia: Playing a Geopolitical Game in Latin America", Carnegie Endowment for International Peace, 3 mai 2018.

HARBULOT Christian, **LUCAS** Didier, *La guerre cognitive*, Paris, Lavauzelle, 2005.

HARBULOT Christian, *La France peut-elle battre Daesh en guerre de l'information ?* Paris, EGE, 2015.

HARBULOT Christian, *Fabricants d'intox*, Paris, Lemieux, 2016.

HARBULOT Christian, *Cahiers de la guerre économique numéro 1 : l'encerclement cognitif*, 2020.

HELVEY Robert L., *"On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking about the Fundamentals"*, The Albert Einstein Institute, 2004.

HUYGHE François-Bernard, *L'Ennemi à l'ère numérique : Chaos, Information, Domination* », Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

HUYGHE François-Bernard, « *Qu'est-ce que la guerre de l'information ?* », <http://www.huyghe.fr>.

International Crisis Group, *"Report n°59 - Venezuela: Tough Talking"*, 16 décembre 2016.

JEANGENE VILMER J.-B., ESCORIA A., GUILLAUME M., HERRERA J., « *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties* », rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

KANIA Elsa B., « *The PLA's Latest Strategic Thinking on the Three Warfares* », China Brief, XVI:13, août 2016, p. 10-14.

KITSON Frank, *"Low Intensity Operations. Subversion, Insurgency and Peace-Keeping"*. Réédité par Faber Finds, 1971.

LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service – Venezuela : de l'utopie au chaos* », Paris, Buchet/Chastel, 2019.

OFPPRA, « *Les groupes mafieux et paramilitaires au Venezuela* », rapport de l'OFPPRA du 22 novembre 2016.

ONU, Commission des Droits de l'Homme, rapport de Michelle Bachelet sur le Venezuela, juillet 2018.

POPOVIC Srdja, MILIVOJEVIC, Andrej, DJINOVIC, Slobodan, « *La lutte non violente en 50 points* », CANVAS, 2006.

QIAO Liang, WANG Xiangsui, « *La Guerre hors limites* », Paris, Payot et Rivages, 2003.

RENSELER Carlos, « *Venezuela's Media Mindshock* », 20 décembre 2002.

ROBINSON Linda, *"Terror close to home"*, US News and World Reports, 6 octobre 2003.

RUSSEL Benjamin, *"A 180-day plan for Venezuela"*, American Quarterly, 04/2018,

SEIBT Sébastien, « *De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro ne sont pas éternels* », France24, 8 février 2019.

Dr. SCHMITT Olivier, « *La guerre de l'information dans la grande stratégie russe* », Associate Professor of International Relations, Université du Danemark du Sud, Center for War Studies.

VON CLAUSEWITZ Karl, « *De la Guerre* », Paris, Editions de Minuit, 1955.

VILLE Sébastien, « *La révolution bolivarienne du Venezuela* », Actuel Marx, 2007/2 (n° 42), p. 71-83.

WILPERT Gregory, *"Changing Venezuela by taking power"*, Verso, 2007.

11. AUTRES SOURCES

ARTE, « Propagande : l'art de vendre des mensonges », 10/09/2019,

<https://www.youtube.com/watch?v=Rf8tZMDs3g0>

ARTE, « Propaganda : la fabrique du mensonge », 10/09/2019,

<https://www.youtube.com/watch?v=vLh6DozYRPc>

ARTE, « Noam Chomsky, la fabrique du consentement (partie 1) », 18/10/2013,

<https://www.youtube.com/watch?v=waUIPMXuHV0>

ARTE, « Noam Chomsky, la fabrique du consentement (partie 2) », 17/10/2013,

<https://www.youtube.com/watch?v=56AbAxw7PIg>

ARTE, « Le Venezuela sous l'emprise des guérillas », documentaire de Martin Markovits, 2019,

<https://www.arte.tv/fr/videos/088696-000-A/le-venezuela-sous-l-emprise-des-guerillas/>

ARTE, « Venezuela, la malédiction du pétrole », documentaire de 2019,

<https://www.arte.tv/fr/videos/088695-000-A/venezuela-la-malediction-du-petrole/>

K. BARTLEY, D. O'BRIAIN, « The revolution will not be televised », Power Pictures, 2003

<https://www.youtube.com/watch?v=iH5nzZU0qCc>

TYSZKA Alberto Barrera, écrivain biographe de CHAVEZ. Extrait de « Venezuela, l'ombre de CHAVEZ », ARTE, <https://www.youtube.com/watch?v=xXAS1SNHp6c>

Grado 33 Globovisión, « Video del puente Ilaguno »,

<https://www.youtube.com/watch?v=QD4EYU8b0JI>

Département du Trésor des États-Unis, Communiqué de Presse, « Treasury Further Targets Entities and Vessels Moving Venezuelan Oil to Cuba », 24 septembre 2019.

<https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm784>

RSF, Rapport Venezuela 2018, <https://rsf.org/fr/venezuela>

Interview C. STALLA-BOURDILLON, « Propagande et contre-propagande », Thinkerview, 26 novembre 2019

<https://www.youtube.com/watch?v=1sOgeAeBZ1I>